



ISRAËL NÉTANYAHOU
ENTRE DEUX FEUX

SOUDAN — DESCENTE
AUX ENFERS CALIFORNIE —
UNE ROUTE VERS NULLE PART



Courrier
international

N° 1694 du 20 au 26 avril 2023
courrierinternational.com
France : 4,90 €

Algérie 5,90 DA, Allemagne 6,20 €,
Andorre 6 €, Canada 8,25 \$ CAN,
DOM 5,90 €, Espagne 5,30 €,
Grande-Bretagne 5 €, Grèce 5,80 €,
Italie 5,50 €, Japon 9,000 ¥,
Maroc 15,00 DH, Pays-Bas 6 €,
Portugal cont. 5,50 €,
Sénégal 2,400 F CFA, Suisse 7,20 CHF,
TOM 1100 XPF, Tunisie 9 DT,
Afrique CFA autres 3600 F CFA.

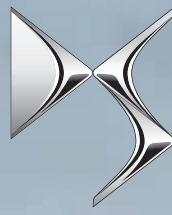
MACRON

IRRATRAPABLE

*Inaudible en France sur
les retraites, critiqué
pour ses prises de
position sur Taïwan,
le président français
paraît plus isolé que
jamais. Les analyses de
la presse étrangère.*

M 03183 - 1694 - F: 4,90 €





DS AUTOMOBILES
Spirit of Avant-Garde

DS 4

COLLECTION
ESPRIT DE VOYAGE



L'élégance de ses matières et de ses finitions exclusives
réinvente l'art du voyage

E-TENSE
HYBRIDE RECHARGEABLE



DS préfère TotalEnergies - DSautomobiles.fr - CONSOMMATIONS MIXTES DE DS 4 E-TENSE : DE 1,2 A 1,3L/100 KM.
DS Automobiles RCS Paris-642 050 199. Spirit of avant-garde = L'esprit d'avant-garde.

Au quotidien, prenez les transports en commun. #SeDéplacerMoinsPolluer



**LES CHOIX
DE "COURRIER"**

CLAIRE CARRARD

Macron irrattrapable

Un président vertical" (Le Soir), au ton "un tantinet professoral" (La Libre Belgique), "le roi est nu" (Le Temps), "un champ de ruines" (Frankfurter Allgemeine Zeitung)... Rarement la presse internationale aura été si unanime pour dénoncer l'exercice du pouvoir d'Emmanuel Macron après la promulgation (dans la nuit du 14 avril) de la réforme des retraites et son allocution trois jours plus tard, qui n'a convaincu personne. Également dans le collimateur des médias étrangers : la très mauvaise séquence diplomatique de celui qui se pose en leader de l'Europe mais qui s'est attiré les foudres de ses alliés à son retour de Pékin. Il faut dire que

les dix derniers jours auront été particulièrement complexes pour le chef de l'État, qui semble avoir perdu la maîtrise des événements dans l'Hexagone comme à l'étranger, pourtant son terrain de prédilection d'ordinaire. "À l'issue de son voyage en Chine, il se retrouve plus isolé qu'il ne l'a jamais été au cours de ses six années de présidence, souffrant d'impopularité en France et inspirant la défiance à l'étranger", écrit Roger Cohen dans **The New York Times**. À l'origine du tollé, sa déclaration du 7 avril : "La pire des choses serait de penser que nous, Européens, devrions être suivistes [sur la question de Taïwan] et nous adapter au rythme américain et à une surréaction chinoise." Des propos prononcés à la veille de manœuvres militaires chinoises visant à simuler une invasion de l'île et qui sont venus rappeler pour le moins que, en matière de timing, le président français ne fait pas toujours les bons choix. Comment en est-on arrivé

à ce sentiment de décrochage et d'incompréhension totale avec les Français et le reste du monde? C'est ce que nous tentons d'expliquer dans ce dossier. Après trois mois de manifestations massives contre la réforme des retraites, Emmanuel Macron ne parvient plus à convaincre personne. Encore moins la presse internationale. Le voyage en Chine aura été la goutte d'eau. "À l'étranger, le penchant de Macron pour les discours grandiloquents vient rappeler une fois de plus sa capacité à bousculer l'orthodoxie sans tenir compte du moment et du contexte, et sans réflexion préalable", se désole Patrick Barrow sur le site **Reaction**. Petit caporal ou exemple à suivre? s'interroge l'auteur britannique en comparant Macron au chanteur du groupe Van Halen, autoproclamé "modèle pour tout le monde". Pas très flatteur. Face à ce tourbillon de critiques, Joseph de Weck fait figure d'exception dans la **Süddeutsche Zeitung**.

"Macron se démarque sur la question de la Chine parce que Washington et Berlin l'ont aussi laissé tomber", explique-t-il. Or, ces dernières années, dit-il, "la France a insisté avec beaucoup plus de vigueur que la République fédérale pour que l'on remette la Chine à sa place". Sur la réduction des risques, sur la 5G, sur l'Indo-Pacifique... Mais ses alliés lui ont tourné le dos, et leurs critiques aujourd'hui ne manquent pas d'hypocrisie, estime le journaliste allemand. Emmanuel Macron a-t-il raison pour autant de parler d'"autonomie stratégique" et de prétendre faire de l'Europe une troisième puissance mondiale à part entière, en pleine guerre en Ukraine, et au moment où l'Europe, plus que jamais, s'appuie sur son allié américain et sur l'Otan? Oui, pour le **South China Morning Post** et la presse chinoise en général. Non, pour **Il Fatto Quotidiano** et pour une bonne partie de la presse en Europe de l'Est. Comment peut rebondir le président français? Pour la presse étrangère, c'est

une mission quasi impossible. Le chapitre des retraites est loin d'être refermé et Macron s'entête dans sa stratégie : "Une seule direction : en avant", s'étonne **Blick**. Comme un coup de poker permanent. "Il est en train de faire le vide autour de lui", observe la **Frankfurter Allgemeine Zeitung**. Lundi soir, après son allocution, l'historien Pierre Rosanvallon évoquait dans l'émission **Quotidien** la plus grave crise démocratique en France depuis la guerre d'Algérie. Un commentaire qui n'a pas échappé au **Spiegel**. "Le premier problème, écrit l'hebdomadaire allemand, c'est que les citoyens ne croient plus le président, il ne parvient pas à convaincre. Le second, c'est qu'Emmanuel Macron ne voit pas la crise démocratique." Tout est dit.

En couverture :
Emmanuel Macron : dessin de **Matthew Billington** paru dans **Politico**, Bruxelles.
Israël : dessin d'**Osama Hajjaj**, Jordanie. **Cartoon Movement**.



Sommaire

7 JOURS DANS LE MONDE p.6

Soudan. Descente aux enfers

Le pays se dirigeait péniblement vers une transition civile, mais deux généraux rivaux ont lancé leurs hommes dans une bataille rangée. Un choc meurtrier qui fait des civils les premières victimes, déplore le média burkinabè **Wakat Séra**.

UKRAINE p.18

Zelensky n'est pas un chevalier blanc

Dans les pays occidentaux, le président ukrainien jouit d'une réputation de héros sans tache. Mais, rappelle **Politico**, une partie de l'opposition lui reproche sa tendance à n'en faire qu'à sa tête et à centraliser le pouvoir.

ISRAËL p.28

Nétanyahou entre deux feux

Affaibli en son sein, l'État hébreu a été pris de court par une escalade militaire soudaine sur plusieurs fronts. Alors qu'il doit déjà composer avec un changement stratégique régional majeur.

360°

p.38

Voyage. Californie, une route vers nulle part

Dans le désert de Mojave se trouve un site étrangement baptisé Zzyzx. Le lieu, qui a abrité la colonie d'un charlatan, attire aujourd'hui scientifiques et marginaux. Un reportage de **SFGATE**.



PHOTO NEWSCOM/ALAMY

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- Ha'Aretz** Tel-Aviv, quotidien. **Asharq Al-Awsat** Londres, quotidien. **Dawn** Karachi, Lahore, Islamabad, quotidien.
- Il Fatto Quotidiano** Rome, quotidien.
- IQ** Vilnius, mensuel. **IranWire** (iranwire.com), Londres, en ligne. **Istoé** São Paulo, hebdomadaire. **I Kathimerini** Athènes, quotidien. **Middle East Monitor** (middleeastmonitor.com), Londres, en ligne. **New Lines Magazine** (newlinesmag.com), Washington, en ligne.
- The New York Times** New York, quotidien.
- El País** Madrid, quotidien. **Politico** Bruxelles, hebdomadaire. **Profil** Moscou, hebdomadaire. **Reaction** (reaction.life), Londres, en ligne. **SFGATE** (sfgate.com), San Francisco, en ligne. **South China Morning Post** Hong Kong, quotidien.
- Der Spiegel** Hambourg, hebdomadaire.
- Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien.
- Wakat Séra** (wakatsera.com), Ouagadougou, en ligne. **The Washington Post** Washington, quotidien. **Yediot Aharonot** Rishon Lezion, quotidien.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. **Soudan.** Descente aux enfers
9. **Espace.** Juice rêve d'eau et de vie sur Jupiter

À la une

10. **Macron :** le point de non-retour

D'un continent à l'autre

18. **Ukraine.** Zelensky n'est pas un chevalier blanc
20. **Grèce.** À Mykonos, béton et coups de pression
22. **Brésil.** Le duel des premières dames
23. **États-Unis.** Le Bohemian Club, objet de tous les fantasmes
24. **Birmanie.** "Je veux continuer à me battre"
25. **Pakistan.** Laissons les filles étudier!
28. **Israël.** Nétanyahou entre deux feux
32. **Iran.** La guerre contre les femmes libres est déjà perdue

Transversales

34. **Économie.** L'économie russe plie mais ne rompt pas
36. **Environnement.** L'Allemagne sort du nucléaire
37. **Signaux.** Le délicieux goût de crevette du criquet

360°

38. **Voyage.** En Californie, une route vers nulle part
42. **Culture.** Le stand-up perd son sens de l'humour en Inde
44. **Musique.** Du Pérou à l'Andalousie résonne le "cajón"
46. **Histoire.** Comment les nobles lituaniens ont contribué à l'indépendance belge



SUR NOTRE SITE

France. Cent jours, pour quoi faire ?

Lors de son allocution télévisée ce lundi, Emmanuel Macron s'est donné cent jours pour sortir de la crise. C'est peu dire qu'il peine à convaincre les opposants à sa réforme des retraites, un sujet suivi de très près par toute la presse étrangère, dont vous pouvez retrouver les analyses sur notre site.

Voyage. À Tenerife, une randonnée pleine de surprises dans le "ravin de l'Enfer"

L'île de l'archipel des Canaries offre des randonnées en pleine nature qui valent le détour. Une journaliste de **La Vanguardia** a parcouru le sentier qui serpente sur le flanc du Barranco del Infierno. Les paysages y changent selon les saisons, mais aussi selon l'heure de la journée. À lire sur notre site ce week-end.

Le Courrier des recettes. Le pain au fromage qui revigore les Colombiens

Moins connu que l'*arepa*, le *pandebono* est un autre pain de maïs mais travaillé avec du fromage et du tapioca, la féculé de manioc. Un en-cas particulièrement populaire dans le sud-ouest de la Colombie, dont on vous dit tout samedi dans notre rubrique Le Courrier des recettes.

L'horoscope de Rob Breznsky Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.



Découvrez notre nouvelle application

L'appli qui met tout Courrier international dans votre poche



Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

- 1 AN (52 numéros) au prix de **129 €** au lieu de ~~237,20 €*~~
 1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de **159 €** au lieu de ~~290,60 €*~~

RCO23BO01

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

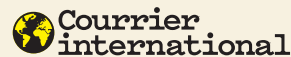
Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2023>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

*Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31/3/2024 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services.

Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales de Courrier international par voie postale. Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international par voie postale.

Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou dp@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CSV sont consultables et téléchargeables en suivant ce lien : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>



Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier 📧

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33
abonnements@saipm.com
États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310
expressmag@expressmag.co.m
Suisse : (41) 022 860 84 01
abonne@edigroup.ch



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec
directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication :
François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Avril 2023. Commission paritaire n° 0727 c 82101.
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpont (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chameau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) Yuta Yagishita (Japon). MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhiz (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechah (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bélièz (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Ouméma Nechi HISTOIRE Mélanie Lifschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callet, Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditrice web, 17 36), Hoda Saïby (éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Emmanuelle Bour (SME) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majourat (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Lifschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethron (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérol, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable) WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38), Florent Normand DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Christophe Alexandre, Etienne Bianchi, Lionel Blot, Jean-Baptiste Bor, Emma Bougerol, Anne-Dominique Boulle, François Burkard, Anne-Françoise Cochet, Guillaume Deneufbourg, Corinne Duqueyroy, Elisabetta Di Matteo, Lucie Droulers, Christina Genet, Mona Guichard, Mehdi Harmi, Lucie Hoarau, Hong-Kyung Kang, Valentine Morizot, Éléonore Nicolas, Gabrielle Pirotte, Derwell Queffelec, Maëlys Sourit, Leslie Souvanlasy, Maddalena de Vio

PUBLICITÉ Mpublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international Steve Dablin (01 57 28 38 84) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steve Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (16 06) Gestion Lucie Madalena (16 26) Droits Blandine Mosnat (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Morsau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Martine Prévot (16 49), Myim-May Vang, Anthony Pittavino Responsable du numérique Kevin Jolivet, Louise Dugeai (développement web)

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international, USPS number 03-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals postage paid at Secaucus, NJ and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Certifié PEFC
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
pefc-france.org

Origine du papier : UK, Allemagne. 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Emballages : Ptot - 0,0083 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres conformes à la norme Blue Angel.



UN CONTRAT D'ÉNERGIE POUR MOI, UN TOIT POUR LES ABEILLES.⁽¹⁾

**UN CONTRAT D'ÉNERGIE SOUSCRIT
= UN PARRAINAGE DE RUCHE.**

Avec **ENGIE & Un toit pour les abeilles**, participez à la sauvegarde des abeilles et recevez du miel de la ruche que vous parrainez.

Plus d'infos sur particuliers.engie.fr ou au 3993⁽²⁾

J'agis
avec
ENGIE



ENGIE



L'énergie est notre avenir, économisons-la !

(1) Pour toute demande de souscription entre le 17/04 et le 30/04/2023 d'une offre Elec Référence 1 an et/ou Gaz Tranquillité 1 an ou Duo Tranquillité 1 an, par téléphone auprès du service client en appelant le 3993 ou sur particuliers.engie.fr, participez à l'opération d'ENGIE en vous inscrivant via l'url operation-untoitpourlesabeilles.engie.fr jusqu'au 14/05/2023 inclus pour parrainer une ruche et recevoir un pot de miel de 250 g. En cas de production insuffisante de la ruche parrainée, le pot de miel que vous recevrez proviendra d'une autre ruche parrainée du réseau d'apiculteurs de la société Un toit pour les abeilles. Votre participation sera validée sous réserve de la vérification par ENGIE de la conformité de l'offre d'énergie souscrite, de son activation et de la conformité de votre inscription. Offre limitée aux 1000 premiers inscrits et à une participation par client sur toute la durée de l'opération. Voir conditions sur : operation-untoitpourlesabeilles.engie.fr. (2) Service gratuit + prix d'un appel.

ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2 435 285 011 € - RCS NANTERRE 542 107 651. © Clément Leroy.



Soudan. Descente aux enfers

Alors que le pays se dirigeait péniblement vers une transition civile, deux généraux rivaux ont lancé leurs hommes, le 15 avril, dans une bataille rangée. Un affrontement "dont les civils sortiront encore vaincus", déplore ce média burkinabè.



—Wakat Séra, extraits
(Ouagadougou)

Quand le chef de l'armée, le général Abdel Fattah Al-Burhan, et le patron des paramilitaires des forces de soutien rapide [FSR ou, selon l'acronyme anglais, RSF], le général Mohamed Hamdane Daglo, alias "Hemeti", se fâchent, ce sont les populations civiles qui en font les frais. Même terrés chez eux, les habitants de Khartoum et de certaines localités de l'intérieur du pays ne sont pas à l'abri de la folie meurtrière qui s'est emparée de militaires qui veulent garder le pouvoir qu'ils ont arraché par les armes et de paramilitaires qui veulent s'en emparer à leur tour.

Chape de plomb. Et dans cette danse autour du pouvoir, ce sont les balles qui rythment la cadence. Depuis ce samedi [15 avril], les deux camps refusent de mettre balle à terre, malgré les appels au cessez-le-feu lancés depuis plusieurs capitales occidentales comme Paris, Téhéran, Moscou, Washington, Moscou, Riyad,

Rome, ou encore des sièges d'organisations comme l'Union européenne, l'ONU, la Ligue arabe et, bien entendu, l'Union africaine.

Pendant ce temps, les civils, installés aux premières loges malgré eux, suivent, pardon subissent la hargne de militaires et paramilitaires qui s'anéantissent. Du coup, les hôpitaux, sous pression, refusent du monde et supplient les populations de rester à la maison, car les personnels soignants seront bientôt à court de tout. Déjà, à la suite de la mort de trois humanitaires qui travaillaient pour lui, le Programme alimentaire mondial (PAM), qui réclame justice pour eux, vient de suspendre ses opérations au Soudan.

S'il est difficile pour l'instant de donner l'une ou l'autre partie des belligérants vainqueur, on peut affirmer sans se tromper que le peuple à qui sa révolution a été volée par les militaires un jeudi 11 avril 2019 [date à laquelle le président Al-Bachir a été destitué par un putsch], continue sa descente aux enfers. Alors qu'ils pensaient goûter, enfin, à une vie démocratique normale après avoir fait chuter le

↳ Dessin de Tjeerd Royaards,
Pays-Bas.

général Omar Al-Bachir, les Soudanais se retrouvent sous la chape de plomb d'un... général qui a décidé de perpétuer la prise en otage du pays par les... généraux!

Bénéficiant de l'œil bienveillant de certains chefs d'État, dont son voisin égyptien, Abdel Fattah Al-Sissi, avec qui le destin lui fait partager le même prénom, le général Abdel Fattah Al-Burhan a multiplié les coups d'État. Il s'est retrouvé seul maître à bord du navire battant pavillon soudanais, en pleine dérive militaire, qui s'éloigne depuis près de cinq années maintenant, après des décennies de pouvoir de fer d'Omar Al-Bachir, du quai de la démocratie.

Inaction internationale. Une fois de plus, le peuple se retrouve face aux armes des généraux, qui cette fois-ci se sont lancés dans une guerre sans merci. Un affrontement dont les civils soudanais sortiront encore vaincus! Quelle que soit l'issue de ce conflit fratricide, le Soudan risque de vivre encore, pour longtemps peut-être, le fusil sur la tempe. C'est dommage pour un peuple qui se bat tout seul pour sa liberté, depuis des lustres, offrant la poitrine aux balles assassines des généraux assoiffés de pouvoir.

Que fait donc la communauté internationale, en dehors des déclarations et des condamnations de principe, qui coulent comme de l'eau sur le dos d'un canard? Il est temps de pacifier le Soudan, après la parenthèse de sang du Darfour [région de l'ouest du pays où une guerre, en 2003, précédée par deux conflits (1987-1989 et 1996-1998) sur fond de rivalités ethniques, a fait 300 000 morts, selon l'ONU] et surtout d'y asseoir les fondements d'un pouvoir démocratique pour libérer les populations de la menace constante des armes qui pèse sur elles.

En attendant, il urge de ramener les généraux Al-Burhan et son désormais ex-allié Hemeti autour de la table des négociations. Ce qui ne sera pas déjà la chose la plus aisée à faire!

—Morin,
publié le 16 avril

SOURCE



WAKAT SÉRA

Ouagadougou, Burkina Faso
wakatsera.com

Lancé en 2017, Wakat Séra est un site d'informations du Burkina Faso.

Outre les articles traitant de l'actualité, il propose des analyses souvent sans concession sur la politique burkinabè et africaine.

Contexte



- ★ Combats récents entre les deux armées
- ▨ Litiges frontaliers avec le Soudan du Sud

SOURCE : THE NEW YORK TIMES

Une crise si prévisible

●●● Le 15 avril, la rivalité entre le général Abdel Fattah Al-Burhan, chef de l'armée régulière, et le général Mohamed Hamdan Dagalo, dit "Hemeti", à la tête des Forces de soutien rapide (FSR), s'est muée en bataille rangée, explique le site **Sudan Tribune**. Après trois jours de combat, le bilan faisait état de près de 200 morts, surtout des civils. Aucun des deux camps n'était prêt à déposer les armes. Le **Sudan Post** annonçait que l'armée avait ordonné "l'envoi de milliers d'hommes en renfort vers Khartoum depuis le sud et l'est du pays". Cet embrasement "porte un coup aux espoirs de transition démocratique", résume **Al-Jazeera**. En réalité, ces espoirs, nés avec le renversement d'Omar Al-Bachir en 2019, avaient déjà subi un coup presque fatal après le putsch de 2021 fomenté par les deux généraux, alors alliés de circonstance. En décembre, dirigeants militaires et civils avaient signé "un accord préliminaire pour mettre fin au régime militaire" et ressusciter la transition démocratique, rappelle **Middle East Eye**. Mais des rappels politiques, dont la crainte des FSR de se faire absorber par l'armée, "auront empêché d'aboutir à une résolution finale". Aucun des "deux protagonistes à l'ego surdimensionné" ne semble prêt à renoncer au pouvoir ni même à le partager, note **Le Pays**. Et chacun sait pouvoir compter sur des soutiens : Al-Burhan semble avoir "les faveurs de l'Égypte" quand Hemeti peut compter sur des appuis aux Émirats arabes unis et en Arabie saoudite.

Un quart de siècle en prison

RUSSIE — Un tribunal de Moscou a condamné, lundi 17 avril, le journaliste et homme politique Vladimir Kara-Mourza, 41 ans, à vingt-cinq années de colonie pénitentiaire à régime sévère, rapporte **Kommersant**. Figure très connue de l'opposition, victime de deux tentatives d'empoisonnement, en 2015 et en 2017, Vladimir Kara-Mourza s'est très tôt opposé à la guerre en Ukraine. Il a été arrêté dès avril 2022, accusé de "diffusion publique d'informations mensongères". Deux autres chefs d'accusation ("haute trahison" et "activité au sein d'une organisation indésirable") lui ont été signifiés par la suite. Selon le site russe **RBK**, lors de sa dernière prise de parole, l'opposant a déclaré qu'il "ne se repentait de rien" et qu'il s'attendait à une telle condamnation : "Tel est le prix à payer aujourd'hui pour ne pas se taire." Son avocate a annoncé qu'elle ferait appel du jugement.

Le jeûne jusqu'à la mort



KENYA — La police "a retrouvé les corps de quatre personnes vraisemblablement mortes de faim après que leur chef spirituel autoproclamé leur a dit de jeûner jusqu'à ce qu'elles 'rencontrent Jésus-Christ'", relate **The Standard**. Ce qui a incité le journal à y consacrer, le 14 avril, un dossier intitulé : "Au cœur des cultes meurtriers". La macabre découverte a été faite dans une ferme du pasteur Paul Mackenzie, à la tête de la Good News International Church. Cet ancien chauffeur de taxi était dans le viseur des autorités depuis plusieurs années pour des "sermons incendiaires" mais aussi en raison d'autres morts suspectes, dont celle de deux enfants. Mais il n'avait jamais été condamné. Après ces dernières découvertes, il s'est rendu et a été écroué.

POLOGNE

Hongrie et Slovaquie font front contre le blé ukrainien

Trois pays frontaliers de l'Ukraine ont décrété un embargo sur les importations de céréales d'Ukraine, dont l'abondance fragilise leur agriculture. Pour l'UE, c'est "inacceptable".

Et de trois. Après la Pologne et la Hongrie le 15 avril, la Slovaquie est devenue lundi 17 avril "le troisième pays de l'Union européenne à interdire les importations de denrées alimentaires en provenance d'Ukraine, sans tenir compte des avertissements de Bruxelles", rapporte le **Financial Times**. Les pays frontaliers de l'Ukraine sont confrontés à "une montagne de céréales ukrainiennes importées, qui font baisser les prix et fragilisent leurs agriculteurs", explique le quotidien économique britannique.

L'Union européenne (UE) a "critiqué" les embargos imposés par la Pologne et la Hongrie en expliquant que ces "mesures unilatérales étaient 'inacceptables'", note **The New York Times**. L'UE a levé les droits de douane sur les céréales ukrainiennes après l'invasion du pays par la Russie, par solidarité avec le pays agressé et "pour faciliter leur transport vers le reste du monde". Mais les céréales, les oléagineux et autres produits agricoles ukrainiens censés transiter via les "corridors de solidarité" de l'UE s'accumulent dans les États membres limitrophes de l'Ukraine. Et "les agriculteurs polonais, hongrois et d'autres pays de l'UE ont vu leurs revenus chuter", explique le quotidien américain.

Avant la guerre, "la quasi-totalité des céréales ukrainiennes étaient exportées par la mer Noire", rappelle **Le Temps**. "Sur les 6 millions de tonnes de céréales exportées [d'Ukraine] en février, plus de 3 millions sont parties en mer Noire et un peu moins de 3 millions par la route, le train ou sur le Danube", détaille le quotidien suisse.

Ce n'est pas un hasard si Jaroslaw Kaczynski, le leader du PiS, le parti au pouvoir en Pologne, a annoncé le 15 avril l'interdiction décidée par le gouvernement lors d'une convention consacrée à l'agriculture. C'est une décision "électorale, arbitraire et non concertée avec l'Union européenne", a aussitôt critiqué **Polityka**. L'électorat rural est crucial pour le pouvoir, à quelques mois du scrutin législatif de l'automne. "Le PiS veut montrer aux agriculteurs à quel point il se soucie d'eux. Mais cette décision est désastreuse pour la crédibilité de notre pays, pourfend un éditorial du

quotidien conservateur **Rzeczpospolita**. La Pologne envoie le signal qu'elle est capable de faire n'importe quoi, même de poignarder dans le dos l'Ukraine combattante."

Comme la Pologne, la Hongrie réclame le retour des taxes douanières et de quotas d'importation. Le ministre de l'Agriculture hongrois explique dans le quotidien progouvernemental **Magyar Nemzet** que Budapest s'est rallié à Varsovie pour "défendre les producteurs magyars" et "les protéger des répercussions néfastes du dumping céréalière ukrainien". Istvan Nagy accuse



REVUE DE PRESSE

Bruxelles de mener une "politique discriminatoire", qui "désavantage intentionnellement les exploitants hongrois". L'Europe devrait "éviter", selon lui, "d'infliger plus de mal à elle-même et à ses agriculteurs qu'elle n'apporte d'aide à l'Ukraine".

Le gouvernement Orban "en avait assez d'entendre le silence de Bruxelles" sur le dossier, justifie **Mandiner**. L'hebdomadaire conservateur hongrois taclé "l'indifférence complète" de la Commission européenne face aux "dégâts énormes" provoqués par les "quantités catastrophiques" de céréales ukrainiennes "bon marché" inondant le marché européen.

Un agriculteur hongrois salue la mesure dans un reportage pour **RTL**, "même si elle n'aura pas de conséquences immédiates", en espérant que la prochaine récolte "entraînera des tarifs plus favorables". L'agroéconomiste Gyorgy Rasko dénonce au contraire un "choix politique" qui risque d'aggraver l'inflation en Hongrie, championne d'Europe de la hausse des prix. "Les céréales ukrainiennes vont continuer d'alimenter l'Autriche, l'Italie et l'Allemagne. Les produits hongrois plus chers ne pourront pas arriver sur ces marchés", souffle le spécialiste.

— **Courrier international**

Courrier international

Découvrez notre nouvelle application

Un nouveau design
 Vos articles en favoris
 Le meilleur de la presse étrangère

Le mode sombre
 Le Réveil Courier
 L'horoscope de Rob Brezsný

L'appli qui met tout Courier international dans votre poche



ILLUSTRATIONS JOËP BERTRAMS, VÉRANE COTTIN

Des baskets à prix d'or

Records aux enchères pour des baskets (au 13 avril 2023, en dollars)

Modèle, année

■ Porté par...

Nike Air Jordan 13 "The Last Dance", 1998

■ Michael Jordan

VENTE EN 2023
2 200 000

Nike Air Yeezy 1 Porté aux Grammys, 2008

■ Kanye West

2021
1 800 000

Nike Air Ship Première saison pro, 1984

■ Michael Jordan

2021
1 472 000

Nike Air Jordan 1 "Shattered Backboard", 1985

■ Michael Jordan

2020
615 000

Nike Air Jordan 1 "The One", 1985

■ Michael Jordan

2020
560 000

Nike Moon Shoe Qualifications olympiques, 1972

■ Jamais porté

2019
437 500

ÉTATS-UNIS — Une paire de baskets portée par la légende de la NBA Michael Jordan lors de sa dernière finale de championnat, en 1998, a été adjugée à 2,2 millions de dollars lors d'une vente aux enchères le 11 avril chez Sotheby's. "Ces Air Jordan 13 sont ainsi devenues les chaussures de sport les plus chères jamais vendues", commente **Bloomberg**. Le record précédent, rappelle le média économique, datait de 2021 : cette année-là, une paire de Nike Air Yeezy 1 portée par Ye (ou Kanye West) avait été adjugée à 1,8 million de dollars.

Un vaccin prometteur

SANTÉ — Le Ghana a autorisé un nouveau vaccin contre le paludisme, le R21/Matrix-M, pour les enfants de 5 à 36 mois, rapporte **Graphic** le 13 avril. Développé par l'université d'Oxford, ce vaccin "a été décrit comme étant une 'étape cruciale' dans la lutte contre le paludisme au Ghana et dans toute l'Afrique", souligne le site ghanéen. Quelques jours plus tard, le Nigeria lui a emboîté le pas. L'Organisation mondiale de la santé avait déjà autorisé un vaccin, mais des recherches ont montré que son efficacité était d'environ 60 % et diminuait considérablement avec le temps. Selon une étude publiée en 2021 et citée par **Graphic**, le R21/Matrix-M serait, quant à lui, efficace à 77 %.

Embuscade papoue



INDONÉSIE — Le 17 avril, **Koran Tempo** met en une le président Joko Widodo carte à la main, et soufflant sur des flammes : "La Papouasie s'enflamme de nouveau." Deux jours plus tôt, l'Organisation pour la Papouasie libre (OPM) a tendu une embuscade à des soldats réguliers partis à la recherche d'un pilote néo-zélandais retenu depuis trois mois. L'OPM veut monnayer sa libération contre l'indépendance de la province. Elle prétend que quinze soldats ont été tués, l'armée dément.

SOURCES : STATISTA, SOTHEBY'S, CHRISTIE'S, ARTICLES DE PRESSE



→ Kaïs Saïed.
Dessin de
Rahma Cartoons,
Turquie.

Tunisie. Le régime policier ressuscité

Interdiction de réunion publique de deux partis d'opposition, "violence gratuite" lors d'un match de basket... La présidence de Kaïs Saïed semble se durcir chaque jour un peu plus.

Nizar Issaoui, ancien footballeur professionnel de 35 ans, est mort le 13 avril des suites de ses blessures. Trois jours plus tôt, il s'était immolé devant le commissariat de Haffouz afin de "protester contre une 'fausse accusation de terrorisme' à son encontre", rapporte **Kapitalis**. Selon le média tunisien, Nizar Issaoui s'était présenté au poste de police pour porter plainte contre un marchand de fruits qui vendait les bananes à 10 dinars (3 euros) le kilo, le double du prix fixé

par les autorités pour lutter contre la spéculation dans un contexte de pénurie.

"Treize ans plus tôt, à Sidi Bouzid, à quelques dizaines de kilomètres de Haffouz, Mohamed Bouazizi s'est également immolé par le feu à la suite d'un différend avec la police municipale", rappelle **Businessnews**. Le geste du vendeur ambulancier avait déclenché la révolution qui a mis fin

au règne du président Ben Ali lors de la première révolte du "printemps arabe". "Douze ans et une flopée de régimes politiques plus tard, l'État ne respecte toujours pas la dignité de ses citoyens."

Sous la présidence de Kaïs Saïed, la situation a même empiré, estime le journal en ligne. Saïed s'est arrogé les pleins pouvoirs en 2021 et a "ressuscité le régime policier". Le 10 avril, jour de l'immolation de Nizar Issaoui, le Parlement interdisait aux médias privés de couvrir la

session du lendemain. Toujours le 10 avril, la police a interrompu un match de basket à Tunis. "Elle s'en est prise violemment au public (très loin d'être indiscipliné) et l'a agressé physiquement à coups de matraque et de gaz lacrymogènes", décrit **Businessnews**.

Dernières illustrations en date de cette dérive autoritaire, le chef du parti d'opposition islamo-conservateur Ennahda, Rached Ghannouchi, a été arrêté le 17 avril suite à des déclarations "jugées délicieuses" par le pouvoir, rapporte **Kapitalis**. Le lendemain, le ministre de l'Intérieur Kamel Feki annonçait l'interdiction de tout rassemblement d'Ennahda, ainsi que du Front du salut national, les deux plus gros partis d'opposition.

"Douze ans et une flopée de régimes politiques plus tard, l'État ne respecte toujours pas la dignité de ses citoyens."

Businessnews

— **Courrier international**

Il a dit

"Il faut que les États-Unis cessent d'encourager la guerre et commencent à parler de paix."

Luiz Inácio Lula da Silva,
PRÉSIDENT DU BRÉSIL

En visite à Pékin les 13 et 14 avril, Lula a resserré les liens du Brésil avec la Chine en signant quinze accords économiques, en taclant le dollar américain et, surtout, en appelant les États-Unis à "cesser d'encourager" la guerre en Ukraine. "Lula a suggéré que l'Ukraine portait également la responsabilité de la guerre..., parce qu'elle se défend", écrit **The Washington Post**.

ESPACE

Juice rêve d'eau et de vie sur Jupiter

Première sonde à s'élancer vers la géante gazeuse depuis plus d'une décennie, Juice aura pour mission de survoler trois lunes de Jupiter pour y déceler la présence éventuelle d'éléments nécessaires à la vie.

Douze ans après la sonde Juno, Juice – pour "Jupiter Icy Moon Explorer" – s'est envolée le 14 avril en direction de la géante gazeuse Jupiter. Opérée par l'Agence spatiale européenne (ESA), la sonde aura la difficile tâche de survoler et d'analyser trois des quatre plus grosses lunes du système jovien : Callisto, Europe et Ganymède. Chacune abritant un océan d'eau liquide couvert de glace. "C'est la première mission spécifiquement consacrée à l'exploration de ces mondes lointains", note **The Guardian**.

"Juice est la dernière mission de science spatiale de l'ESA à être lancée sur une Ariane 5; elle clôt un long héritage qui remonte à 1999", rappelle l'Agence spatiale européenne. Elle voyagera pendant huit longues années avant d'arriver à destination.

Une fois sur place, elle commencera une de ses missions principales : "Aider les scientifiques à mieux comprendre quelles lunes possèdent les bons éléments et pourraient éventuellement abriter la vie, et lesquelles ne le pourraient pas", rappelle le site **Space.com**.

En 2031, les dix instruments embarqués, dont un altimètre, un magnétomètre, un radar, un spectromètre ou encore un petit télescope muni d'un miroir primaire de 29 centimètres, se mettront au travail. Jusqu'en 2034, Juice se concentrera sur Callisto et Europe. "La sonde fera deux passages au-dessus d'Europe et survolera douze fois Callisto lors de cette première phase de la mission", précise **New Scientist**. Ces survols lui permettront de confirmer l'existence d'océans sous-glaciaires, de déterminer leur profondeur et de glaner quelques informations sur leur composition chimique.

Juice partira ensuite définitivement pour Ganymède, la plus grosse lune de Jupiter et de tout le Système solaire, ses dimensions tutoyant celles de Mercure. Selon les spécialistes, Ganymède abriterait l'océan contenant le plus d'eau de tout le Système solaire, "un des trois éléments essentiels à l'apparition de la vie, avec une source d'énergie et des nutriments", écrit **Space.com**. Pour autant,

Adam Masters, planétologue à l'Imperial College London, "ne s'attend pas à trouver sur la surface de Ganymède la moindre trace de vie. Si elle devait exister, on s'attend à ce qu'elle se trouve dans l'eau, qui est très difficile d'accès".

Pour lui, Ganymède n'est peut-être pas la cible la plus pertinente du Système solaire pour chercher des traces de vie. La taille de son océan constituerait son plus gros point faible. "Nous pensons qu'au plus profond de l'océan de Ganymède l'eau se trouve sous forme de glace. Par conséquent, Ganymède posséderait deux couches de glace, une au-dessus et une en dessous. Ce qui veut dire que l'eau liquide ne serait pas en contact direct avec le noyau rocheux", ajoute Adam Masters. De plus, la distance qui la sépare de Jupiter la rend moins sujette aux phéno-

mènes des marées, ce qui produit moins de chaleur et donc moins d'énergie.

La lune Europe lui semble la plus propice. Elle semble cocher toutes les cases d'un monde qui pourrait abriter la vie. Un océan liquide au contact d'un noyau rocheux et des effets de marées produisant assez d'énergie. Cette lune jovienne sera d'ailleurs l'objectif de la mission de la Nasa Europa Clipper, qui s'aventurera dans le secteur à partir de 2030.

— **Courrier international**



REVUE DE PRESSE



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

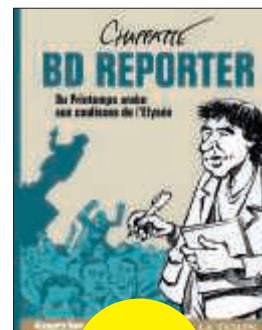
Et si le Big Bang n'avait jamais eu lieu ? Une enquête passionnante publiée par le quotidien israélien *Ha'Aretz* sur le télescope spatial James-Webb, qui tente de repérer le point de départ de l'Univers.

NOTRE SÉLECTION

Pour commander, scannez le code QR



Ou rendez-vous sur notre site: <https://boutiquevpc.courrierinternational.com/>



18 €*

BD Chappatte "BD reporter"

Du "printemps arabe" aux coulisses de l'Élysée. Les récits de Chappatte racontent le monde avec la simplicité du dessin et donnent à voir l'humanité derrière l'actualité.

BD Chappatte "Au cœur de la vague"

Les dessins de presse de Chappatte parus pendant la crise complètent avec humour le récit. *Au cœur de la vague* nous fait revivre une période inouïe de notre histoire.



22 €*



45 €*

Coffret 10 DVD "Télérama" volume 12

Ce coffret regroupe les dix films marquants de 2021, à voir ou à revoir chez vous. Offre réservée aux abonnés de *Courrier international*.

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 30 juin 2023. * Frais de port en sus en fonction du produit. Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

à la une

MACRON: LE POINT DE NON-RE

Contesté à l'intérieur du pays mais aussi, désormais, à l'extérieur – après des déclarations sur Taïwan, à son retour de Chine, qui ont déclenché un tollé diplomatique –, Emmanuel Macron est devenu inaudible, selon la presse étrangère, et semble avoir totalement perdu la maîtrise des événements. Politiquement, *“le coût sera important”* pour le président français, car malgré la promulgation de la réforme des retraites le chapitre est loin d'être refermé. Décryptages.

Un président plus isolé que jamais

Verbatim

À l'origine des critiques envers le président français, ses propos tenus le 7 avril, au retour de son voyage en Chine, face aux journalistes des **Échos** et de **Politico** :
 “La pire des choses serait de penser que nous, Européens, devrions être suivistes [sur la question de Taïwan] et nous adapter au rythme américain et à une surréaction chinoise”, a déclaré Emmanuel Macron. Au risque selon lui “de se retrouver entraînés dans des crises qui ne sont pas les nôtres, ce qui nous empêcherait de construire notre autonomie stratégique”.
 À Amsterdam, le 12 avril, il a récidivé : “Être allié ne signifie pas être vassal.” Ajoutant : “La France est pour le statu quo à Taïwan.”



TOUR

↑ Dessin d'Ellie Foreman-Peck, paru dans **The Economist**, Londres.

Du tapis rouge à Pékin à l'accueil glacial en Europe, la chute est dure pour Macron. En mettant les pieds dans le plat sur la question sensible de Taïwan, il a suscité l'incompréhension de ses alliés.

—**The New York Times**, extraits
 (New York)

En atterrissant en Chine [le 5 avril], le président Emmanuel Macron a eu droit au tapis rouge et à tout le faste d'une visite d'État. Il entamait ainsi un voyage de trois jours (qui a frisé la lune de miel), dont il espérait manifestement qu'il favoriserait ses ambitions de voir la France s'asseoir à la table des grandes puissances, dans un monde bouleversé par l'invasion de l'Ukraine par la Russie et par l'émergence de Pékin en tant qu'arbitre des conflits mondiaux.

En revanche, à son retour en Europe [le 7 avril], l'accueil a été glacial. Déjà empêtré dans les difficultés dans son propre pays, où il est confronté à de grandes manifestations dans les rues chaque semaine, Emmanuel Macron est maintenant fustigé à l'étranger à cause de sa naïveté, d'abord avec le président russe, Vladimir Poutine, qu'il n'a pas réussi à faire renoncer à la guerre malgré une cour très poussée, et maintenant avec le président chinois, Xi Jinping, qui veut creuser un fossé entre l'Europe et les États-Unis, en dénonçant la tentative d'"endiguement" des États-Unis.

À l'issue de son voyage en Chine, le président français se retrouve plus isolé qu'il ne l'a jamais été au cours de ses six années de présidence, souffrant d'impopularité en France et inspirant la défiance à l'étranger, alors qu'il tente de remodeler non seulement son propre pays, mais aussi les fondements de l'ordre international qui émergera après la guerre en Ukraine.

Vocabulaire chinois. En Chine, M. Macron a rapidement réussi à s'aliéner ou à inquiéter ses alliés, de Varsovie à Washington, en affirmant sa volonté de poursuivre ce qu'une déclaration sino-française a appelé un "partenariat stratégique global avec la Chine". Il a repris les termes du vocabulaire chinois, évoquant un "monde multipolaire", débarrassé des "blocs", libéré de la "mentalité de la guerre froide" et moins dépendant de "l'extraterritorialité du dollar américain".

Plus inquiétant encore, en particulier pour les États-Unis, il a laissé entendre, dans une interview accordée à *Politico* et à des journalistes français sur le chemin du retour, que la sécurité de Taïwan n'est pas le problème des pays européens, qui doivent éviter de devenir les "vassaux" des États-Unis.

La situation était devenue tellement confuse que l'Élysée a jugé bon [le 11 avril] de clarifier les allégeances de la France, assurant que "la France n'est pas à équidistance entre Pékin et Washington, elle est une alliée des États-Unis, mais n'est pas alignée".

Qu'une telle clarification ait été jugée nécessaire montre à quel point Emmanuel Macron a déstabilisé ses alliés.

"L'alliance avec les États-Unis est le fondement absolu de notre sécurité", a déclaré mardi Mateusz Morawiecki, le Premier ministre polonais, dans ce qui constituait à l'évidence une riposte au président français. Il a fait observer que certains dirigeants occidentaux "rêvent d'une coopération avec tout le monde, avec la Russie et avec certaines puissances d'Extrême-Orient".

“La question que l'on a envie de poser à quelqu'un qui pense que l'Europe devrait lâcher Taïwan, c'est : qui d'autre veut-il laisser tomber ?”

Guntram Wolff,
 DIRECTEUR DU CONSEIL ALLEMAND
 DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Quant au sénateur républicain de Floride Marco Rubio, il a enregistré une vidéo de deux minutes dans laquelle il étrille Emmanuel Macron, en se demandant : "Macron parle-t-il au nom de toute l'Europe? Macron est-il maintenant le chef de l'Europe? Parce que, si c'est le cas, il y a des choses que nous allons devoir changer."

L'un de ces changements, selon lui, pourrait être que l'Amérique dise à l'Europe : "Allez, débrouillez-vous avec l'Ukraine!"

La proposition met le doigt sur l'un des problèmes soulevés par les remarques d'Emmanuel Macron. Parler de construire une "autonomie stratégique" européenne à un moment où les États-Unis fournissent l'essentiel du soutien militaire à l'Ukraine frise la provocation, en particulier alors que les États-Unis vont entrer dans une année électorale et que les dépenses massives consacrées à l'Ukraine provoquent la réticence croissante du Parti républicain.

Un autre problème a été le timing : Emmanuel Macron s'est exprimé quelques heures avant que la Chine ne menace de procéder à des exercices

militaires autour de Taïwan, en réponse à la rencontre [le 5 avril] de la présidente taïwanaise, Tsai Ing-wen, avec le président de la Chambre des représentants des États-Unis, Kevin McCarthy, en Californie.

“L'endroit et le moment où l'on dit les choses sont importants. Cela peut paraître bizarre de dire que Taïwan, ce n'est pas vos affaires, juste après avoir quitté Xi”, estime Guntram Wolff, le directeur du Conseil allemand des relations extérieures, qui ajoute : “La question que l'on a immédiatement envie de poser à quelqu'un qui pense que l'Europe devrait lâcher Taïwan, c'est : qui d'autre veut-il laisser tomber?”

Fiasco. L'équipe gouvernementale de Joe Biden s'est abstenue de critiquer son allié français, et l'Union européenne a cherché à minimiser les différences entre Emmanuel Macron et Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, qui l'a accompagné en Chine. Cette dernière s'est pourtant montrée beaucoup plus directe au sujet de Taïwan lors de son séjour là-bas, puisqu'elle a affirmé : “Personne ne devrait modifier unilatéralement le statu quo par la force dans cette région.”

Après l'écrasement par la Chine des aspirations démocratiques à Hong Kong, une invasion chinoise de Taïwan, avec la suppression de la démocratie libérale dans ce pays, aurait des conséquences dévastatrices pour les causes même que l'Europe et Emmanuel Macron s'attachent à défendre en Ukraine. Un communiqué de la présidence française rappelle : “Notre position sur Taïwan est constante. Nous soutenons le statu quo et maintenons nos échanges et notre coopération avec Taïwan, qui est un système démocratique reconnu.”

Pourtant, il est clair qu'Emmanuel Macron – après avoir échoué à convaincre l'an dernier Vladimir Poutine avec ce genre de discours sur une nouvelle “architecture stratégique” en Europe – a décidé de courtiser Xi Jinping, dans l'espoir non seulement d'en tirer des avantages économiques et commerciaux, mais aussi d'obtenir la médiation de la Chine pour mettre fin à la guerre en Ukraine. Mais rien n'indique que Xi Jinping ait collaboré en ce sens au cours de sa visite.

Le coût immédiat pour Emmanuel Macron semble élevé. Pour l'éminente analyste de la politique étrangère française Nicole Bacharan, l'interview d'Emmanuel Macron publiée dans *Politico* est un “fiasco”. Le magazine a par ailleurs révélé que l'Élysée avait insisté pour “relire” l'article et avait coupé “certaines parties de l'entretien, au cours desquelles le président a parlé de manière encore plus directe de Taïwan et de l'auto-nomie stratégique de l'Europe”.

Le 11 avril, le président Macron a effectué une nouvelle visite d'État aux Pays-Bas, où il a déclaré [en anglais] : “Notre Europe est faite de rêves”, avant d'ajouter : “Je ne veux pas que mes rêves soient rêvés dans la langue des autres.” On ne sait pas trop s'il pensait à l'anglo-américain ou au chinois...

— Roger Cohen,
publié le 11 avril

Contexte

L'ESPOIR DU NOBEL

Une gaffe? Certainement pas, rétorque l'entourage du président. Si Emmanuel Macron s'est attiré les foudres de ses alliés sur Taïwan, son objectif n'en est pas moins noble. **La Repubblica** rappelle ainsi l'espoir (plus si) secret du chef de l'État d'obtenir un prix Nobel pour son rôle dans la résolution du conflit ukrainien, une “obsession personnelle”. Mais les sorties du président, maladroites ou naïves, s'accumulent. “La paix est possible”, avait-il déclaré à Rome, après avoir défendu l'idée de nécessaires “garanties de sécurité” à la Russie de Poutine. En essayant de faire se rencontrer Xi Jinping et Volodymyr Zelensky, Emmanuel Macron tente de résoudre “une équation qui pour l'instant paraît encore insoluble”.

“Petit caporal” ou “modèle à suivre”?

Le dernier épisode “disruptif” du président français en Chine inspire au site britannique *Reaction* cette comparaison moqueuse : et si Emmanuel Macron suivait en fait la même philosophie que le rockeur David Lee Roth, autoproclamé “modèle pour tout le monde” ?

— *Reaction*, extraits (Londres)

Imagine que peu d'entre vous connaissent les œuvres du philosophe et showman américain “Diamond” David Lee Roth. Celui qui fut le chanteur du groupe de rock Van Halen est célèbre pour son humour mordant. Gare aux journalistes musicaux qui commettaient l'erreur de se prendre un peu trop au sérieux, ou de mettre Roth, le rock et la virtuosité guitaristique [d'Eddie Van Halen] sur un piédestal. “Oui, je suis un modèle pour tout le monde”, disait celui qui s'était décerné le titre de “grand chambellan de la majorité immorale”. “Un modèle de quoi? Je ne sais pas.”

J'ai toujours eu le sentiment qu'on pourrait en dire autant du président Emmanuel Macron. Pour ceux qui sont séduits par son mondialisme centriste, technocratique, adepte du virage à gauche dès l'embarquement, il est le modèle dont tout le monde a besoin. Un rempart contre les chiens baveux du “populisme”, de gauche et de droite, qui rôdent aux portes de l'Élysée, en espérant que quelqu'un finisse par les laisser entrer, sur un malentendu, et qu'ils n'auront plus alors qu'à rafler le rôti du pouvoir laissé sans surveillance sur la table.

Pour d'autres, il est la pire des caricatures. Un *petit caporal** qui joue à un jeu français très ancien. Apôtre d'une certaine idée de la France* sous les dehors de l'intérêt européen et d'un leadership continental “bien né”, il pourfend ces ignobles Anglo-Saxons qui perpétuellement attachent la belle jeune fille de l'“ordre international fondé sur des règles” à leurs propres rails à écartement spécial.

En France, il est perçu comme distant et arrogant. De son deuxième et dernier mandat, on retiendra le souvenir de rues jonchées d'ordures, d'une contestation sociale tous azimuts, des grèves et d'une fracture sociale aggravée. Sans parler de la progression inexorable de

Politiquement, avoir des principes est souvent une stratégie à haut risque, car il faut avoir les moyens de ses principes.

l'extrême gauche et de l'extrême droite dans les sondages, alors même que pendant sa campagne Macron s'était posé en défenseur de la France contre ces mêmes extrêmes.

Énarque et ancien banquier, il passe facilement pour l'incarnation de ces élites si décriées par l'électorat britannique. D'aucuns estiment qu'il met en œuvre inconsidérément un programme *bien-pensant**, à mille lieues des préoccupations du peuple français.

De fait, il suffit de fréquenter un peu la classe dirigeante mondiale ou technocratique, tant dans la politique que dans la banque, pour s'en convaincre. Ces élites se contentent souvent de tours de passe-passe dignes du magicien d'Oz, s'appuyant sur leurs diplômes, leur ambition et une confiance en soi inoxydable.

Revenons à ce cher “Manu”. Comme il est futé, il a compris que la réforme des retraites était absolument nécessaire pour éviter la faillite du pays. C'est ce que certains commentateurs ont qualifié de “moment Thatcher”. Mais, et c'est nettement moins futé, il n'a rien retenu du mouvement des “gilets jaunes”, déclenché par la hausse d'une taxe sur les carburants, et n'a pas su obtenir une majorité parlementaire ni jauger l'état de l'opinion, et donc assurer ses arrières.

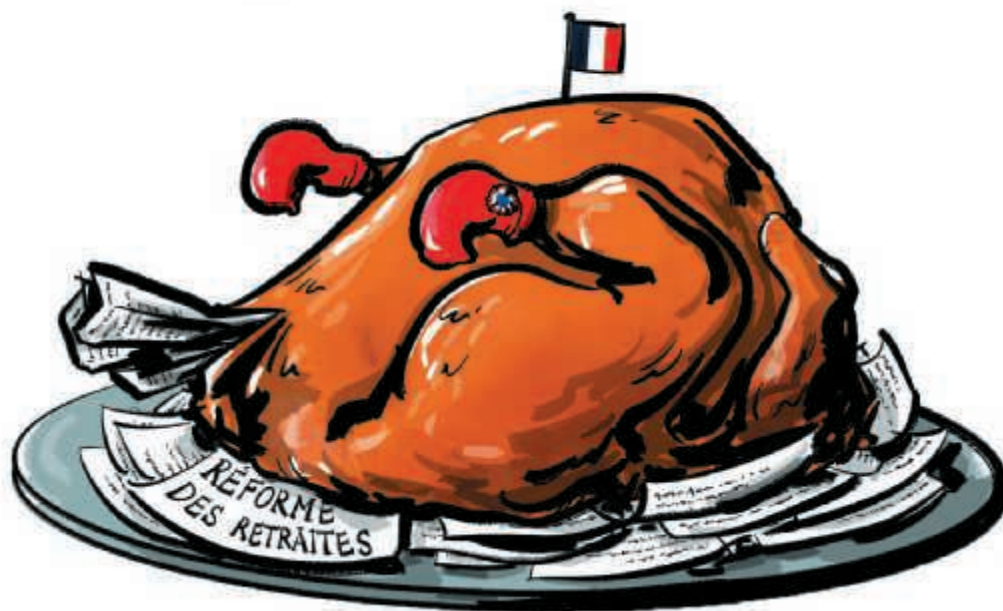
Discours grandiloquents. Certes, au fil des interviews, il a rappelé qu'il fallait parfois faire ce qu'on croit juste, au risque d'être impopulaire. C'est ce qui s'appelle avoir des principes. Politiquement, il s'agit souvent d'une stratégie à haut risque, car il faut avoir les moyens de ses principes.

À l'étranger, le penchant de Macron pour les discours grandiloquents vient rappeler une fois de plus sa capacité à bousculer l'orthodoxie sans tenir compte du moment et du contexte, et sans réflexion préalable.

Après sa visite de trois jours en Chine, ses déclarations dans *Politico* et *Les Échos* sont fascinantes à bien des égards : pour lui, l'Europe ne doit pas être “suiviste”, ne doit pas “s'adapter au rythme américain” dans la région ou être “prise dans des crises qui ne seraient pas les [siennes]”.

Bien sûr, on retrouve là tous les ingrédients habituels : le réflexe de l'antiaméricanisme

COQ À LA MACRON



← Dessin d'Emanuele del Rosso, Italie.



Rebondir, mission quasi impossible

Après la promulgation de sa très contestée réforme des retraites, Emmanuel Macron a tenté de relancer son mandat dans une allocution. Sans convaincre.

gaulliste, ainsi que la volonté de parler au nom d'une Europe qui est incapable d'"autonomie stratégique", comme l'Ukraine l'a amplement démontré. Une autonomie que Macron redoute de perdre.

À quoi bon de telles gesticulations? Cela revient à chercher querelle au garant de l'Otan et à conforter la Chine dans sa vision de l'Occident.

Toutefois, n'oublions pas que de nombreux Américains, avant Pearl Harbour, avaient le sentiment que la crise européenne était très éloignée des préoccupations des États-Unis, qui avaient déjà fait pencher la balance lors de la précédente tentative d'autodestruction de l'Europe. Il y avait, à ce moment-là tout au moins, une réticence active à intervenir.

Macron, lui aussi, pourrait avoir le sentiment, et plutôt à juste titre, que l'implication américaine dans la région Asie-Pacifique n'est pas une réussite, et qu'après avoir tant œuvré à chasser les puissances coloniales de ce que les Américains, dans l'après-guerre, considéraient comme leur sphère d'influence, Washington pourrait désormais se contenter de surveiller cet espace.

Le président français n'a peut-être pas tort non plus de se demander si l'Europe a vraiment l'envie et les moyens de voler au secours de la lointaine Taïwan, étant donné la réticence de l'UE à financer sa propre défense.

Entre-temps, les États-Unis, après avoir bien ri rétrospectivement de l'indignation de la France au lendemain de son exclusion de l'Aukus, pourraient lui rappeler le mot de Dean Rusk. [En 1966], quand de Gaulle lui

avait demandé de rapatrier tous les soldats américains présents sur le territoire français, le secrétaire d'État américain avait rétorqué : "Est-ce que cela comprend les 60 000 qui sont dans des cimetières?" Une autre intervention que la France avait acceptée avec gratitude en son temps.

Quoi qu'il en soit, à quoi bon de telles gesticulations? Cela revient à chercher inutilement querelle au garant de l'Otan et à venir en aide à une Chine fermement convaincue que l'Occident est divisé, irrésolu et en déclin.

"L'image pèse bien plus lourd que la réussite", disait "Diamond" Dave. Une philosophie que Manu ne renierait pas.

—Patrick Barrow, publié le 12 avril

* En français dans le texte.

SOURCE



REACTION

Londres, Royaume-Uni
[reaction.life](https://www.reaction.life)

Installé à Londres, *Reaction* se décrit comme "un site proposant des articles d'opinion et d'analyse sur la politique, l'économie et la culture", d'orientation centre droit. Le site a été fondé par Iain Martin, ancien rédacteur en chef du quotidien écossais *The Scotsman*, en 2016, une année où "le vote en faveur du Brexit et l'élection de Donald Trump ont montré que le monde de la politique et celui des médias [étaient] en train de changer rapidement".

Contexte

IL NE CHANGERA DONC JAMAIS!

Sous le titre "La semaine où le grand projet diplomatique de Macron a échoué", le *Financial Times* revient longuement sur la controverse déclenchée par le président français en Chine. Observant un Macron "à l'air exaspéré", isolé, le quotidien de la City relève quelques problèmes récurrents : les polémiques surviennent souvent au retour d'un déplacement international ; ensuite, les paroles interviennent dans un mauvais timing. "S'il est fort sur les concepts, il est plus faible sur la construction de passerelles diplomatiques et en dit parfois trop en public." Et le *FT* de conclure : "Macron peut-il changer de comportement? Les sceptiques en doutent."

C'était un rendez-vous avec le pays. Après la promulgation éclair d'une de ses lois les plus contestées, le président de la République est apparu à la télévision lundi 17 avril. Mission : relancer son mandat englué dans la crise des retraites, et poser la première pierre de l'apaisement. Il est vrai que "techniquement", estime *The Guardian* à Londres, l'éprouvant chapitre de la réforme était clos. Le Conseil constitutionnel avait rendu, vendredi 14, un avis favorable. "Mais la réalité politique est tout autre" en France, souligne le quotidien de gauche.

En Allemagne, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* parle effectivement d'un "président dans un champ de ruines". Objet d'une impopularité record depuis les "gilets jaunes", et délaissé par "certains fidèles de longue date", "Macron est en train de faire le vide autour de lui", observe le quotidien conservateur.

Il faut dire qu'en "choisissant de parler seul de l'Élysée ce lundi soir, la méthode exposait déjà Emmanuel Macron aux critiques, remarque *Le Soir*. Lui, le président vertical, s'adressant depuis son palais aux Français qui l'accusent de ne pas saisir leurs préoccupations... Les reproches n'ont même pas attendu que s'éteigne la caméra", note le quotidien belge. Le président a reconnu que sa réforme n'avait pas été "acceptée". S'il l'a "regretté", il ne s'est pas pour autant "excusé", note le *Times*. Au lieu de cela, il s'est montré "réfractaire à tout changement concernant le relèvement de l'âge de la retraite, ajoute le *New York Times*, et ce sur un ton "un tantinet professoral", estime *La Libre Belgique*.

"Après le bâton" est toutefois "venue la carotte", souligne le *Guardian* : Macron a promis une série de mesures et s'est donné "cent jours" pour agir sur les conditions de travail, l'école, le progrès "pour mieux vivre".

La stratégie reste inchangée, commente *Blick* : "Une seule direction : en avant." Une méthode qui, pour le média suisse, "s'apparente plus que jamais au poker" : "Je nous fais confiance", a-t-il conclu de manière révélatrice. La nouvelle de cette allocution est là : malgré les manifestations, malgré les violences urbaines, malgré sa popularité naufragée, Emmanuel Macron affirme croire en ses compatriotes. Mais il croit surtout toujours en lui et en sa bonne étoile."

—*Courrier international*

A-t-il raison de parler d'autonomie stratégique?

La volonté d'indépendance européenne affirmée par Macron est accueillie plus favorablement en Chine qu'en Europe.

OUI

L'Europe ne doit pas suivre les États-Unis

—South China Morning Post, extraits (Hong Kong)

Le président Emmanuel Macron a suscité l'émoi et même la colère de certains milieux en Europe et aux États-Unis en appelant à une politique française plus indépendante sur la question de Taïwan, sans que cela signifie pour autant une volonté de se dissocier dans l'immédiat des provocations de Washington et de l'escalade verbale avec la Chine.

Ses remarques, qui font suite à une visite de trois jours à Pékin au cours de laquelle il a rencontré le président Xi Jinping à deux reprises, s'inscrivent bien dans la tradition française, vieille de plusieurs décennies, d'affirmer son indépendance en matière de politique étrangère et de jouer un rôle de premier plan en Europe.

Ce qui démarque la France dans cette affaire, c'est qu'elle est la première grande puissance de l'Union européenne à dire que l'Europe ne devrait pas se contenter de suivre les États-Unis sur la question de Taïwan.

Emmanuel Macron avait également été le premier dirigeant européen à faire un commentaire de ce genre après la visite controversée à Taïwan l'année dernière de Nancy Pelosi, alors présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, mais aussi après la récente rencontre entre la présidente taïwanaise Tsai Ing-wen et le successeur de M^{me} Pelosi, Kevin McCarthy, en Californie.

Voilà qui doit faire plaisir à Pékin. De fait, certains critiques pourraient parler à ce propos de geste d'apaisement à l'égard de la Chine, mais ce serait ne pas tenir compte du rôle de l'Europe en tant qu'acteur majeur de la sécurité mondiale, pour laquelle la stabilité économique est essentielle.

En réalité, tout conflit armé concernant Taïwan pourrait avoir des répercussions économiques à l'échelle mondiale bien plus importantes que la guerre en Ukraine. L'Europe, qui est l'une des plus grandes économies du monde, doit, à ce titre, parvenir à porter une appréciation indépendante sur la question de Taïwan.

Non seulement cela lui interdit de suivre aveuglément l'un ou l'autre camp, mais cela nécessite aussi, qu'elle le veuille ou non, de comprendre ce qui importe vraiment à la Chine et ce qui se

passer réellement sur le terrain, et de ne pas se laisser impliquer si les États-Unis essaient de jouer la carte de Taïwan contre la Chine. Cela dit, cette opinion n'est pas seulement celle d'Emmanuel Macron, mais le reflet d'un certain sentiment politique en Europe.

Troisième pôle. Certains diront que le message est très encourageant pour Pékin, mais il concerne surtout l'Europe, qui, en tant qu'un des plus grands acteurs de la scène mondiale, doit tenir compte de ses intérêts et évaluer la situation de manière indépendante. Il s'agit simplement d'adopter une position de bon sens.

L'Europe ne peut pas prendre pour argent comptant la thèse américaine selon laquelle l'invasion de Taïwan est imminente. La situation est très différente de celle en Ukraine.

L'Europe doit chercher à comprendre et à apprécier l'état de choses pour élaborer sa propre politique à propos de la Chine et de Taïwan. C'est pourquoi Emmanuel Macron parle de la construction par l'Europe d'un "troisième pôle", entre les intérêts américains et chinois, dans un monde de plus en plus polarisé.

Ce serait judicieux, compte tenu de la crainte des Européens d'être entraînés dans des conflits dans lesquels ils n'ont rien à voir.—

Publié le 12 avril

NON

Sans armée, l'UE n'a aucun poids

—Il Fatto Quotidiano, extraits (Rome)

L'autonomie stratégique a des coûts économiques et politiques. Et, en ce moment, l'Europe ne semble pas en mesure de les supporter. D'où l'embarras engendré par les déclarations d'Emmanuel Macron concernant la nécessité pour l'Union européenne (UE) de revoir à la hausse son degré d'autonomie et "de ne pas être vassale des États-Unis".

La France est le pays européen où le concept d'autonomie stratégique trouve son terreau. Un principe qui se développe depuis la fin des années 1990, et surtout décliné dans le domaine de la défense qui, à l'échelle européenne, ne se limite pas à la sphère militaire. C'est précisément Macron qui avait dépoussiéré ce concept en 2018 à la Conférence annuelle des ambassadeurs.



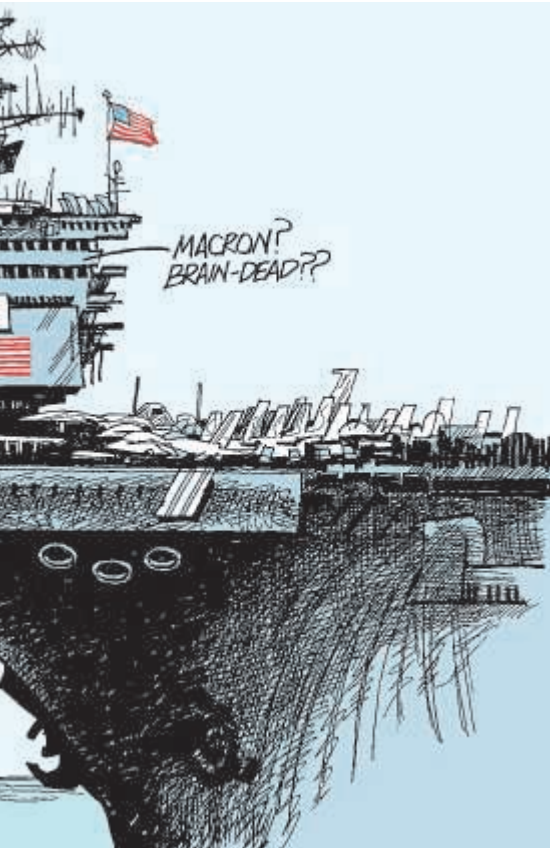
↑ Emmanuel Macron: "L'Europe, puissance mondiale! En avant toute!" Sur le porte-avion américain: "Macron? Il doit être en état de mort cérébrale, chef." Dessin d'Oliver paru dans Der Standard, Vienne.

Nul besoin de remonter très loin : il suffit de relire les déclarations du chef de l'État juste avant l'invasion russe de l'Ukraine pour retrouver chez lui cette conviction. C'est ainsi lui qui s'est proposé de servir de médiateur européen pour maintenir le dialogue avec le chef du Kremlin et éviter l'entrée des chars de Moscou sur le sol ukrainien. Il a multiplié les prises de contact, au téléphone ou en personne, avec Poutine, sans aucun succès cependant.

Parapluie de l'Otan. C'est dans ce contexte que doivent être lues les déclarations de Macron dans *Politico* : elles représentent sa vision idéale – que l'Élysée, comme on peut le lire au bas de l'interview, a retouchée avant publication. Sa pensée est claire, mais, ce qui est tout aussi limpide, c'est qu'elle est impossible à mettre en œuvre, à tout le moins pour l'heure. L'Union européenne telle que l'imagine Macron veut faire sécession, au moins en partie, des États-Unis, en transformant ce qui est parfois une dépendance en une alliance sur un pied d'égalité – le plus possible, en tout cas.

Seulement voilà, il y a un conflit en cours, celui d'Ukraine, qui se joue en Europe, ce qui ne s'était pas produit depuis les années 1990. Sans une armée européenne commune, le Vieux Continent ne peut espérer aucun poids à la table des négociations. Sans oublier qu'il faut remplacer Moscou pour la fourniture de biens et de matières premières à la suite des sanctions. Autrement dit, aujourd'hui, plus que jamais, il a besoin du parapluie de l'Otan et des États-Unis.

Mais ce bouclier de protection a un prix, qui va de la flambée des dépenses militaires (jusqu'à représenter 2 % du PIB) à l'alignement avec les



Vu de

Suisse

“LE ROI EST NU”

Après sa sortie sur Taïwan, “quelque chose est cassé” dans la perception internationale d’un président déjà très contesté en France, écrit

Le Temps : “Le bénéfice du doute a disparu. Le roi est nu.” Emmanuel Macron, qui tentait de faire de sa politique étrangère une échappatoire face aux manifestations, a été hué à La Haye et à Amsterdam, note le quotidien suisse. Le chef d’État français est rattrapé par sa volonté de survoler la politique intérieure et de “disrupter” le jeu des équilibres mondiaux. De quoi remettre sur la table la question d’un “leadership de l’Europe” qu’il n’aura pas réussi à incarner.

États-Unis sur d’autres dossiers de politique internationale. Et c’est là qu’entre en jeu la question de Taïwan, objet du véritable bras de fer entre les États-Unis et la Chine. Mais, pour l’heure, Bruxelles ne semble pas de taille à s’opposer à la volonté de Washington.

En réalité, les institutions européennes ne semblent pas en avoir même l’envie. Ce n’est pas un hasard si c’est la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, qui s’est rendue au début de mars chez Joe Biden à Washington pour réaffirmer le soutien sans faille de l’Union européenne dans le bras de fer avec l’empire du Milieu. Dans leur communiqué conjoint, les deux dirigeants ont martelé la nécessité de renforcer la “sécurité économique et nationale”.

La présidente a d’ailleurs relayé dans le Bureau ovale la décision des Pays-Bas de bloquer les exportations vers Pékin de technologies de puces électroniques, rappelant ainsi que l’Union européenne entendait elle aussi se libérer progressivement du Dragon asiatique. Une victoire pour Biden qui, depuis des mois, cherchait à convaincre ses alliés de franchir ce pas décisif, mais une prise de position qui a toutefois fait des vagues dans plusieurs gouvernements européens. Allemagne et France en tête, à tel point que, cinq jours plus tard, le président du Conseil européen, Charles Michel, s’est vu obligé de rétablir la balance avec les mêmes mots employés aujourd’hui par l’Élysée pour édulcorer les paroles de Macron : “Il n’y a pas d’équidistance entre les États-Unis et la Chine. Nous sommes un allié fidèle des premiers. Et, dans le même temps, la Chine est une réalité, un acteur majeur. On ne peut pas l’ignorer.”

— **Gianni Rosini,**
publié le 12 avril



Vu d’Europe de l’Est

Russie En réalité, Paris “louvoie”

●●● La presse russe a abondamment relayé les déclarations du président français en Chine. “Macron estime que l’UE ne peut plus se permettre de continuer son ancienne politique face à la domination des États-Unis et à la coopération croissante entre la Russie et la Chine”, relève le site **Eurasia Daily**. Le tabloïd **Moskovski Komsomolets** souligne que la petite phrase du président français – “Être allié ne signifie pas être vassal” – a suscité des “wagons de reproches” “des deux côtés de l’Atlantique, ainsi qu’en Asie”. Selon le journal, ce n’est pourtant pas la première fois que Macron laisse ses alliés “perplexes”. Et de rappeler sa déclaration sur l’Otan “en état de mort cérébrale” en 2019, puis la tentative de “bâtir un dialogue stratégique avec la Russie sans consulter ses partenaires”. Sur le site **Vedomosti**, le politologue Pavel Timofeev relève “des notes gaullistes” dans les propos de Macron, mais n’y voit “aucune rébellion anti-atlantiste”. Pour lui comme pour le spécialiste des États-Unis Iouri Rogoulev, Macron ne fait qu’“imiter la fronde” : en réalité, Paris “louvoie” afin de trouver à l’UE une “place sans danger” entre Washington et Pékin.

Slovaquie Macron ne représente pas l’UE

●●● À Bratislava, le quotidien **Sme** analyse ce voyage à Pékin en dressant un parallèle avec un leader régional habitué au déparassement de fonction : “Lorsque Viktor Orban s’exprimait au nom du groupe de Visegrad, il fallait lui rappeler qu’il n’était pas habilité à le faire. De la même manière, il convient de tirer par la manche Emmanuel Macron, qui est sorti de son rôle de président français.” Le quotidien libéral slovaque regrette que le chef de l’État se soit “mis à représenter les aspirations et les projets de l’Europe”. Et s’il a emmené la présidente de la Commission européenne, c’est précisément pour qu’elle l’aide à “jouer le rôle de président européen” et ainsi à “véhiculer son propre programme”. Dans une Europe centrale où la coopération avec les États-Unis est considérée par beaucoup comme un parapluie vis-à-vis de la menace russe, le journal note que, si “l’idée d’un monde à trois pôles – américain, chinois et européen – semble lui plaire, ce qu’il oublie, c’est que nous entrons ainsi dans une relation de rivalité avec le garant de notre sécurité, et ce avant que l’UE n’y soit prête”.

Tchéquie Un président “dangereux”

●●● En République tchèque voisine, **Echo.24.cz** présente le président français sous les traits de “l’homme d’État le plus dangereux en Europe, après Vladimir Poutine” – rien que ça. Si la comparaison peut sembler exagérée, le site conservateur précise sa vision des choses : “Que son léchage de bottes au Kremlin ait abouti à un fiasco ne lui a pas suffi ; il s’est donc rendu à Pékin pour s’entretenir avec le leader chinois Xi Jinping. Il y a été question d’“autonomie stratégique” et de l’UE comme d’une “troisième superpuissance”. L’Europe, paraît-il, ne devrait pas suivre aveuglément les États-Unis. Chaque fois que les dirigeants français commencent à parler de la sorte, il convient de redoubler de vigilance dans notre coin d’Europe, car cela signifie que Paris est sur le point de nous jeter par-dessus bord.” Ici aussi, l’auteur s’étonne de la déclaration d’Emmanuel Macron selon laquelle “nous avons gagné la bataille idéologique” quant à cette fameuse “autonomie stratégique” : “Les Polonais, qui fondent leur politique de sécurité sur le fait qu’ils sont le plus proche allié des États-Unis dans la région, seront probablement surpris de l’apprendre. Comme d’ailleurs les États baltes et même la République tchèque.” Pour le site tchèque, ce projet de “troisième pôle” n’est finalement rien de plus qu’un “vieux rêve français qui remonte au moins à Charles de Gaulle”.

Hongrie Un vrai “meneur européen”

●●● Malgré le déplacement chinois “contrasté” d’Emmanuel Macron, son accueil “concrétise son vœu d’incarner le meneur politique de l’Europe”, juge le magazine conservateur **Mandiner**. Une ambition “largement aidée par le retrait d’Angela Merkel et le profil poids plume d’Olaf Scholz”. Le président français “prend l’initiative” du dialogue avec la Chine, qui “se prépare à détrôner les États-Unis”. En incitant les Européens à ne pas être des “vassaux” et à se “réveiller”, Macron “parle de plus en plus fermement de la nécessité brûlante de l’autonomie stratégique et de la transformation de l’Union en un troisième pôle entre les États-Unis et la Chine”, considère **Mandiner**. Ses adversaires de gauche et de droite “lui reprochent ses tendances élitistes et mondialistes”, mais Emmanuel Macron “promeut des politiques française et européenne plus autonomes au lieu des vues mondialistes blasées et fanées”. À l’ombre d’une “nouvelle guerre froide” et du conflit ukrainien, Macron “déploie une pensée et une philosophie défendant l’Europe”, estime l’hebdomadaire magyar.



Un petit Charles de Gaulle ? Pas du tout !

Les reproches contre le président français sont justifiés, estime ce journaliste allemand. Mais, en matière de géopolitique, Macron a selon lui été plutôt moins naïf et égoïste que les dirigeants allemands.

—*Süddeutsche Zeitung*,
extraits (Munich)

Le reproche tient un peu du cliché sur la France, mais Macron ayant balancé deux petites bombes lors d'une interview accordée dans son avion, il fallait évidemment s'y attendre. Le président français, a-t-on aussitôt entendu en Allemagne, chercherait à prendre ses distances vis-à-vis des États-Unis, comme le général de Gaulle en son temps. Et à valoriser la France en adoptant la posture, vaine, d'une grande puissance.

Dans l'espoir de se donner de l'importance, Macron se serait donc jeté dans les bras des Chinois – sinon, comment interpréter ses déclarations, lors de son vol de retour après son voyage en Chine, à l'origine d'un véritable tollé dans les rangs des alliés ?

Les critiques n'ont pas tardé, tant à Washington qu'à Berlin, des critiques sans merci et pas tout à fait injustifiées. Mais reprocher au président français, de plus en plus coupé

des réalités dans son propre pays, de vouloir redorer son blason en ayant recours à l'histoire sur la scène internationale, c'est un peu court. Macron se démarque sur la question de la Chine parce que Washington et Berlin l'ont aussi laissé tomber.

Ces dernières années, la France a insisté avec beaucoup plus de vigueur que la République fédérale pour que l'on remette la Chine à sa place. Macron a été le premier à prôner la "réduction des risques", que recommande aujourd'hui la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen : l'atténuation du risque d'une dépendance vis-à-vis de Pékin.

En 2017, les dirigeants allemands ne voyaient pas le danger que constituait la dépendance vis-à-vis de la Chine.

↑ Dessin de Chappatte paru dans *Le Temps*, Genève.

Si l'hégémonie américaine a un peu reculé, l'Europe ne devrait pas pour autant se soumettre à la nouvelle puissance chinoise, disait-il en 2017, alors qu'il venait à peine d'être élu. En Allemagne, on était nettement plus naïf à l'époque : les dirigeants politiques et économiques allemands ne voyaient pas le danger que constituait la dépendance de leur pays vis-à-vis de la République populaire totalitaire. Ou du moins, ils n'en parlaient pas publiquement.

Aussi est-ce Macron qui, à Bruxelles, a imposé un mécanisme de contrôle étendu à toute l'UE, afin d'examiner le rachat d'entreprises stratégiques par des investisseurs étrangers (autrement dit, surtout chinois). Il ne fallait plus que les grands groupes d'État chinois puissent acquérir des infrastructures européennes, comme le port grec du Pirée, assuraient les Français – car ils y voyaient une source potentielle de chantage. Et le chancelier Olaf Scholz ? Il approuve la prise de participation de la Chine, pour 24,9 %, dans un terminal de conteneurs du port de Hambourg. Passant outre à l'opposition de ses ministres.

Héritage colonial. Emmanuel Macron, lui, a exclu de facto Huawei, entreprise chinoise proche du pouvoir, du chantier de développement de la 5G en France, et insiste pour que tous les Européens choisissent des prestataires scandinaves. Il est le défenseur le plus acharné de mesures hostiles à la Chine dans le domaine de la politique commerciale, allant jusqu'à réclamer la mise en place de droits de douane sur les exportations des groupes chinois subventionnés par l'État.

Ce faisant, Paris est beaucoup plus proche de la position inflexible de Washington que Berlin, qui ne cesse de redouter un retour de bâton pour les exportations allemandes. C'est aussi pour cette raison que les Chinois ont déroulé le tapis rouge à Macron, parce que c'est lui qui leur pose le plus de problèmes à Bruxelles.

Et en ce qui concerne l'endiguement des velléités d'expansion de la Chine dans l'espace indo-pacifique, la France a toujours été en pointe. Le président Xi Jinping fait construire en toute illégalité des îles artificielles en mer de Chine méridionale, puis y établit des installations militaires. La Chine déclare que les voies maritimes internationalement reconnues du détroit de Taïwan sont ses eaux territoriales. Pour s'opposer à ces revendications, Macron envoie régulièrement des sous-marins y patrouiller. Ainsi, une frégate française est venue faire des ronds dans l'eau dans le détroit au moment même où Macron triniquait avec Xi.

Mais pourquoi Macron se pavane-t-il de la sorte dans l'Indo-Pacifique ? La réponse est liée à l'héritage de l'époque coloniale : 1,6 million de Françaises et de Français vivent dans la région. Grâce à ses territoires d'outre-mer – de Wallis-et-Futuna à la Polynésie française –, la France contrôle d'immenses zones économiques et maritimes près des frontières de la Chine. Et la France craint donc pour sa propre sécurité quand Pékin remet soudain en question les revendications territoriales

des Philippines, du Japon et d'autres voisins. De plus, la Chine est soupçonnée de soutenir les influents séparatistes sur l'île française de Nouvelle-Calédonie.

La France devrait par conséquent œuvrer avec d'autres pays indo-pacifiques pour faire face à Pékin, avait lancé Macron dans un discours en Australie en 2018. Avec le Japon, il a lancé des rencontres "deux plus deux" entre les ministres de la Défense et des Affaires étrangères sur les questions liées au droit de la mer. Ou, plus clairement, sur la Chine. Il a tenté de bâtir un "axe indo-pacifique" avec l'Inde et l'Australie, une stratégie essentiellement articulée autour d'un volet militaire avec la vente de sous-marins français à l'Australie dans le cadre d'un accord d'un montant de plusieurs milliards (ce qui se serait accompagné de bon nombre d'avantages économiques).

Or, c'est là que le président américain Joe Biden s'est dressé sur le chemin du Français résolu : en septembre 2021, les États-Unis, l'Australie et la Grande-Bretagne ont formé l'Aukus, une alliance militaire trilatérale. Et la France a appris que l'Australie annulait ses commandes de sous-marins, Canberra comptant désormais avant tout joindre ses efforts à ceux de Washington et de Londres.

La protection américaine ne sera pas éternellement garantie, mais il est contre-productif de le claironner précisément maintenant.

Pas une fois les trois pays n'ont proposé à la France d'intégrer leur alliance. A contrario, ils ont agi dans le dos de Macron, qui ne se doutait de rien. L'alliance anglo-saxonne snobait justement le partenaire de l'UE avec lequel elle aurait pu travailler le plus étroitement dans le bras de fer avec la Chine – du fait de la proximité de leur politique commerciale et de leurs intérêts géopolitiques. La France aurait alors pu servir de pont aux Anglo-Saxons dans l'UE pour promouvoir leur politique rigoureuse vis-à-vis de Pékin. Elle l'aurait pu. Ils ont laissé passer cette chance.

Aujourd'hui, Macron fait sa propre politique chinoise. Il a maintes fois souligné que l'Europe devait devenir une troisième puissance mondiale à part entière, où la protection américaine ne serait pas éternellement garantie. C'est toujours aussi vrai, mais il est contre-productif de le claironner précisément maintenant. Car c'est l'Amérique qui protège

l'Europe de la Russie de Poutine. Et même si notre fierté personnelle doit en pâtir, il serait peut-être plus habile de s'assurer de l'engagement des États-Unis.

Coordination. On peut reprocher beaucoup de choses à Macron, à cause des petites bombes qu'il a larguées dans son interview après sa visite en Chine. Mais il ne cherche certainement pas à hisser de nouveau la France sur la scène mondiale tout seul, comme une sorte de réincarnation aveugle de Charles de Gaulle. Bien au contraire, il voulait opérer en étroite coordination avec le chancelier – qui l'a grossièrement laissé tomber.

Macron sait que la France a besoin d'alliés pour pouvoir traiter de façon efficace avec la Chine. Quand Xi était venu à Paris en 2019, le Français avait invité Angela Merkel et Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne de l'époque, à participer. Lors d'une visite en retour à Pékin en 2020, Macron a emmené des commissaires européens, des ministres et des chefs d'entreprise allemands. Quand les voyages ont repris après la pandémie, il a proposé à Scholz de rencontrer Xi ensemble. Mais le chancelier a préféré effectuer son propre grand déplacement à Pékin. Alors, Macron, au début du mois, est parti "seulement" avec la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, à laquelle Xi n'a guère prêté attention.

Ce n'est pas Macron mais Scholz qui, comme auparavant, bloque une européanisation de la politique vis-à-vis de la Chine : une politique qui servirait les intérêts spécifiques de l'Europe sans pour autant négliger les intérêts des États-Unis, en tant que partenaire le plus important de l'UE jusqu'à nouvel ordre. Les reproches allemands et aussi américains à l'adresse de Macron ne sont pas tout à fait injustifiés. Mais ils n'en sont pas moins hypocrites.

—Joseph de Weck, publié le 12 avril

SOURCE



SÜDDEUTSCHE ZEITUNG

Munich, Allemagne

Quotidien, 302 545 ex.

sueddeutsche.de

Créé en 1945, le journal bavarois compte parmi les quotidiens suprarégionaux de référence en Allemagne. De tendance libérale, il défend les valeurs démocratiques et l'état de droit.

Vu de

Taiwan

UN "INCIDENT" QUI SERT LES INTÉRÊTS DE L'ÎLE

Pour l'agence taïwanaise de presse **Zhongyang She**, la visite de Macron en Chine a été un "échec total", les déclarations du président français ayant "provoqué la colère de ses alliés", qui y ont vu un "abandon de Taiwan". Du point de vue de Taiwan, c'est paradoxalement une bonne nouvelle, estime cette analyse : certes, les propos de Macron "divisent l'UE et fragilisent la solidarité transatlantique", mais "grâce à cet incident", l'opinion publique internationale s'intéresse à nouveau à la question taïwanaise et un consensus se forme sur son importance. Selon Wu Chih-chung, représentant de Taiwan en France, cité dans l'article, "Taiwan n'a jamais bénéficié d'une telle visibilité ni d'un tel soutien".



Vu de Chine

"Un coup de pied aux États-Unis"

●●● "Macron a joyeusement crié 'vive l'amitié entre la France et la Chine', s'est clairement opposé à la 'logique d'entrée de l'Europe dans un bloc contre un autre', a souligné 'l'autonomie stratégique' de l'Europe et a déclaré qu'une crise [dans le détroit de Taiwan] ne serait pas la [sienne]." C'est ainsi que le journaliste Hu Xijin résume sur **WeChat** les propos très controversés du président français lors de sa visite en Chine. "Manifestement, il se fiche que certains pensent qu'il a 'donné un coup de pied aux États-Unis', estime l'ex-rédacteur en chef du journal officiel pékinois **Huanqiu Shibao**. Comme l'ensemble de la presse chinoise, Hu Xijin considère que la posture de Macron a bien démontré "les limites de l'efficacité" de Washington, qui fait tout pour pousser l'Europe à se joindre à sa lutte d'influence contre la Chine. En soulignant que le Vieux Continent traverse une crise profonde à cause de la guerre en Ukraine, et que les pays européens ont considérablement accru leur dépendance vis-à-vis des États-Unis, l'analyste juge que le "découplage" entre les économies occidentales et chinoises souhaité par Washington équivaldrait à un "suicide stratégique". Les pays européens deviendraient "un à un des animaux domestiques obéissants, à genoux devant les États-Unis". Pour ce vieux briscard de la propagande chinoise, "les émotions de Macron ne sont pas difficiles à comprendre" car, en tant que grande économie, l'Europe est "stratégiquement manipulée" par les Américains. Selon son langage imagé, de nombreux pays européens "lèchent les États-Unis pour se disputer leurs faveurs", et la conjoncture met les élites européennes "extrêmement mal à l'aise". Selon Hu Xijin, l'attitude de Macron reflète "une quête de respect mue par des intérêts réalistes".

ILS REFONT LA FRANCE

Anaïs BOUTON

Tous les vendredis de 19h15 à 20h00 | Disponible en podcast



En partenariat avec Courrier international



d'un
continent
à l'autre.
europe

Amériques..... 22
Asie 24
Moyen-Orient... 28



Ukraine. Zelensky n'est pas un chevalier blanc

Dans les pays occidentaux, le président ukrainien jouit d'une réputation de héros sans tache. Mais une partie de l'opposition lui reproche sa tendance à n'en faire qu'à sa tête et à centraliser le pouvoir.

—Politico (Bruxelles)

Dans les semaines qui ont précédé l'invasion russe, l'exaspération était palpable en Ukraine chez nombre d'anciens ministres et de ténors de l'opposition. Ils suppliaient le président Volodymyr Zelensky de les rencontrer – ce qu'il n'avait pas fait depuis qu'il avait été porté au pouvoir par un raz de marée électoral près de trois ans plus tôt.

Ils l'incitaient également depuis des mois à accroître le financement des forces armées du pays et exigeaient que les réservistes du pays soient rappelés, tandis que Washington multipliait les mises en garde face au risque d'une invasion – invasion dont Zelensky continuait de penser qu'elle était peu probable. Ils réclamaient aussi une intensification des préparatifs militaires, la publication d'ordres portant sur la défense civile, afin que les gens sachent quoi faire quand les canons tonneraient.

“L'Ukraine est prise au piège avec un chef d'État qui ne pense pas en termes stratégiques”, m'avait déclaré Lessia Vassylenko, députée et membre du parti Holos, libéral et

proeuropéen, cinq jours avant l'invasion. “Je crois que c'est ça qu'on lui reprochera plus tard. Pas le fait qu'il n'ait pas tout su. Mais le fait d'avoir refusé de s'entourer de spécialistes qui savent quelles questions poser, de se doter de conseillers capables de le contredire et de contester ses décisions, et nous risquons d'en payer le prix”, s'était-elle emportée.

Cercle restreint. Depuis, les erreurs de Zelensky lui ont évidemment été pardonnées, mais personne ne les a oubliées. Et elles sont à la base des inquiétudes de ceux qui redoutent l'après-guerre en Ukraine. Ils y voient une tendance qui ne pourra que s'aggraver une fois que les armes se seront tuées, et affirment que les qualités du président en temps de guerre ne conviennent pas à la paix.

La guerre n'a rien fait pour tempérer l'impatience de Zelensky vis-à-vis des complexités du pouvoir ou d'institutions qui n'agissent pas aussi vite ou n'obéissent pas aussi promptement qu'il le souhaiterait. Il préfère avoir une vision d'ensemble, fait fi des détails et aime s'appuyer sur un cercle restreint d'amis en qui il a toute confiance.

Mais si le comédien devenu président est aujourd'hui applaudi – voire héroïsé – par un Occident ébloui par sa rhétorique galvanisante du temps de guerre, avant l'offensive russe, Zelensky était déjà en perte de vitesse. Rares étaient ceux qui considéraient qu'il serait réélu en 2024, car il était en chute libre dans les sondages – son taux de satisfaction se situait à 31 % à la fin de 2021. Il avait beaucoup promis, sans doute trop, et accompli fort peu de choses.

“L'Ukraine a deux grands problèmes : la guerre dans le Donbass et les gens qui ont peur d'investir dans le pays”, avait-il lancé peu après sa victoire à la présidentielle. Mais ses efforts pour lutter contre la

“Pendant la guerre, il a derrière lui le pouvoir absolu de l'État. Mais le carrosse redeviendra citrouille.”

Adrian Karatnycky, ANALYSTE
EN RELATIONS INTERNATIONALES

corruption avaient fait long feu, et sa promesse de résoudre la question du Donbass n'avait abouti à rien. Certains accusaient Zelensky d'avoir une trop grande foi dans son pouvoir de persuasion et son charisme.

“Il croyait qu'il serait facile de rétablir la paix parce que tout ce qu'il fallait, c'était ‘regarder Poutine droit dans les yeux’ et lui parler avec sincérité”, explique le député Mykola Kniaytskyi. “Il pensait qu'il était en réalité assez simple de gouverner un État. On prend des décisions, et il faut qu'elles soient mises en œuvre”, m'a dit Kniaytskyi. Et quand les choses se passaient mal, il assurait immanquablement que c'était “la faute des prédécesseurs, qui devaient être mis en prison”.

Pourtant, la métamorphose de Zelensky, passé du statut de dirigeant décevant en temps de paix à celui de “nouveau père fondateur, jeune et magnifique” du monde libre, pour reprendre la description grandiloquente de l'intellectuel français Bernard-Henri Lévy, a eu quelque chose de stupéfiant. Même ses critiques en Ukraine saluent [son] génie de la communication : ses discours quotidiens adressés aux Ukrainiens les ont rassurés, guidés, ont renforcé leur moral.





✍ *Dessin de Balaban, Luxembourg.*

L'histoire simple de David contre Goliath. Pendant ce temps, à la Rada – le Parlement ukrainien –, la colère monte, les députés se plaignent d'être ignorés par un gouvernement qui tolérait déjà mal l'intervention du législatif avant la guerre et qui aujourd'hui la contourne presque totalement. Depuis l'invasion russe, Zelensky n'a rencontré les dirigeants de l'opposition qu'une seule fois – et c'était il y a presque un an.

“Les décisions sont de plus en plus centralisées, concentrées entre des mains de moins en moins nombreuses.”

Ivanna Klympouch-Tsintsadzé,
DÉPUTÉE D'OPPOSITION

“C'en est fini de la routine des questions parlementaires aux ministres”, décrit Ivanna Klympouch-Tsintsadzé, députée d'opposition, membre du parti Solidarité européenne et un temps vice-Première ministre dans le gouvernement précédent, celui de l'ancien président Petro Porochenko. “Pendant la guerre, il faut que les décisions puissent être prises rapidement, concède-t-elle. Mais on constate que les décisions sont de plus en plus centralisées, concentrées entre des mains de moins en moins nombreuses, [ça] sape le système de gouvernance que nous cherchons à développer et le renforcement de nos institutions démocratiques censé répondre aux critères établis par l'UE.”

Ivanna Klympouch-Tsintsadzé craint que la dernière vague d'arrestations dans le cadre de la lutte contre la corruption ait été plus que de la gesticulation à la veille du sommet UE-Ukraine de février – et que cela n'entraîne une centralisation des pouvoirs encore plus nette. *“C'est une erreur de penser que la centralisation des pouvoirs est la réponse aux défis que nous devons surmonter”, ajoute-t-elle. “Je crois qu'il est important de suivre de très près la façon dont vont évoluer les procès dans les affaires de corruption, s'il y a des enquêtes transparentes, si l'état de droit est respecté scrupuleusement.”*

D'après Adrian Kniajytskiy, il ne faut pas perdre de vue le fait que Zelensky est un politicien populiste, affligé des tares de cette espèce. Toutefois, le député d'opposition se réjouit de voir comment la société civile ukrainienne s'est épanouie pendant la guerre, comment l'autonomie politique locale a été renforcée par le volontariat et l'entraide et comme certains organes d'État se sont comportés – en particulier les chemins de fer et le secteur de l'énergie. C'est ça, dit-il, qui, associé à un vigoureux sentiment d'appartenance nationale forgé par le conflit, constituera les fondations d'une Ukraine forte après la guerre.

— **Jamie Dettmer,**
publié le 27 février

“En tant que dirigeant, il a su convaincre, commente Adrian Karatnycky, membre de l'Atlantic Council, un groupe de réflexion américain. Il est doué pour canaliser l'opinion publique, mais il est plus efficace maintenant parce que le pays est beaucoup plus uni. C'est toujours le même type – un acteur, un artiste –, mais ça fait de lui un chef d'État idéal en temps de guerre parce qu'il est capable d'incarner les pulsions du public.”

Gesticulation. Mais quand la politique revient à la normale, que le public est désuni, Zelensky est un dirigeant inconsistant, qui modifie le scénario et réécrit l'histoire en fonction des caprices et des lubies de l'opinion publique. *“Pendant la guerre, il a derrière lui le pouvoir absolu de l'État. Mais le carrosse redeviendra citrouille, il va devoir faire face à un monde très différent”,* conclut Adrian Karatnycky.

Un monde qui n'a pas vraiment disparu. À l'intérieur, les critiques se font de plus en plus vives dans la sphère politique – bien que cela passe inaperçu dans des médias internationaux toujours fascinés par le charisme de Zelensky et captivés par

Bakhmout toujours à feu et à sang

●●● Voilà des mois que cette petite commune du Donbass est l'épicentre de la guerre en Ukraine. Pour des raisons à la fois symboliques et stratégiques, la prise de Bakhmout est désormais l'un des objectifs militaires principaux de l'armée russe et du Groupe Wagner, qui assure ici l'essentiel de l'offensive. Même si le bilan des pertes est incertain, il est probablement très lourd, comme le laissent entendre les propos de Serhiy Cherevatyi, porte-parole militaire de l'armée ukrainienne, dont les déclarations sont relayées par **The Guardian** : *“Des combats sanglants, sans précédent ces dernières décennies, se déroulent en pleine zone urbaine.”* En effet, le 15 avril, le ministère de la Défense de Moscou a déclaré que les unités

du Groupe Wagner avaient *“pris deux quartiers aux périphéries nord et sud de la ville”,* rapporte le quotidien britannique. Le Groupe Wagner avance donc. Pourtant, son patron, Evgueni Prigojine, s'est fendu d'une déclaration singulière le 14 avril, relaie le quotidien italien **Il Messaggero** : *“Il est nécessaire de mettre un terme définitif à l'opération militaire spéciale... Aujourd'hui, la meilleure option est d'informer tout le monde que la Russie a obtenu les résultats qu'elle s'était fixés.”* Ainsi, pour Prigojine, il ne resterait désormais qu'une chose à faire : rester dans les territoires déjà conquis et les défendre contre une éventuelle contre-offensive ukrainienne. Un avis qui diffère nettement de la ligne officielle du Kremlin.

20 JANVIER 1942, VILLA DE WANNSEE

LES DEUX HEURES
QUI ONT FAIT BASCULER L'HISTOIRE

LA CONFÉRENCE

UN FILM DE MATTI GESCHONNECK

ACTUELLEMENT AU CINÉMA



32
FESTIVAL
INTERNATIONAL
DU FILM
D'HISTOIRE
Pessac

COUP DE
CŒUR
CINÉMAS
ARTÉSIEN
DE LAFCAE

LOBS

L'Histoire

LA CROIX

Courrier
international

VO CABLE

philosophie

GRÈCE

À Mykonos, béton et coups de pression

L'île la plus touristique des Cyclades croule sous les projets de construction, souvent illégaux. Déjà débordés, les autorités de contrôle et les archéologues font l'objet d'intimidations.



— I Kathimerini (Athènes)

En marchant sur la plage de sable de Panormos, on se trouve face à un étrange spectacle. D'un côté, on admire tout ce qu'on peut attendre de Mykonos : une côte magnifique et la mer scintillante sous le soleil printanier. De l'autre côté s'élève une étonnante clôture, qui couvre plus de la moitié de la plage et s'avance jusqu'au sable, d'où l'on distingue des voix et le bruit des travaux.

La scène pourrait être commune pour cette période de l'année - tout le monde à Mykonos se prépare pour l'été. Dans les rues étroites de l'île passent de gros

camions chargés de matériaux de construction et des camionnettes à moitié démontées utilisées par les artisans comme entrepôts mobiles pour leurs outils. Dans les ruelles de Chora, le village principal de l'île, on rencontre des propriétaires et des ouvriers peignant des vitrines et des pavés, des maisons ou des magasins en cours de rénovation.

Passage à tabac. Le cas de Panormos diffère cependant en deux points. D'une part, par la taille de l'installation, qui a englouti tel un immense bâtiment industriel le front de mer, et dont les parkings cimentés s'étalent sur des centaines de mètres.

D'autre part, car l'actualité du moment, la récente agression d'un archéologue travaillant sur l'île [Manolis Psarros, agressé à Athènes le 7 mars], a placé ce bar de plage sur le devant de la scène, faisant remonter les plaintes qu'il a reçues et les poursuites et contrôles qu'il a subis ces dernières années pour ses constructions excessives.

Et pourtant, la préparation de l'été se poursuit normalement, comme s'il ne s'était rien passé avant, comme s'il n'y avait pas de dossier. Personne n'accepte de parler, la peur domine.

Le bar de Panormos, temple de la surconsommation, n'est pas le seul commerce dont l'empreinte urbaine s'avère démesurée sur l'île, ni le seul qui "s'approprie" une plage en imposant ses règles. Mais à l'heure où Mykonos fait la une des journaux à cause du passage à tabac de l'archéologue, il symbolise ce qu'il se passe sur l'île, fleuron du tourisme grec ces dernières années.

Quelque chose a changé à Mykonos. Plus chère que jamais, plus louche que jamais.

Ce changement a commencé progressivement pendant la crise financière. "Si vous aviez des prêts, des impôts, des problèmes financiers, quelqu'un venait vous dire : 'Hé mec, je sais que tu es en difficulté, tu veux qu'on parle de ton commerce?'" raconte sous couvert d'anonymat un homme d'affaires actif sur l'île pendant de nombreuses décennies.

"Et c'est comme ça que de nombreux commerces ont changé de mains : hôtels, bars, boutiques. Les maisons ont également changé de propriétaires. Ceux qui avaient construit les villas sur l'île les ont soit vendues, soit louées. Et "les 'émirats' sont arrivés, les commerces se sont remplis de narguilés et les bars ont commencé à demander une consommation minimum de 5 000 ou 15 000 euros pour réserver une table. Jusque-là, le tourisme à Mykonos était entre les mains des locaux, de quelques Athéniens ou étrangers. Ces dernières années, tout se vend."

Les seuls qui résistent sont les "gros bonnets" de Mykonos. "Quelques-unes des vieilles grandes familles d'hôteliers. Ils trouvent insultant de vendre, quel que soit le prix offert. Ce ne sont pas des saints, mais il y a une entente avec les Mykonien. Si vous avez un

problème, vous pouvez en discuter. Avec les autres, c'est différent. Pour l'instant, ils se limitent à l'intimidation. Mais on ne sait pas ce qui se passera demain."

"Ces dernières années, cinq ou six 'poids lourds' sont arrivés et font la loi", raconte un autre homme d'affaires, s'exprimant lui aussi sous couvert d'anonymat. La

"Cinq ou six 'poids lourds' sont arrivés et font la loi", raconte un homme d'affaires.

partie est désormais perdue. *«Ce qui se passe à Mykonos n'est plus mykonien, ni même grec. C'est ce qui se passe là où il y a d'énormes profits. Mais il faut être honnête, on y trouve tous notre compte tant que ça ne perturbe pas nos propres intérêts. S'ils n'avaient pas frappé l'archéologue, qui s'en soucierait?»*

À l'occasion de la récente visite de l'Association des archéologues grecs, certains citoyens se sont exprimés "à vif". "Il n'y a pas de prostituée sans proxénète. Et sur notre île, la police joue le rôle d'un collecteur d'impôts", s'est emporté l'un d'eux.

La communauté de Mykonos semble gênée face aux récents développements. "Chaque saison, une nouvelle personne est tabassée. Adjoint au maire, courtier, hôtelier, commerçant, citoyen contestataire, précise Minas Lyristis, conseiller régional et employé sur l'île. Jusqu'en 2014-2015, nous travaillions beaucoup, mais de manière plus décontractée. Puis la 'thaïlandisation' a commencé, suivie de l'indépendance. Pendant la quarantaine, nous avons vu pour la première fois des



camions à huit roues sur l'île. Il nous était interdit de sortir sans attestation, mais dans le même temps certains construisaient sur la moitié de l'île. Toute la communauté locale a le sentiment que nous sommes dans un borbier avec le surdéveloppement de l'île, que la situation est devenue incontrôlable".

Les autorités locales, comme la municipalité, sont restées sur la défensive ces derniers jours, réfutant les accusations de "mafia de Mykonos".

"À Mykonos, sur quelques kilomètres carrés, deux millions de visiteurs viennent chaque année. La contribution de l'île à l'économie du pays est énorme, ne l'oublions pas. Mykonos a 'maintenu' le pays quand tout s'effondrait. Mais les exagérations de ces derniers jours me dérangent, il n'y a pas de mafia à Mykonos", défend le maire de l'île, Kostas Koukas.

Tâche impossible. À Mykonos tout s'exploite, légalement ou non. Chaque espace de Chora, chaque champ à la campagne, chaque mètre sur la plage de sable.

Les mécanismes de contrôle, déjà décimés par la crise économique, ne cessent d'être discrédités. L'Éphorie des antiquités des Cyclades, autorité archéologique sur l'archipel, a deux responsabilités principales en matière de construction. Elle doit approuver toute modification morphologique des bâtiments et toute intervention dans l'espace, de manière à préserver l'identité des habitations traditionnelles. Elle contrôle également les zones archéologiques et leurs environs, tandis que les archéologues doivent être présents pour chaque nouvelle construction impliquant des fouilles.

Sur des îles comme Mykonos, cette tâche est non seulement lourde, mais impossible. De 2011 à aujourd'hui, 7 600 déclarations d'illégalité ont été faites sur l'île. Depuis 2018, 5 450 demandes de permis de construire ont été déposées. Au cours des cinq dernières années, il y a eu 3 846 ventes immobilières pour la seule moitié de l'île. Dans ces conditions, les employés de l'Éphorie des antiquités des Cyclades subissent beaucoup de pression et sont les témoins de nombreuses irrégularités.

— Giorgos Lialios, publié le 3 avril

✓ Dessin de Cost paru dans Le Soir, Bruxelles.



La chaîne
de l'espoir

POUR SON OPÉRATION
À CŒUR OUVERT,
IL N'AURA PAS À ATTENDRE

912
JOURS

Objectif 0 jour

PLUS VOUS DONNEZ
MOINS IL ATTEND

Ensemble, sauvons de toute urgence
les enfants malades.

Soigner et opérer, former des médecins locaux,
bâtir et équiper des hôpitaux, dépister et sensibiliser...
Nous intervenons partout dans le monde
auprès des enfants et des femmes,
pour améliorer leurs conditions de vie.



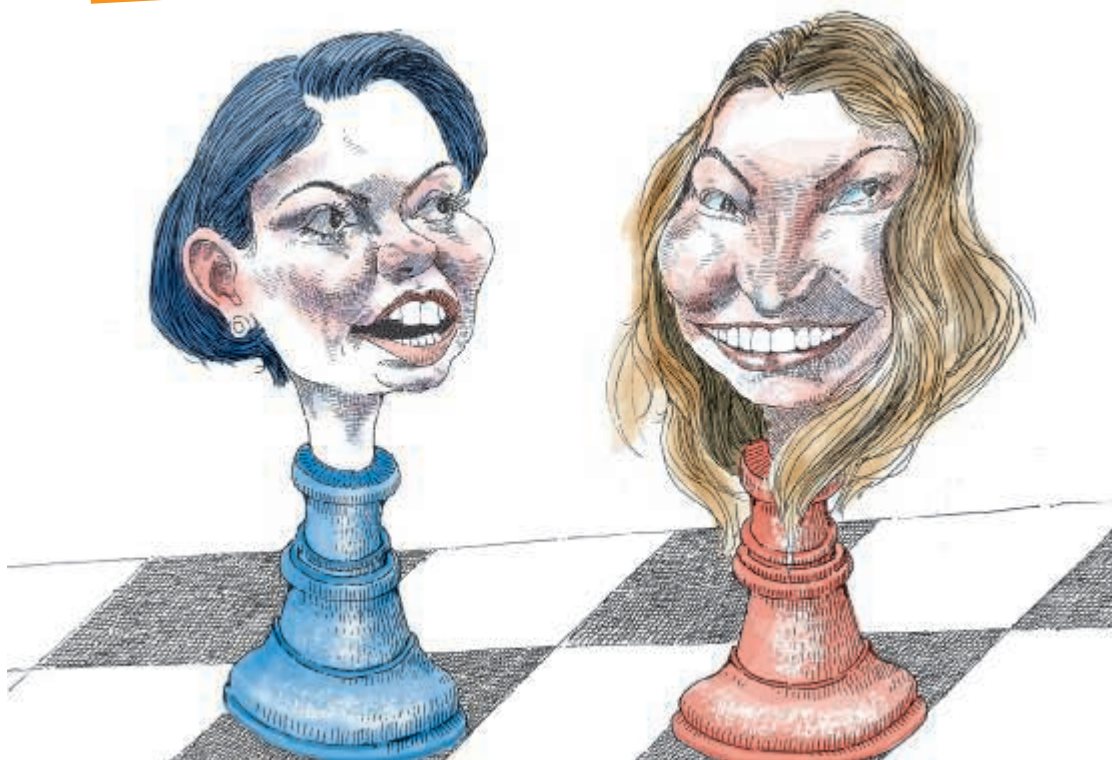
Soigner - Former - Bâtir - Dépister

Donnez sur chainedelespoir.org - 01 44 12 66 66*

* Prix d'un appel local depuis un poste fixe. La Chaîne de l'Espoir, Association d'intérêt général à but non lucratif immatriculée sous le SIREN 399818418, située au 56 rue des Morillons - 75015 PARIS. Crédit photo : Pascal Stelletta / La Chaîne de l'Espoir. Conception : OSWALDORB - Mars 2023



amériques



Brésil. Le duel des premières dames

Rosângela "Janja" da Silva, militante de longue date, et Michelle Bolsonaro, plus récemment engagée, pourraient bien tracer leur propre chemin.

—Istoé (São Paulo)

La présidentielle 2022 paraît déjà bien loin et pourtant... Rosângela "Janja" da Silva et Michelle Bolsonaro, deux actrices clés de la mobilisation des électeurs pour leurs candidats de maris, Luiz Inácio Lula da Silva et Jair Bolsonaro, sont toujours au centre de la scène politique et elles aspirent à peser encore davantage. Toutes deux ont clairement montré qu'elles ne se contenteraient pas de jouer les seconds rôles. Mieux, certains signes laissent à penser qu'elles pourraient vouloir tracer leur propre chemin et s'imposer comme des figures de proue de leur camp politique - jusque devant les électeurs peut-être.

Les deux femmes sont bien connues et très en vue, en particulier sur les réseaux sociaux. Lors des fêtes du carnaval, coïncidence ou pas, elles sont toutes deux apparues dans des vidéos contre les agressions sexuelles. "Tout le monde sait que c'est pendant le carnaval que nous, les femmes, subissons le plus de violences et d'agressions sexuelles. Si nécessaire, faites le 180 [numéro vert destiné aux femmes victimes de violences]", interpellait ainsi l'actuelle première dame dans un contenu publié sur les réseaux le 17 février.

Quelques heures après, c'était au tour de l'ex-première dame de s'exprimer sur le même sujet, en sa qualité de présidente de PL Mulher, la branche féminine du Parti libéral : "Si vous

êtes victime de violences, portez plainte." Dans la vidéo diffusée par la formation politique, Michelle Bolsonaro était vêtue de rose - "la couleur des filles", comme l'avait déclaré [en 2019] l'ancienne ministre de la Femme, la sénatrice Damares Alves, autre vedette du bolsonarisme.

Si Janja da Silva est une militante politique de longue date - cette sociologue de 56 ans est adhérente du Parti des travailleurs (PT) depuis l'âge de 17 ans -, il en va tout autrement de Michelle Bolsonaro, 40 ans, qui récemment encore se présentait comme l'"assistante de [son] mari".

C'est l'année dernière, lors de la campagne présidentielle, qu'a véritablement commencé sa carrière politique, quand elle est montée au front pour aider son mari à consolider son assise dans l'électorat évangélique. Et comme le pouvoir a horreur du vide, elle apparaît aujourd'hui comme une candidate possible pour l'extrême droite en 2026. "Si Jair Bolsonaro n'est pas candidat, nous avons Michelle", déclarait Valdemar Costa Neto, le président du PL, en annonçant la désignation de l'ancienne première dame à la présidence de la branche féminine du parti. Mécontent du résultat de la présidentielle, l'ancien chef de l'État se trouve toujours à Orlando, aux États-Unis, où il est parti "se reposer" fin 2022 [il est depuis rentré au Brésil].

"En homme politique aguerri, Valdemar Costa Neto a bien perçu cette niche dans l'électorat. Il cherche à soutenir Michelle dans le parti, parce qu'il a compris que cela peut se révéler payant, analyse la politologue Carolina Botelho, de l'université de l'État de Rio de Janeiro (UERJ). Impossible de savoir si c'est un phénomène durable, mais, pour l'heure, elle réussit bien à s'imposer dans le paysage politique."

Avenir politique. Daniela Constanzo, chercheuse à la faculté de sciences politiques de l'université de São Paulo (USP), rappelle que Michelle Bolsonaro a même participé aux discussions qui ont débouché sur la candidature du bolsonariste Rogério Marinho à la présidence du Sénat, début mars : "En l'absence de Jair Bolsonaro, Michelle prend de plus en plus de place auprès de l'électorat conservateur. Et le fait que cette nouvelle figure soit une femme est un atout de plus pour la droite."

Car le vote des femmes a clairement manqué à Bolsonaro lors de la dernière élection. Carolina Botelho et Daniela Constanzo voient aussi un grand potentiel politique et électoral chez Janja da Silva, même si la première dame n'a pas (encore ?) marqué de nette volonté en ce sens, estiment-elles. "Je ne sais pas si Janja a des ambitions en la matière", poursuit Carolina Botelho : "Ce qui est sûr, c'est qu'elle en a la carrure, et qu'elle est en train de se tracer un chemin bien à elle, qui se démarque dans une certaine mesure des priorités de son mari. C'est le fruit d'une vie de femme, d'une vie de militante, d'une vie professionnelle menée en toute indépendance."

Daniela Constanzo va dans le même sens : il est, selon elle, encore trop tôt pour dire si oui ou non Janja se présentera devant des électeurs, d'autant qu'elle commence seulement à construire son image publique : "Mais il y a pour elle une place au sein du PT, je pense qu'elle pourrait y jouer un rôle très important."

Mais si les deux femmes aident leurs maris à conforter leur base électorale, elles servent aussi de repoussoir à leurs opposants respectifs. Une vidéo de Janja dansant dans une loge du carnaval de Salvador a intensément circulé dans les groupes bolsonaristes

✓ Michelle Bolsonaro (à gauche) et Rosângela "Janja" da Silva. Dessin de Cajas, Équateur, pour *Courrier international*.

Bolsonaro face à la justice

●●● Arrivé au Brésil le 30 mars après un séjour de trois mois en Floride, où il s'était rendu juste avant l'investiture de son successeur, Luiz Inácio Lula da Silva, Jair Bolsonaro va désormais devoir régler ses comptes avec la justice. L'ex-président d'extrême droite est notamment visé par six enquêtes du Tribunal suprême fédéral (STF), qui pourraient lui valoir des peines de prison, souligne **O Globo**. Elles concernent notamment "l'existence de milices numériques antidémocratiques" sous son gouvernement, "la diffusion de fausses informations pendant la pandémie" de Covid-19, ainsi qu'une possible incitation de ses partisans à participer aux émeutes du 8 janvier à Brasília. Jair Bolsonaro considère toutefois que les enquêtes menées contre lui attestent d'une "chasse aux sorcières politique".

et sur les réseaux sociaux pour dénoncer l'hypocrisie supposée d'un post dans lequel l'épouse du chef de l'État disait toute sa "tristesse" et son "angoisse" après la tragédie survenue sur la côte nord de l'État de São Paulo [où des pluies torrentielles ont fait au moins 54 morts les 18 et 19 février]. "Regardez-la donc, votre première dame !" a ainsi lancé le député Nikolas Ferreira (PL), très présent sur les réseaux.

De leur côté, les partisans de Lula mettent un point d'honneur à ce que personne n'oublie l'affaire des chèques déposés sur le compte de l'ancienne première dame, pour un montant de 89 000 reais [16 000 euros], par Fabrício Queiroz [ex-chauffeur et ex-assistant du fils aîné de Jair Bolsonaro, le sénateur Flávio Bolsonaro], qui a valu à Michelle le surnom de "Micheque".

Nul ne peut aujourd'hui prédire l'avenir politique de Janja da Silva et de Michelle Bolsonaro, mais une chose est sûre : elles font bien plus que de la figuration.

—Gabriela Rölke, publié le 24 février

ÉTATS-UNIS

Le Bohemian Club, camp d'été objet de tous les fantasmes

Discrète retraite annuelle pour quelques "décideurs", tous masculins, ce club californien compte parmi ses membres le très conservateur juge à la Cour suprême Clarence Thomas, au cœur d'un scandale de conflits d'intérêts.



—The Washington Post (Washington)

Le Bohemian Grove, cette retraite exclusive, strictement réservée aux hommes, située à Monte Rio, dans le comté de Sonoma, en Californie, a tout ce qu'il faut pour provoquer des haussements de sourcils : depuis son immense statue de chouette jusqu'à ses séances de miction collectives, en passant par ses cérémonies mystérieuses et sa liste de membres et d'invités ultrasecrète qui comporte des présidents, de riches hommes d'affaires, des décideurs internationaux et autres personnalités qui font l'actualité.

Cette liste comprend également le juge à la Cour suprême Clarence Thomas, qui aurait fréquenté l'endroit avec Harlan Crow, son ami milliardaire et grand donateur au Parti républicain.

D'après une enquête du site d'investigation indépendant *ProPublica* (lire ci-contre), le juge Clarence Thomas a accepté, tout en omettant de les déclarer, de nombreux voyages de luxe payés par le milliardaire. Entre autres, un vol en jet privé pour l'Indonésie, des croisières en superyacht et des séjours dans le ranch d'Harlan Crow au Texas et dans sa résidence secondaire des Adirondacks.

Ce n'est pas la première fois que le club extrêmement discret, qui est propriétaire du Bohemian Grove, se retrouve sous le feu des projecteurs. Le Bohemian Club a été fondé par un groupe d'artistes, de journalistes et d'intellectuels en 1872 à San Francisco "pour mettre en relation des gentlemen liés professionnellement à la littérature, la peinture, la musique, le théâtre" et des personnes qui apprécient ces

Le club compte aujourd'hui quelque 2 600 membres actifs et présente une vaste liste d'attente.

sujets. Les choses ont évolué et il a fini par admettre le ministre des Affaires étrangères Henry Kissinger, les présidents républicains Richard Nixon et Ronald Reagan, l'investisseur Charles Schwab et des écrivains comme Mark Twain et Jack London.

Il compte aujourd'hui quelque 2 600 membres actifs et présente "une liste d'attente considérable", à en croire son site Internet.

Le club est installé depuis les années 1890 à Bohemian Grove, un vaste domaine de 1 100 hectares comprenant bâtiments, salles de banquet, campements et séquoias. Son principal événement annuel est son "camp

↳ Rencontre du Bohemian Club au début du xx^e siècle, en Californie. *Genthe Collection, Library of Congress*

estival" : deux semaines de concerts, conférences, performances, activités de plein air et autres ateliers artistiques. Trois productions y jouent un rôle central, d'après le club : un rituel baptisé "la crémation des soucis", qui célèbre cet "éloignement bref mais bienvenu des soucis de la vie", une comédie intitulée *Low Jinks* ["Petites frasques"] et une comédie musicale, *The Grove Play* ["La Pièce du bosquet"].

C'est surtout la cérémonie de la crémation qui a attiré l'attention, en particulier depuis qu'Alex Jones, fondateur du site *Infowars* [média d'extrême droite conspirationniste], s'est introduit dans les lieux et a réussi à filmer la cérémonie en 2000. Quotidiens et magazines à grand tirage se sont aussi efforcés de lever un coin du voile, souvent sans succès.

En raison de son côté "exclusif", "mystérieux", et du fait que le club est souvent décrit comme étant la "définition même du club masculin à l'ancienne", Bohemian Grove a toujours été un aimant pour les complotistes de droite et pour les protestataires de gauche, dont les manifestations dans les environs ont cependant diminué ces dernières années.

Même si le club répugne à communiquer, son site Internet s'efforce manifestement de convaincre les personnes extérieures que ses membres ne se réunissent pas pour conclure des accords ou prendre des décisions, loin des regards du public. Même si la planification du Projet Manhattan [nom de code du projet de recherche ayant abouti à la production de la première bombe atomique] s'est déroulée en partie dans ses installations dans les années 1940.

"L'une des idées exagérées que l'on se fait à propos du Bohemian Club, c'est que c'est un lieu de rencontre et de prise de décision pour les décideurs nationaux et internationaux", souligne son site Internet. *Le club est au contraire un refuge contre les décisions à prendre et autres pressions. Sa devise - Araignées, ne venez pas tisser ici - signifie que le club est une organisation qui a pour objectif les relations sociales et les loisirs. Il est interdit d'y faire des affaires."*

—Hannah Sampson, publié le 6 avril

Un juge dans la tourmente

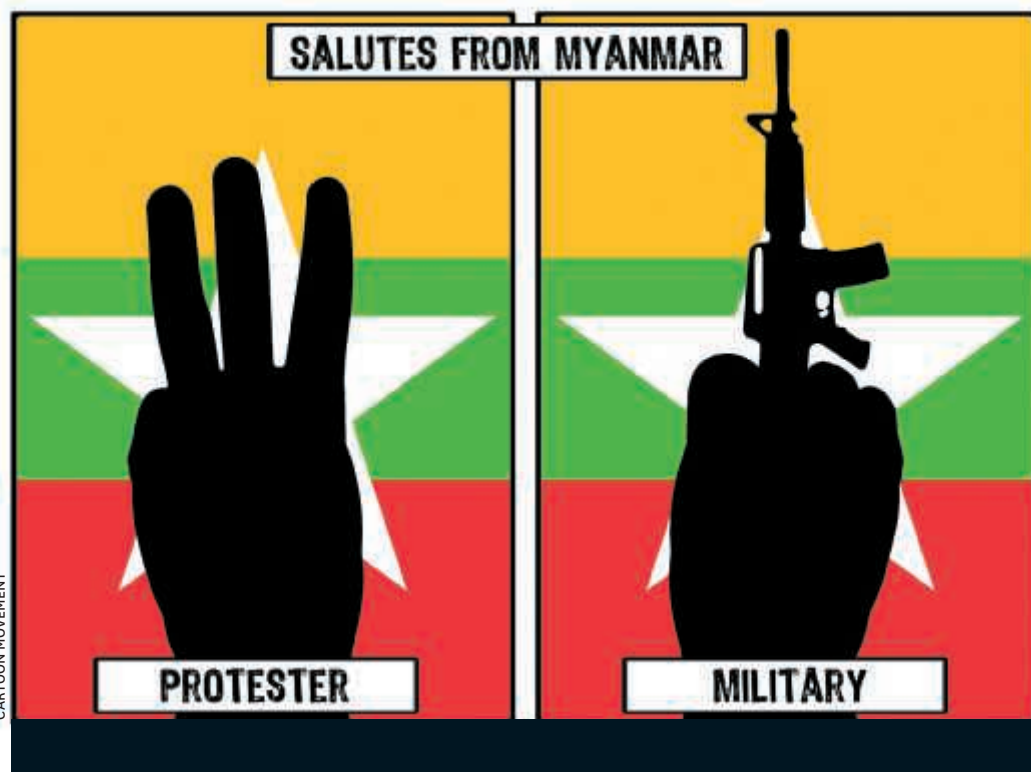
●●● Quelle est la nature précise de la relation qui lie Clarence Thomas, juge conservateur siégeant à la Cour suprême, et le milliardaire Harlan Crow, qui a fait fortune dans l'immobilier ? Le sujet défraie la chronique outre-Atlantique depuis que le site d'investigation **ProPublica** a révélé, le 6 avril, que le juge avait accepté depuis plus de vingt ans de nombreux cadeaux de la part du milliardaire, dont des voyages en jet privé et en yacht. Harlan Crow aurait même racheté des propriétés que possédait le juge à Savannah, en Géorgie. Autant de largesses que le juge a omis de déclarer, ce qui paraît enfreindre une loi adoptée après le scandale du Watergate et fait peser des soupçons de conflit d'intérêts - Harlan Crow est un grand donateur du Parti républicain et de plusieurs organisations ultraconservatrices. Clarence Thomas a expliqué qu'ils étaient amis de longue date et que cela relevait de leur vie privée. Mais Harlan Crow "n'a commencé à fréquenter le juge Thomas que depuis qu'il siège à la Cour suprême", où il a été nommé à vie par le président républicain George Bush père en 1991, relève **The New York Times**. Le plus étonnant dans cette affaire, poursuit le journal, ce sont leurs parcours opposés : l'un est "un milliardaire héritier d'une riche famille de Dallas. L'autre, un juge africain-américain, né dans la pauvreté en Géorgie".



asie

Birmanie. “Je veux continuer à me battre”

Solitude, peur et incertitude rythment le quotidien de Nan Lin depuis le coup d'État du 1^{er} février 2021 en Birmanie. Ce militant vit caché et continue à organiser des manifestations contre la junte en plein Rangoon.



—The New York Times, extraits (New York)

Quand les militaires ont pris le pouvoir par un coup d'État le 1^{er} février 2021 au matin, j'ai attrapé quelques affaires et j'ai marché au hasard des rues de Rangoon. Depuis, je ne suis pas rentré chez moi.

Depuis le coup d'État, mes collègues et moi jouons au chat et à la souris avec les forces de sécurité. À Rangoon, la plus grande ville de Birmanie, nous organisons des protestations non violentes – de petites manifestations très courtes pour rappeler aux militaires qu'ils ne contrôlent pas tout. Une manière de redonner de l'espoir à nos concitoyens.

C'est une vie dangereuse et solitaire. Je passe la quasi-totalité de mon temps dans des planques – j'en ai connu six. J'ai 27 ans, et, depuis juillet, je n'ai pratiquement pas quitté l'appartement dans lequel je vis

actuellement. C'est comme si une ligne invisible mais infranchissable me séparait du monde. Je ne peux plus sortir pour aller au marché, rendre visite à des amis ou simplement regarder le ciel étoilé. Je passe le plus clair de mon temps devant mon ordinateur dans des réunions Zoom à planifier des manifestations avec des membres de mon association d'anciens étudiants de l'université et d'autres militants. Pour ne pas devenir fou, j'ai commencé à jouer de la guitare et je me force à marcher dans mon petit logement au moins vingt minutes par jour.

Chaque fois que je ressens le besoin de sortir et de profiter de la vie, je pense aux conséquences qu'aurait mon arrestation sur ceux qui se battent à mes côtés et au fait que je ne serais plus d'aucune utilité pour la résistance. Mon appartement est à la fois un sanctuaire et une prison.

Lorsque des amis et des camarades sont arrêtés, je suis accablé.

Mais je dois rapidement me ressaisir pour savoir si leur arrestation me met en danger. Je change la carte SIM de mon téléphone portable et je repasse mentalement les échanges que nous avons eus, à la recherche d'informations compromettantes que les interrogateurs militaires pourraient leur soutirer. Nous avons mis en place des protocoles et choisi des informations inutiles pouvant être données pour détourner les autorités ou gagner du temps. Mais que se passera-t-il si ces dernières parviennent à les faire craquer ?

Choix personnel. Les services de renseignements militaires ont des yeux partout, ils sont parfois déguisés en vendeurs de fruits ou en conducteurs de rickshaws. C'est pourquoi seulement cinq personnes savent où je me cache. Je ne considère pas cela comme une fatalité mais comme un choix personnel – c'est moins

déprimant –, et croire en notre cause me remonte le moral.

En 2015, un gouvernement démocratique a été élu à l'issue d'un processus de réforme mené par l'armée. Les forces armées, la Tatmadaw, ont conservé une certaine influence, mais une nouvelle ère semblait s'être ouverte. Jusqu'au coup d'État de 2021.

Je veux continuer à me battre, mais la vie normale que j'ai connue à Rangoon, ma ville natale, me manque. J'ai beau être dans [l'ancienne] capitale, c'est comme si j'étais ailleurs, l'atmosphère de la ville a tellement changé. J'aspire au plaisir simple d'une tasse de thé au lait dans un salon de thé. Mes parents en tenaient un et j'adorais y travailler.

Après le coup d'État, mes parents ont également dû se cacher, de crainte que les militaires ne viennent les arrêter à cause de moi. Je sais où ils sont, mais je ne peux pas leur rendre visite, ni leur dire où je suis.

Résister au régime devient de plus en plus difficile chaque semaine. Juste après le coup d'État, des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue pour protester. Mais la répression de la junte a été brutale. Donc les centaines de personnes qui nous accompagnaient dans les mois qui ont suivi le coup d'État sont passées à quelques dizaines.

Mais nous ne lâchons rien. Nos éclaireurs repèrent les sites qui conviennent – des endroits où il y a beaucoup de monde et des possibilités de s'échapper facilement. Lors de nos manifestations éclair, nous portons des pancartes et nous défilons en chantant des slogans contre la junte. De nombreux vendeurs ambulants et des passants expriment leur soutien, mais ils doivent rester prudents. La manifestation ne dure que quelques minutes, ensuite nos militants s'éparpillent dans la nature.

L'année dernière, dans un bus à Rangoon, j'ai demandé aux passagers de réciter avec moi un petit texte où ils promettaient de demander justice pour les militants que l'armée venait de faire exécuter et de se battre pour la justice et l'égalité. Ils l'ont fait, faisant le salut à trois doigts, signe de ralliement de l'opposition. Une vidéo de la scène a été mise en ligne. Peu après, j'ai dû changer deux fois de repaire.

Les risques sont énormes. Un militant a été arrêté alors qu'il se rendait à l'une de nos réunions. Peu après, les militaires l'ont forcé à nous appeler pour nous convaincre de le retrouver quelque part. À mots couverts, mon camarade nous a fait comprendre qu'il était en détention. Nous nous sommes immédiatement rendus dans sa planque et avons détruit tout ce qui était compromettant. L'armée a fait une descente dans l'appartement peu de temps après.

“Nos manifestations ne durent que quelques minutes, ensuite nos militants s'éparpillent.”

Nan Lin

Le jour du coup d'État, il y a deux ans, j'ai vu la colère, la peur, la tristesse et l'incertitude sur les visages des Birmans. Tous s'efforçaient de comprendre ce que cela allait changer pour eux et pour leur pays. Aujourd'hui, les gens ne le reconnaissent plus : il y a de graves difficultés économiques, une inflation galopante et plus de criminalité, sans parler de toutes les autres souffrances qui touchent d'innombrables familles. Mais nous avons absorbé le choc et sommes déterminés à trouver une fin heureuse à ce sombre épisode.

—Nan Lin, publié le 19 mars



Une attaque meurtrière

●●● Un bombardement ordonné par l'armée birmane a tué au moins 170 personnes dans la région de Sagaing, dans le nord du pays, le 11 avril. La cible de l'attaque, explique **Myanmar Now**, était la cérémonie d'ouverture du bureau de l'administration dans le village de Pa Zi Gyi, géré par le Gouvernement d'union nationale (GUN). Celui-ci a été créé au lendemain du coup d'État militaire du 1^{er} février 2021 par des parlementaires élus. La junte le qualifie d'organisation terroriste. De nombreuses familles avec des enfants étaient présentes au moment des festivités. En utilisant la force brutale, le régime de Min Aung Hlaing, le général à la tête de la junte, "annihile toute possibilité de réconciliation", assène Myanmar Now. Équipée de bombardiers chinois et russes, l'armée birmane domine le ciel. Mais au sol, la résistance, menée par une partie des civils et les forces armées ralliées au GUN, ne permet pas à la junte de contrôler le pays. Critiquée au niveau international, cette attaque est possiblement la plus meurtrière depuis le coup d'État, souligne **The Guardian**.

PAKISTAN

Laissons les filles étudier !

La discrimination contre les femmes est une des plaies du pays. Prenant l'exemple du regret infini de sa mère de ne pas être allée à l'école, ce chroniqueur plaide pour l'éducation des filles.



—Dawn (Karachi, Lahore, Islamabad)

Il y a près de quarante ans, dans un village reculé du nord-ouest du Pakistan, vivait une petite fille qui était l'aînée d'une grande fratrie. Elle voyait ses frères partir à l'école tous les jours, mais sa famille ne lui permettait pas de faire de même. À 10 ans, elle exprime son désir de lire, d'écrire et d'aller à l'école comme eux. Sa grand-mère est d'accord. Elle lui achète alors une *takhti* [une ardoise en bois] pour écrire. La petite fille est très heureuse. Elle va à l'école avec une ponctualité religieuse. Tous les soirs, elle nettoie soigneusement sa tablette pour pouvoir la réutiliser le lendemain.

Il ne faut pas plus de quelques jours avant que, un soir, un religieux et membre d'un groupe politico-religieux local leur rende visite. Il voit la *takhti* de

la fillette et interroge sa grand-mère. Celle-ci lui répond qu'il appartient à sa petite-fille, qui aime étudier et va à l'école tous les jours. À ces mots, l'homme se met en colère. "Envoyer les filles à l'école est contraire à nos traditions et à nos valeurs. Si elle apprend à écrire, elle va se mettre à écrire des lettres à des garçons, et l'honneur de votre famille sera sali", tempête-t-il. Il convainc la grand-mère de cesser d'envoyer la petite fille à l'école, et jamais plus celle-ci ne sera autorisée à y mettre les pieds.

Rêves brisés. Cette petite fille, c'est ma mère. Elle m'a souvent raconté cette histoire, les yeux baignés de larmes et la voix étranglée par l'impuissance. Et mon cœur se serre chaque fois que je pense à l'enfant qu'elle était : trop jeune pour pouvoir s'opposer. Il aura suffi d'une vague éventualité qu'elle écrive des lettres à un

garçon pour la priver d'éducation et briser ses rêves.

Chaque année, depuis 2018, à l'occasion de la Journée internationale des femmes, une marche est organisée dans plusieurs villes du Pakistan pour dénoncer les injustices auxquelles sont soumises les femmes à cause du patriarcat. Cette année, je me suis rendu à la manifestation avec une pancarte sur laquelle était écrit : "Je manifeste pour ma mère qui n'a pas eu le droit d'aller à l'école."

J'ai ensuite posté un fil de discussion sur Twitter pour raconter son histoire, et le tweet est devenu viral. De nombreuses personnes ont été émues et m'ont envoyé des messages de solidarité. Ce qu'a vécu ma mère n'est pas un cas unique. C'est l'histoire de millions de femmes au Pakistan et dans le monde entier.

J'ai partagé son histoire, et de nombreuses personnes ont également évoqué d'autres histoires de femmes. Deux d'entre elles m'ont particulièrement choqué. L'un de mes amis m'a raconté que sa mère était la cinquième fille de sa famille. Lorsqu'elle est née, ses parents étaient tellement déçus que sa mère a refusé de l'allaiter pendant deux jours. Un autre sur Facebook expliquait que sa mère n'avait pas pu aller à l'école parce que son frère avait menacé de se suicider, jugeant déshonorant pour ses sœurs de côtoyer des garçons à l'école.

Toutes ces histoires attirent l'attention sur un problème plus général. Il existe un énorme déséquilibre de genre à l'école primaire au Pakistan. Selon la Banque mondiale, le nombre de filles non scolarisées est supérieur de 2 millions à celui des garçons au Pakistan – soit 12 millions de filles au total.

Le Pakistan occupe l'avant-dernière place (145 sur 146), derrière l'Afghanistan, en matière d'égalité hommes-femmes, selon le classement du "Rapport annuel sur les inégalités de genre dans le monde", établi par le Forum

économique mondial. En matière de participation à l'économie et de débouchés économiques pour les femmes, le Pakistan se classe une fois de plus à l'avant-dernière place, tandis qu'en matière de niveau d'éducation, le Pakistan se classe 135^e sur 146 pays.

Aller à l'université est une gageure pour les Pakistanaïses. Selon les statistiques de la Banque mondiale de 2019, les femmes ne représentent que 12 % des étudiants dans l'enseignement supérieur au Pakistan, contre 20 % au Bangladesh et 30 % en Inde.

Sauver notre pays. Le peu de cas que l'on fait de l'éducation des femmes dans notre société s'explique facilement. L'une des principales raisons est que les mentalités n'ont pas beaucoup changé ces dernières décennies. Chaque fois qu'une voix s'élève pour défendre les droits des femmes, elle se heurte à une résistance. La majorité des gens ne comprend pas l'importance de l'éducation et de l'émancipation des femmes, et ne se rend pas compte à quel point une femme qui fait des études peut changer le destin de plusieurs générations.

Notre pays a plus que jamais besoin de femmes éduquées. Le Bangladesh est un excellent exemple à cet égard. Il a émancipé les femmes en les envoyant à l'école et les a intégrées à la population active pour qu'elles puissent participer à la croissance de l'économie, au lieu de les confiner entre quatre murs. Nous avons besoin d'une telle vision d'avenir pour sauver notre pays. Mais surtout, c'est l'avenir que méritent les femmes pakistanaïses.

Si nous éduquons toutes nos filles, nous pourrions créer une société qui se débarrassera peu à peu de l'extrémisme, de l'intolérance et de la misogynie. Nous pourrions ainsi laisser un Pakistan meilleur aux générations futures.

—Ehtesham Hassan, publié le 18 mars

LES MOTS DES AUTRES

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

RÈGLES DU JEU EN LIGNE

1

Inscrivez-vous pour accéder au jeu et explorez six régions suisses dessinées.

2

Dans chaque carte, choisissez votre parcours et tentez d'atteindre la destination finale indiquée au début du jeu.

3

Si vous réussissez, vous obtiendrez un tampon dans votre carnet de voyage.

4

Une fois les six tampons obtenus, vous deviendrez Aventurier.e d'or.

5

Six Aventurier.e.s d'or seront tiré.e.s au sort. Chacun.e gagnera un voyage pour deux personnes en Suisse.

6

La première région est accessible dès le 30 mars. Les suivantes toutes les deux semaines.

DESTINATION À TROUVER DANS LA RÉGION DU VALAIS



Le Gornergrat

C'est au Gornergrat que vous aurez la plus belle vue panoramique sur le Cervin. Entouré de 29 sommets de 4000 mètres, le Gornergrat culmine à 3100 mètres. Pour atteindre ce sommet, il faut emprunter un train à crémaillère au départ du village piéton de Zermatt.

PROCHAINE RÉGION DISPONIBLE LE 4 MAI

La première région est accessible !
Jouez dès maintenant sur :
evenements.courrierinternational.com/suisseaventure



© SAASTAL TOURISMUS AG/SUISSE TOURISME

ENVIE DE PARTIR EN VACANCES EN SUISSE ?

À l'image d'une course d'orientation, partez à la découverte de la Suisse à la recherche du bon itinéraire. Berne, Valais, Fribourg, Jura & Trois-Lacs, Vaud, Tessin, toutes les deux semaines, explorez une des six régions suisses dans un décor immersif et interactif 100 % illustré. Six participants seront tirés au sort et remporteront chacun un incroyable voyage pour deux personnes !

30 mars — Région de Berne
6 avril — Région Jura & Trois-Lacs
20 avril — Région du Valais
4 mai — Région de Fribourg
18 mai — Région de Vaud
1^{er} juin — Région du Tessin
15 juin — Accès aux 6 régions
10 juillet — Annonces des 6 gagnants





Suisse.



VALAIS. Sommets vertigineux et décharges d'adrénaline garanties à Saas-Fee

Ce coin enchanteur du canton suisse du Valais revendique des téléphériques grim pant à des hauteurs improbables, le restaurant le plus haut d'Europe, un glacier fourmillant de skieurs en plein été et des marmottes se promenant à leur aise.

Un autobus jaune négociant les virages avec une aisance inusitée nous emmène au cœur de Saas-Fee, dernier centre de civilisation idyllique, où nous faisons étape avant de nous retrouver face à une couronne de sommets enneigés : les Alpes suisses, dans toute leur splendeur verticale, leur hauteur sauvage, leur beauté féroce. Le grondement du bus est le dernier bruit de moteur qu'entend le voyageur dans ce célèbre village niché à 1800 mètres d'altitude dans le canton du Valais. Car, depuis 1951, la voiture a été bannie de Saas-Fee. Une voiturette de golf est le moyen de transport le plus rapide pour parcourir les rues pavées, ponctuées de chalets suisses traditionnels devancés par de grands balcons en bois débordant de fleurs.

En été, c'est ici que se retrouvent les sportifs et voyageurs amoureux de la montagne, qu'ils soient professionnels ou amateurs. Les premiers sont les seuls qui en cette saison estivale ont accès aux 20 kilomètres de pistes du glacier d'Alalin. Elles sont généralement ouvertes à tous les passionnés, mais cette année les neiges éternelles d'Europe ont particulièrement souffert de la canicule, et cet été seuls ceux qui ont besoin de s'entraîner sont autorisés à dévaler

les pistes en ski. On estime que plus de 70 % des médailles des derniers Jeux olympiques de Tokyo étaient venus s'entraîner sur ce vaste domaine skiable.

AU CŒUR DE 13 SOMMETS

Ceux qui préfèrent enfile des chaussures de marche trouveront leur bonheur sur des kilomètres de pistes et sentiers de randonnée. Saas-Fee est entouré de 13 sommets de plus de 4000 mètres, parmi lesquels le Dom, qui culmine à 4545 mètres dans le massif des Mischabels, et l'Allalinhorn, qui donne son nom au glacier. À 4027 mètres, c'est l'une des ascensions les plus populaires de la vallée et, de l'avis général, l'un des 82 sommets de plus de 4000 mètres les plus accessibles des Alpes.

Bien sûr, il n'est pas indispensable de gravir un sommet pour savourer ces superbes paysages. Depuis le village même, les remontées mécaniques vous emmènent à des hauteurs vertigineuses. Si vous souhaitez vous rapprocher de l'Allalinhorn, un confortable funiculaire vous conduira à la station de Mittelallalin (3500 mètres), également réputée pour son restaurant tournant, le plus haut du monde.

Si vous recherchez plutôt une carte postale idyllique de toute la vallée, vous préférerez vous rendre à Hannig, en empruntant la télécabine qui part à l'autre bout du village et offre des vues spectaculaires sur toute la couronne de sommets. À partir de là, mille possibilités de randonnées s'offrent à vous. Les environs de Saas-Fee ne comptent pas moins de 350 kilomètres de sentiers balisés, de quoi occuper toute une vie !

Les plus aventureux choisiront peut-être une attraction plus casse-cou : la via ferrata Gorge Alpine, un circuit sportif traversant des ponts suspendus et des gorges spectaculaires. Cela étant, l'activité la plus populaire de Saas-Fee n'a rien à voir avec l'adrénaline, bien au contraire. Les visiteurs se régaleront en allant à la rencontre des habitants les plus sympathiques de la vallée, les marmottes. Lorsqu'elles sortent d'hibernation, ces adorables boules de poils, friandes de carottes, sortent de leur terrier pour s'égailler dans les champs et accourir au-devant du premier venu. En suivant le sentier circulaire de Spielboden, juste à la sortie du village, vous croirez à coup sûr leur route.

Marta González-Hontoria - El Mundo

ILLUSTRATION © VERANE COTTIN / PHOTO © SUISSE TOURISME / GRAHISME CLAIRE@LILIKLIK.COM

Prochaine région disponible le 4 mai

evenements.courrierinternational.com/suisseaventure



↓ Benjamin Nétanyahou.
Dessin d'Osama Hajjaj, Jordanie.



—Ha'Aretz, extraits (Tel-Aviv)

La probabilité qu'Israël se retrouve impliqué dans un conflit armé a nettement augmenté ces derniers mois. Telle est la conclusion du renseignement militaire [israélien] : tant la direction militaire que les décideurs politiques sont conscients du risque.

Le renseignement militaire ne pense pas en revanche que la probabilité d'une guerre [imminente] soit élevée; il estime que l'Iran, le Hezbollah et le Hamas n'ont pas nécessairement intérêt à voir éclater un conflit ouvert et direct.

Pour autant, les protagonistes du camp adverse sont prêts à redoubler d'audace dans leurs opérations offensives, notamment parce qu'ils jugent Israël affaibli par une crise interne qui s'envenime, ce qui réduit sa marge de manœuvre stratégique.

Le renseignement militaire juge dès lors plus probable aujourd'hui qu'une série d'affrontements sur différents fronts ne dégénère en une guerre de

Israël. Nétanyahou entre deux feux



FOCUS

Affaibli en son sein, l'État hébreu a été pris de court par une escalade militaire soudaine sur plusieurs fronts, alors que le Premier ministre israélien doit déjà composer avec un changement stratégique majeur dans la région.

grande envergure, même si personne n'en avait l'intention au départ. C'est l'amoncellement de nuages noirs dont parle le renseignement israélien depuis plusieurs mois. Et cela vient se greffer à la crise interne, provoquée par les tentatives du gouvernement israélien de réduire le pouvoir de la justice [engendrant une contestation inédite depuis janvier].

Pendant ce temps, plusieurs des prévisions concernant le mois du ramadan se sont déjà

vérifiées. On a vu deux échauffourées éclater entre la police et les fidèles musulmans dans la mosquée Al-Aqsa de Jérusalem, des attentats meurtriers dans la vallée du Jourdain et à Tel-Aviv, ainsi que des tirs de roquettes en provenance du sud du Liban, du sud de la Syrie et de la bande de Gaza.

Menaces multiples. L'escalade du ramadan est venue s'ajouter à trois tendances notables qui ont modifié le contexte stratégique

d'Israël : une baisse de l'intérêt des États-Unis pour la situation au Moyen-Orient; le nouvel aplomb de l'Iran, dont témoignent en partie ses tentatives de braver Israël frontalement; et l'instabilité croissante sur le front palestinien.

Le changement de stratégie des États-Unis dans la région a accéléré la détente entre l'Iran et les pays sunnites, l'exemple le plus flagrant étant la réconciliation entre l'Arabie saoudite et l'Iran [parrainée par Pékin].

Parallèlement, la défense israélienne a constaté une évolution progressive de la politique israélienne de Téhéran. L'Iran s'oriente désormais vers une rivalité stratégique ouverte avec Israël, et les projets d'attaques contre l'État hébreu prennent bien plus de place dans les priorités stratégiques de Téhéran.

Une série d'affrontements pourrait dégénérer en une guerre de grande envergure.

La Force Al-Qods des Gardiens de la révolution, les agences de renseignements iraniennes et le Hezbollah, tous redoublent de virulence à l'égard d'Israël, suivant l'ordre de Khamenei [le guide suprême iranien].

Cette position nouvelle de l'Iran est une réaction directe aux menées au long cours dont le régime accuse Israël : une multiplication des attaques sur le sol iranien (le sabotage des installations nucléaires et les assassinats de spécialistes de l'atome et de gardiens de la révolution) et des frappes aériennes sur des convois d'armes et des bases iraniennes, pour l'essentiel en Syrie.

Téhéran a eu récemment d'autres raisons de se frotter les mains, en plus du retrait américain et des problèmes internes d'Israël. Après plusieurs mois, les manifestations contre le hidjab semblent s'essouffler dans le pays, et le régime a repris la main sur le front intérieur.

Par ailleurs, son alliance cynique avec Moscou galvanise l'Iran, qui espère obtenir de la Russie des avions de chasse et des systèmes de défense aérienne dernier cri en échange des drones armés livrés au Kremlin pour servir dans le conflit ukrainien.

Parallèlement, l'Iran consolide sa position d'État quasi nucléaire que seule une décision sépare désormais de la bombe. Si l'on en croit les estimations du gouvernement américain, il faudrait une douzaine de jours pour enrichir suffisamment d'uranium et atteindre les 90 % [d'enrichissement] nécessaires pour fabriquer une bombe nucléaire, et deux années supplémentaires – ou un peu moins – pour la rendre opérationnelle.

La nouvelle politique iranienne coïncide avec une scène palestinienne en pleine ébullition. Si le Hamas cherche toujours à éviter le conflit à Gaza, il se montre beaucoup plus ambitieux ailleurs, notamment à Jérusalem et en Cisjordanie, où il multiplie les appels aux attentats.

Concernant l'Autorité palestinienne, non seulement elle est affaiblie, corrompue et s'abstient de déjouer les attaques, mais elle est empêtrée dans une guerre de succession qui dégénère à laquelle des tiers, dont les Américains, se mêlent hardiment.

Si le niveau élevé de violence en Cisjordanie n'a plus rien d'inhabituel, deux événements hors normes se sont produits au Liban – des tirs de roquettes le 7 avril et un attentat à Megiddo le 13 mars. Le terroriste qui a franchi la frontière libanaise pour poser une bombe au carrefour de Megiddo, à 70 kilomètres au sud de la frontière, avait été envoyé par le Hezbollah.

Risposte mesurée. Ces deux derniers épisodes libanais ont pour dénominateur commun une volonté de s'écarter des règles du jeu en vigueur et de miser sur un durcissement, malgré le risque de provoquer un retour de bâton de la part d'Israël. Mais, dans la pratique, les réactions d'Israël ont été mesurées.

Nétanyahou s'est rangé aux recommandations de l'armée : au vu de la situation dans la région et de la gravité de la crise interne que traverse Israël, mieux vaut ne pas déclencher de conflit avec le Hezbollah tout de suite.

Même les ministres d'extrême droite au sein du cabinet de sécurité israélien, Itamar Ben-Gvir et Bezalel Smotrich, ont voté en faveur d'une riposte plutôt mesurée que Nétanyahou appelait de ses vœux.

Les résultats désastreux d'un sondage de la chaîne d'information Channel 13 News demandant aux gens pour qui ils voteraient si des élections étaient organisées aujourd'hui sont sujets à polémique, mais on ne saurait occulter la tendance manifeste actuelle, qui est celle d'une défiance accrue à l'égard du gouvernement en raison de son bilan déplorable.

Les membres de la coalition au pouvoir trouvent donc d'autres moyens de passer leur frustration,

essentiellement en rejetant la responsabilité sur la gauche, les médias et la défense.

Nétanyahou s'est adressé à la nation à la télévision [fin mars] pour deux raisons qui ne sont apparues qu'au fil des événements qui ont suivi. Pour commencer, il semble évident qu'il était sous pression depuis le funeste sondage publié dimanche. C'était ensuite l'occasion pour lui de mettre un terme à l'affaire Gallant en annonçant que le ministre de la Défense serait finalement maintenu à son poste [Nétanyahou l'avait limogé fin mars pour s'être opposé au projet de réforme judiciaire].

Concernant le reste [de son intervention], le Premier ministre n'a évidemment pas daigné assumer la responsabilité de la situation sécuritaire actuelle d'Israël : même si elle a commencé du temps de ses prédécesseurs, elle s'est envenimée sous son mandat en cours. Au passage, Nétanyahou a tenté d'attribuer à ses adversaires [politiques] les tirs de roquettes en provenance du Liban. Une affirmation douteuse – comme si tout avait pour origine l'accord délimitant les frontières maritimes [entre Israël et le Liban] signé en octobre dernier [par l'ancien Premier ministre].

Si Nétanyahou a réussi à perturber les programmes du soir à la télévision, il est peu probable que son intervention ait séduit de nouveaux partisans. C'est peut-être même le contraire : il a cet air désorienté et contrarié d'un dirigeant qui perd la main.

—Amos Harel, publié le 11 avril

SOURCE

HA'ARETZ
Tel-Aviv, Israël
Quotidien, 70 000 ex.
haaretz.co.il
Premier journal publié en hébreu sous le mandat britannique, en 1919, "Le Pays" est le journal de référence chez les politiques et les intellectuels israéliens. Aujourd'hui situé au centre gauche, Ha'aretz a toujours cultivé une ligne éditoriale libérale indépendante du mouvement travailliste et davantage encore de la droite nationaliste.

Un de Gaulle à Jérusalem

●●● "Les cent premiers jours de Nétanyahou ont été un désastre total, plaçant Israël à un tournant historique et ouvrant la voie à de (sombres) scénarios", résume le journaliste palestinien Marwan Bishara dans **Al-Jazeera**.

Si ce gouvernement, le plus à droite de l'histoire de l'État, doit rester au pouvoir, Israël deviendra "une combinaison d'autocratie et de théocratie" et les "espoirs ou illusions de paix" avec la Palestine s'évaporeront, met en garde l'auteur, craignant une "nouvelle crise dans les Territoires [occupés]". Il critique l'indifférence "irresponsable" de Nétanyahou face à la montée de la grogne sociale et de l'insécurité. Et conclut : "La seule manière de briser le cercle vicieux de l'extrémisme et de l'instabilité [...] est qu'Israël produise son propre de Gaulle, capable de mettre fin à l'occupation, comme l'ont fait les Français en Algérie, ou son propre de Klerk [qui fut président de l'Afrique du Sud] pour mettre fin à l'apartheid."

Une situation inédite

Israël se retrouve pris à son propre piège, fragilisé à l'intérieur et isolé à l'extérieur. Sa vulnérabilité encourage ses ennemis à se mobiliser davantage, analyse ce politologue palestinien.

—Middle East Monitor, extraits (Londres)

L'agression par Israël des fidèles à la mosquée Al-Aqsa [dans la nuit du 4 au 5 avril] a eu de nombreuses conséquences. Des roquettes ont été tirées depuis la bande de Gaza, et plusieurs attentats ont été menés en Cisjordanie, mais le plus frappant reste ces tirs de roquettes depuis le sud du Liban, suivis de ripostes israéliennes contre Gaza et le pays du Cèdre.

Israël s'est trouvé triplement pris au dépourvu. D'abord par l'origine de la réplique : alors que l'État hébreu s'attendait à des tirs de Gaza en réaction à l'intervention dans la mosquée Al-Aqsa, c'est du sud du Liban qu'est venue la pluie de roquettes sur le nord d'Israël.

Dangers. Deuxième surprise, l'ampleur de ces tirs : les Israéliens ne s'attendaient pas à être frappés par des dizaines de roquettes, comme cela fut le cas en 2006 [lors de la guerre de trente-trois jours entre Israël et le Hezbollah].

Troisième motif de surprise : la raison de ces tirs, qui répondaient

donc à l'agression d'Al-Aqsa, comme pour bien montrer que les événements ayant eu lieu dans la mosquée touchaient bien plus de monde que les seuls Palestiniens des Territoires occupés.

Il est difficile de considérer les événements sanglants survenus à la mosquée Al-Aqsa sous les yeux du monde entier sans prendre en compte les nombreuses tensions qui affectent la sécurité d'Israël sur tous les fronts, sur

Les Israéliens ont découvert médusés leur pays frappé en plein jour, et sans préavis.

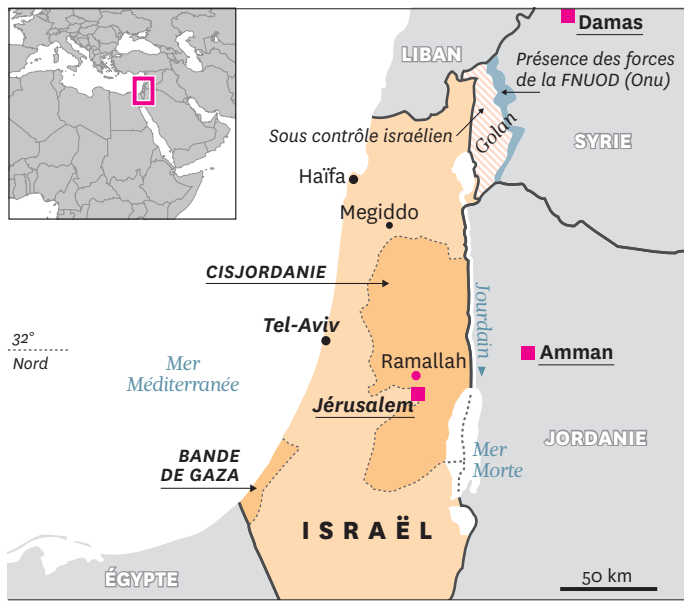
son territoire comme à l'extérieur. Ce ne sont évidemment pas de simples coïncidences, d'autant que nous sommes en plein ramadan, le mois le plus saint de l'islam.

Les dangers en matière de sécurité sont immenses pour Israël, ce qui explique pourquoi Benjamin Nétanyahou a finalement décidé de conserver son poste de ministre de la Défense après avoir brutalement décidé de le limoger.

Les Israéliens, qui se sont toujours félicités des talents de leurs services de renseignements, capables de suivre les Palestiniens à la trace, ont découvert médusés leur pays frappé en plein jour, et sans préavis, par des missiles tirés depuis le sud du Liban. L'échec du renseignement israélien est retentissant.

Selon des rapports de l'armée et des services de sécurité d'Israël, des représailles devraient avoir lieu à Gaza et au Liban. Si Israël n'est pas vraiment décidé à aller à la confrontation avec le Hezbollah, viser Gaza sera sans doute plus facile que de s'en prendre au Liban, et les implications régionales seront moindres.

Il est évident que l'armée israélienne a fait une bourde. Pour



COURRIER INTERNATIONAL



↓ Dessin de Ramsés,
Cuba.

le moment, elle est confrontée un dilemme : comment éviter l'escalade ?

Les Israéliens sont convaincus que ce qui est arrivé est le résultat de la faiblesse du gouvernement, qui a mis à mal la dissuasion militaire et sécuritaire du pays.

Affaiblissement. L'opposition dit avoir prévenu que les politiques du gouvernement de Nétanyahou allaient mettre en péril la sécurité de l'État. Et les faits confirment aujourd'hui plus que jamais, selon eux, que Nétanyahou représente personnellement une menace pour la sécurité d'Israël.

Les Israéliens reconnaissent se trouver face à une situation inédite, où Israël s'effondre de l'intérieur et est isolé à l'extérieur. Sa capacité de dissuasion en est amoindrie, et cette faiblesse encourage les ennemis d'Israël à se mobiliser. L'État hébreu affirme en effet que les tirs de roquettes depuis de multiples endroits sont le résultat d'une action coordonnée entre les différentes organisations armées.

La détérioration de la sécurité d'Israël et l'épuisement de ses forces au sein des Territoires occupés sont presque inédits. Quant à la situation sur le plan intérieur, elle témoigne d'une division qui pourrait donner à la résistance [palestinienne] l'occasion d'intensifier ses frappes dans plusieurs régions et sur plusieurs fronts. Finalement, Israël n'est pas une superpuissance, puisqu'il subit des menaces et des pressions et, malgré sa force militaire, a aussi ses limites.

—Adnan Abu Amer,
publié le 11 avril

SOURCE



MIDDLE EAST MONITOR

Londres, Royaume-Uni
middleeastmonitor.com

Ce site créé en 2009 couvre essentiellement l'actualité en Palestine et dans le monde arabe. À travers ses articles ou ses revues de presse, ce média dit vouloir "compenser" la mésinformation "au cœur du conflit" israélo-palestinien en offrant un contenu objectif et alternatif à ses lecteurs, notamment les "partisans de la cause palestinienne".

À quoi joue Téhéran ?

●●● Parrain du Hezbollah et du Hamas, l'Iran a choisi de provoquer une escalade sur plusieurs fronts.

La tendance est pourtant à l'apaisement avec le monde arabe, y compris avec certains alliés d'Israël. Et l'accord avec l'Arabie saoudite prévoit une non-ingérence dans les affaires de la région. Alors pourquoi ce pari risqué ? s'interroge le quotidien libanais **L'Orient-Le Jour**.

L'attaque du 6 avril menée contre Israël depuis le Sud-Liban, fief du parti armé pro-Téhéran Hezbollah, pourrait s'expliquer par une tentative de sabotage de l'accord. "Certains groupes [en Iran] n'ont pas intérêt à une détente irano-saoudienne. Il est possible que ces frappes soient le reflet de dissensions au sein de l'appareil d'État iranien."

Seconde lecture possible : "L'Iran, dans son ensemble, est à la manœuvre et considère que la détente avec l'Arabie lui permet de concentrer ses efforts contre les États-Unis et, surtout, contre Israël", alors qu'il était focalisé sur sa lutte d'influence avec l'Arabie saoudite sur plusieurs terrains (Yémen, Liban...). En frappant Israël depuis le Sud-Liban, Téhéran envoie également un message à Riyad, inflexible sur le dossier libanais, estime *L'Orient-Le Jour*, "en refusant d'avaliser la candidature de Sleiman Frangié, candidat du Hezbollah, à la présidence de la République", vacante depuis octobre 2022.



Vers une guerre régionale ?

À terme, la montée des tensions peut déboucher sur un conflit généralisé mené simultanément dans la bande de Gaza, au Liban et en Syrie, analyse ce quotidien israélien de centre droit.

—Yediot Aharonot
(Rishon Lezion)

Pour les ennemis d'Israël, les étoiles se sont parfaitement alignées. En cause, une fracture politique profonde, une implication sans précédent de Tsahal [armée israélienne] dans le conflit intérieur, une grave dégradation de l'image internationale d'Israël, de fortes tensions avec le gouvernement américain et des dommages économicques.

La position en retrait de Washington au Moyen-Orient met à mal ses alliances aux yeux

des dirigeants régionaux. Quant au monde arabe sunnite, il se désespère de la faiblesse de ses alliés stratégiques et est contraint de feindre la détente avec ses adversaires les plus acharnés que sont l'Iran et la Syrie.

Fracture profonde. Enfin, les relations entre Israël et ses alliés [arabes] régionaux (la Jordanie, l'Égypte et les États du Golfe signataires des accords d'Abraham) se tendent, sur fond de violences sur le théâtre palestinien en général et sur le mont du Temple en particulier, tandis que l'espoir de nouvelles avancées dans le processus

de normalisation israélo-arabe s'estompe.

Dans ce contexte, les ennemis d'Israël font preuve d'une audace croissante pour vérifier si sa résilience, sa vigilance et sa capacité de dissuasion restent ce qu'elles étaient ou s'il est possible de tracer de nouvelles lignes rouges.

Il est possible que l'Iran, le Hezbollah et le Hamas se mettent à rivaliser d'audace.

Le Hezbollah l'a bien démontré dans l'attaque menée près de Megiddo, à proximité de la Judée-Samarie [Cisjordanie] par un combattant libanais infiltré [le 13 mars], tandis que les Iraniens lançaient un drone sur la Galilée à partir du territoire syrien, contraignant Tsahal à détourner le regard vers la Syrie.

Le Hamas est évidemment le décodeur le plus rapide et le plus précis du piège dans lequel risque de se retrouver Israël. Ce mouvement palestinien considère qu'au vu de ses tensions internes Israël n'a ni l'envie ni la capacité de lancer une vaste campagne dans la bande de Gaza, ce qui permet au Hamas de frapper l'État juif avec des attaques terroristes en Judée-Samarie [Cisjordanie] et à Jérusalem, ainsi que des tirs de roquettes à partir de Gaza. Mais aussi – fait nouveau – à partir du Liban, sans craindre que cela ne limite les quelques assouplissements accordés par Tsahal ces deux dernières années à la population civile du petit territoire.

Il y a un demi-siècle, une fracture interne aussi profonde que celle que nous connaissons aujourd'hui aurait depuis longtemps encouragé les ennemis d'Israël à lancer une attaque surprise sur le modèle de la guerre du Kippour [octobre 1973].

Cependant, nos ennemis actuels ne disposent pas de la puissance de feu de l'Égypte et de la Syrie en 1973. Et, plus important encore, ils s'appuient sur des théâtres internes extrêmement fragiles : les graves tensions entre la population iranienne et la République islamique ont débouché sur un bain de sang en 2022 ; l'État libanais fait toujours

les frais d'un dysfonctionnement chronique; et, enfin, le sort de la bande de Gaza dépend intégralement du bon vouloir d'Israël.

Pourtant, il est possible que, sans même se concerter, l'Iran, le Hezbollah libanais et le Hamas palestinien se mettent à rivaliser d'audace, par exemple en multipliant les attentats contre des civils israéliens ou les attaques contre nos infrastructures.

De telles initiatives se heurtent déjà aujourd'hui à une vive réplique d'Israël, comme en témoignent les dommages causés à des infrastructures iraniennes sur le front nord [en Syrie]. Cette réaction risque de s'intensifier compte tenu de l'ambition d'Israël de prouver que ni sa puissance de feu, ni sa résilience, ni sa capacité de dissuasion ne sont affectées par la crise politique intérieure.

Escalade. Le problème, c'est qu'un tel scénario est la recette parfaite d'une escalade rapide et pas forcément planifiée, sur le modèle de ce qu'Israël a déjà connu par le passé, par exemple lors de l'opération Tzouk Eitan ["Bordure protectrice", juillet-août 2014] contre le Hamas dans la bande de Gaza, de l'opération Homat Magen ["Rempart", avril 2002] contre l'Autorité palestinienne en Judée-Samarie durant la seconde Intifada [2000-2005] et, dans une moindre mesure, de la guerre des Six Jours [juin 1967].

Menée selon la doctrine du Mabam [acronyme hébreu désignant une campagne militaire brève entre deux véritables guerres] observée par Israël

depuis 2006, une campagne fulgurante contre à la fois l'Iran [en Syrie], le Hezbollah et le Hamas pourrait rapidement conduire à une escalade régionale qui aurait également des conséquences négatives dans l'opinion arabe israélienne.

Au vu de la dynamique actuelle, les outils qui étaient jadis efficaces pour Israël sont en train de s'éroder. La diffusion de messages dissuasifs n'a plus qu'un effet limité, compte tenu de la motivation et de l'optimisme qui animent ses ennemis. Pour l'instant, le levier civil de Tsahal parvient encore à préserver une stabilité toute relative en Judée-Samarie [Cisjordanie] et à dissuader les Palestiniens des Territoires de se joindre massivement aux violences, mais il ne pourra indéfiniment empêcher le Hamas d'inciter à un terrorisme "sauvage" du type "loup solitaire".

A priori, sur le plan militaire, Israël est évidemment préparé à une escalade sur plusieurs fronts. Mais la large érosion du consensus interne, qui fut longtemps le secret de sa puissance, pourrait handicaper une campagne militaire que beaucoup d'Israéliens risquent de considérer comme une politique "aventureuse", voire comme une tentative de détourner l'attention de l'opinion publique de la crise de régime actuelle.

Une escalade sur plusieurs théâtres autorisera une mobilisation générale de la population israélienne mais, le jour d'après, le schisme israélien se réveillera et se montrera probablement plus profond qu'aujourd'hui et qu'après la guerre du

À la une



UN PAYS EN TENSION CONSTANTE

"Israël contre Israël" est le titre très évocateur choisi par la revue de géopolitique italienne **Limes** pour introduire son dossier consacré ce mois-ci à l'État hébreu. Un pays désormais "en crise structurelle et en tension constante entre sa nature ethnique confessionnelle et sa nature démocratique", selon le média transalpin. "Qui est vraiment Israël? s'interroge **Limes**. L'existence de l'État hébreu sera en péril s'il ne trouve pas une réponse à cette question."

Kippour ou la première guerre du Liban [1982].

Il s'agit d'une considération stratégique de poids qui mérite d'être prise en compte par l'échelon politique, encore et toujours monopolisé par la mise en œuvre polémique de sa "réforme" judiciaire. S'il est presque certain qu'Israël l'emportera militairement, cela ne résoudra pas, loin de là, sa profonde crise de régime.

—Michael Milshtein, publié le 6 avril

Israël nous ressemble de plus en plus

Pour cette écrivaine saoudienne, l'État hébreu – longtemps une exception dans le paysage politique au Moyen-Orient – risque de devenir comme tous ses voisins : un pays autocratique.

—Asharq Al-Awsat, extraits (Londres)

Dans le monde arabe, et plus généralement au Moyen-Orient, nous aussi avons adopté certains rituels démocratiques en organisant des élections présidentielles ou parlementaires. Même si dans la plupart des cas les résultats sont connus d'avance. Or la démocratie, ce n'est pas seulement des élections. C'est aussi la séparation des pouvoirs, législatif, exécutif et judiciaire. Et dans nos républiques arabes, cette séparation est purement formelle.

Celui qui est au pouvoir domine tous les rouages de l'État, y compris la justice, et plus particulièrement la Cour constitutionnelle. Il peut donc se maintenir au pouvoir ad aeternam, lui ainsi que son parti [ou son clan]. Voilà pourquoi il n'existe pas de véritable démocratie au Moyen-Orient, où les régimes les plus prospères et stables restent des monarchies.

L'exception à la règle était Israël, qui se vantait d'être la seule démocratie dans la région. Depuis sa création, en 1948, cela lui a servi à soigner son image et à se présenter comme étranger au paysage de corruption, d'instabilité chronique [et de tyrannie].

Mais cela semble avoir bien changé depuis les récents événements [en Israël]. Comme toujours, Benyamin Nétanyahou exploite la peur des Israéliens et se présente comme le seul capable d'assurer leur sécurité face au Hezbollah libanais, au Hamas et au Djihad islamique palestiniens.

Il utilisait déjà cette carte sécuritaire pour faire pièce aux tentatives de trouver un accord de paix avec les Palestiniens. Il suffit de rappeler qu'en 1995 il avait exploité l'assassinat de l'homme de paix qu'était l'ancien Premier ministre

Yitzhak Rabin pour expliquer que la paix avec les Palestiniens était un doux rêve et que la seule option était le recours à la force.

Et c'est ainsi qu'il avait réussi à accéder une première fois au pouvoir. Depuis, il a prouvé qu'il était un homme obstiné. Sa vanité est telle qu'aujourd'hui il voudrait contrôler le pouvoir judiciaire pour assurer son immunité et se maintenir au sommet de l'État malgré les accusations de corruption dont il fait l'objet.

Son projet de réforme [de la Cour constitutionnelle] a provoqué des protestations sans précédent en Israël, avec des centaines de milliers de personnes qui lui rappellent les principes démocratiques. Même les réservistes de l'armée sont vent debout contre son projet qui permettrait au gouvernement de choisir les juges.

Il s'agit d'une attaque contre les fondamentaux de la démocratie.

Israël ressemble-t-il désormais à ces pays arabes auxquels il reprochait l'absence de démocratie? En tout cas, le sarcasme avec lequel les Israéliens s'exprimaient au sujet de ces pays s'applique aujourd'hui à Israël lui-même.

Nétanyahou pousse l'audace jusqu'à créer une "garde nationale", autrement dit une milice [aux ordres de l'un de ses alliés, Itamar Ben Gvir]. Devant les Israéliens, il explique qu'elle est destinée à les protéger du danger palestinien, mais la réalité est qu'elle servira à combattre tous ceux qui s'opposeraient à son maintien au pouvoir.

Bref, la démocratie à la Nétanyahou ne déroge pas au modèle de "démocratie" moyen-orientale que nous autres Arabes connaissons si bien : elle se réduit à des slogans qui permettent de se hisser au pouvoir.

—Amal Al-Hazzani, publié le 4 avril



OPINION

Le rêve brisé d'une alliance anti-Iran

●●● L'accord entre Riyad et Téhéran, parrainé par Pékin et annoncé le 10 mars, a changé la donne dans la région, prenant de court Israël et l'isolant encore plus. Depuis les accords d'Abraham, conclus en août 2020, l'État hébreu misait sur un rapprochement avec les pays arabes du Golfe (en plus du Maroc) en vue de la création d'un front uni contre l'Iran.

"Le rêve de Nétanyahou d'une alliance régionale dirigée par Israël avec les États arabes sunnites contre l'Iran a été brisé, à l'heure où les ennemis d'Israël s'unissent", souligne le journaliste Ben Caspit dans **Al-Monitor**.

Cet accord intervient alors qu'Israël est affaibli sur le plan interne et que le rêve de longue date de l'"Axe de la Résistance" (l'Iran et ses alliés) de forger un front uni contre Israël "semble se réaliser, comme en attestent les derniers tirs de roquettes de la bande de Gaza, du Liban et de la Syrie".

"Cet accord confère à l'Iran la légitimité dont il a tant besoin dans le monde arabe et pourrait conduire à d'autres accords avec des États arabes comme l'Égypte, [...] voire, qui sait, déboucher sur une reprise des négociations pour sauver l'accord international sur le nucléaire iranien", analyse Ha'Aretz. Ce qui isolerait davantage Israël à l'échelle régionale.

IRAN

La guerre contre les femmes libres est déjà perdue

Dans une lettre ouverte au chef de la police publiée par le média d'opposition *IranWire*, cette avocate et militante iranienne en exil l'assène : sévir contre les femmes non voilées n'arrêtera pas la marche de l'histoire.



—*IranWire*, extraits
(Londres)

Ne mettez pas le feu au pays, monsieur [Ahmad-Reza] Radan [chef de la police nationale en poste depuis début janvier] ! La société iranienne est un baril de poudre, et il semble que vous ayez été nommé pour la faire exploser en craquant une allumette, mais votre responsabilité historique n'est plus de vous prosterner devant un commandant tétu [en référence au guide suprême Ali Khamenei] qui a fermé les yeux sur les changements au sein de sa société.

Plus de quarante-quatre ans après, la police iranienne se comporte toujours comme aux premières heures de la révolution [islamique de 1979], lorsque le peuple avait peur des menaces de l'ayatollah [Ruhollah] Khomeini [ancien guide spirituel de l'Iran] et des agents des Gardiens [de la révolution islamique, l'armée idéologique du régime iranien].

“Les forces de sécurité tentent de mener la même politique en vigueur depuis l'avènement de la révolution : semer la terreur dans le pays dans le but d'imposer le silence à la société.”

Mais la réalité sociale actuelle est différente. [Une réalité] sur laquelle vous, monsieur Radan, avez fermé les yeux.

Symbole national. L'autrice de cette lettre, qui, avec sa famille, est elle-même victime de votre régime, se souvient bien de ces journées. De ces jours où les parents des victimes de la répression menée par les mollahs baisesaient la tête et allaient, sans protester, dans les prisons pour récupérer les effets personnels et le testament de leur proche exécuté, puis fermaient la porte à tout le monde et pleuraient en secret.

Ce temps est révolu. Depuis, de nouvelles générations sont arrivées. La chair et la peau des femmes ont été exposées [durant plus de quatre décennies] au fouet, à la prison et à la torture.

De nos jours, lorsque les autorités évoquent l'obligation du port du hijab, les femmes n'ont pas peur. Elles se moquent même des ordres du pouvoir.

Désormais, chaque individu que vous opprimez est soutenu par ses voisins, ses amis et ses connaissances. Les gens marchent [la tête haute] jusqu'à sa maison, jusqu'à sa tombe pour exprimer leur solidarité avec la victime et avec sa famille endeuillée. Ils ne craignent plus que leur sécurité soit compromise.

“Aujourd'hui, la femme sans hijab est devenue dans la société l'incarnation de la fierté et de la dignité de toute une nation.”

Monsieur Radan, le bon sens exige que vous ne touchiez pas à ce symbole national.

Contrairement aux accusations des dirigeants, ces femmes ne reçoivent aucun ordre d'aucun [pays] ennemi, car elles agissent selon leurs propres convictions. De leur propre chef, elles ont jeté le hijab obligatoire au feu.

Vous leur avez déclaré la guerre sans penser aux conséquences. Une guerre qui a commencé par le meurtre de Mahsa Amini [Kurde iranienne de 22 ans dont la mort, le 16 septembre dernier, trois jours après son arrestation pour port inapproprié du voile, a déclenché un mouvement de contestation inédit].

Fin du silence. Mais ceux qui portent les armes ainsi que les juges ne sortiront pas forcément vainqueurs de cette guerre. Même le chef du pouvoir judiciaire a admis que toute arrestation de femmes entraînerait des coûts énormes pour le pays.

Des femmes désarmées persistent à défiler la tête nue, malgré leurs sacrifices, la torture endurée en prison ou encore un œil arraché par l'une de vos balles. Elles se promènent devant vos prisons, sur les marchés. Dans les yeux des passants, c'est soit l'indifférence, soit l'admiration. Menacées, elles continuent pourtant de pleurer les victimes et de danser librement. *“Elles partagent leurs vidéos de danse [sur les réseaux sociaux] pour que vous puissiez bien les voir et les identifier. Parce qu'elles n'ont plus peur, ni de vous, ni de la mort, ni de la torture.”*

Les femmes non voilées ne sont pas le problème de votre système. Vous devriez plutôt vous occuper des délinquants et des voleurs. Pourquoi ne prenez-vous pas une décision aussi ferme pour assurer la sécurité dans les écoles de filles et révéler l'identité du groupe qui empoisonne ces élèves ? Dans quel autre pays la police a-t-elle pour tâche d'identifier des personnes sans hijab et de les remettre aux tribunaux ?

Monsieur Radan, avec cette déclaration de guerre contre les femmes non voilées, vous vous moquez de vous-même. Durant toutes ces années, les Iraniennes ont subi diverses violences dans vos commissariats, vos centres de détention et vos tribunaux. Elles sont pleinement conscientes de l'ampleur de la violence étatique. Elles ont connu le viol et le harcèlement sexuel par des policiers et d'autres employés des institutions. Et elles se sont engagées en connaissance de cause dans la bataille pour la liberté.

Si vous pensez pouvoir réduire ces femmes au silence à l'aide de

la technologie, sachez que bientôt se soulèveront des légions d'affamés, d'ouvriers vivant sous le seuil de pauvreté, de retraités et d'enseignants mécontents. Ils attendent le moment opportun pour se battre contre votre régime et régler leurs comptes avec ses représentants une fois pour toutes. Ce jour-là, les atouts technologiques, les policiers armés de balles, de matraques, de gaz lacrymogène et autres instruments de répression ne vous seront d'aucune utilité.

Ne vous lancez pas dans une bataille sans fin avec les femmes. Sinon, vous ne tarderez pas à affronter non seulement les femmes, mais aussi tous les citoyens en colère.

—*Mehrangiz Kar*,
publié le 9 avril

L'autrice

MEHRANGIZ KAR

Née en 1944, Mehrangiz Kar est une avocate et militante féministe qui vit en exil aux États-Unis. Emprisonnée en avril 2000, elle fuit le pays après sa condamnation, en janvier 2001, à quatre ans de prison. Son mari, le journaliste dissident Siamak Pourzand, s'est suicidé en 2011 à Téhéran, après avoir été victime d'une longue période de torture, d'emprisonnement et d'aveux forcés. *“Figure emblématique de toutes les femmes qui osent se battre contre le pouvoir islamiste”*, elle a reçu en 2002 le prix international des droits de l'homme Ludovic-Trarieux.

SOURCE

IRANWIRE

Londres, Iran
iranwire.com

Lancé en 2014 par le journaliste canado-iranien exilé Maziar Bahari, *IranWire* s'est rapidement imposé comme une plateforme très variée d'informations et de reportages, parfois réalisés par des “journalistes citoyens” en Iran. Le site propose une version en anglais, mais seule une infime partie des articles en persan sont traduits.



↳ Dessin de Tom paru dans *Trouw*, Amsterdam.

← 637 S Beaudry Ave
Los Angeles, California
Google Street View
juin 2014 Voir plus de dates



2014

▶ 2022



LE MONDE EST DE PLUS EN PLUS MALADE.

Aidez-nous à soigner les personnes sans domicile. **Faites un don.**



trans-
versales.

économie

Environnement .. 36
Signaux 37

L'économie russe plie mais ne rompt pas

Conjoncture. Le pays a résisté l'an dernier au choc des sanctions occidentales, mais au prix fort. Et les années 2023 et 2024 seront bien plus difficiles, prévient le magazine russe *Profil*.



—**Profil**, extraits (Moscou)

Depuis plus d'un an, l'économie russe subit des sanctions d'une sévérité extrême, mais, en dépit de nombreux pronostics, elle n'est apparemment pas moribonde, loin de là. Une telle résistance ne s'explique pas seulement par une conjoncture favorable ou un heureux concours de circonstances. Les experts le reconnaissent : après le 24 février 2022 [lancement de "l'opération militaire spéciale", la guerre contre l'Ukraine], les autorités économiques de Russie ont agi très efficacement, à la limite de l'illégalité, et elles ont obtenu

des résultats. Mais sera-t-il possible de réagir efficacement aux nouveaux défis ?

L'année 2022 s'est passée dans l'attente d'un effondrement. Les économistes et les médias rivalisaient de prévisions pour savoir combien de temps notre économie et notre marché intérieur pourraient tenir sur leurs réserves. Au début, ils parlaient de trois ou quatre mois, annonçant de "sérieux problèmes" pour l'été. Puis ils ont reporté l'heure H à l'automne, reconnaissant que nos entreprises avaient accumulé tant de stocks pendant la crise du Covid-19 que ceux-ci pourraient durer encore six mois ou davantage.

Aujourd'hui, même les médias occidentaux écartent de plus en plus le risque d'"effondrement économique de Moscou", et insistent davantage sur un retour à la prospérité long et difficile. Contre toute attente, l'économie a bien résisté aux lourdes sanctions occidentales, écrit l'agence [britannique] Reuters. Certes, la Banque centrale de Russie a perdu 300 milliards de dollars de réserves de change en

De nombreuses mesures étaient à la limite de la légalité, mais elles ont porté leurs fruits.

or, mais elle a su empêcher un effondrement du système financier. Moscou s'est trouvé de nouveaux marchés, et pour l'essentiel "Poutine peut être fier de la 'forteresse Russie' bâtie par ses instances financières" [formule d'Alexandra Prokopenko, ancienne conseillère de la Banque centrale].

Des experts russes estiment que la résistance de l'économie et la baisse relativement faible du PIB (selon les chiffres de Rosstat [équivalent de l'Insee], moins de 2,1 %) résultent d'un grand nombre de facteurs. Le choc initial du printemps 2022 a été compensé par des mesures efficaces et ciblées. "Grâce à elles, on a pu éviter une crise monétaire et financière qui aurait pu entraîner une désorientation de l'économie, un effondrement du système bancaire et une très forte inflation, obligeant à dévaluer le rouble", assure Vladimir Kovaliov, analyste pour la société TeleTrade.

Facteur chance. L'augmentation du taux directeur [de la Banque centrale] à 20 %, l'imposition d'un plafond sur l'achat et la conversion de devises ainsi que sur la vente d'actifs russes à des non-résidents – toutes ces mesures, estime-t-il, étaient à la limite de la légalité, mais elles ont porté leurs fruits. Autre décision très importante, à en croire Igor Nikolaïev, directeur de recherche à l'Institut d'économie de l'Académie des sciences de Russie : la mise en place des importations parallèles.

En avril 2022, [le magazine américain] *Forbes* a évalué la chute des importations russes à "au moins 50 %". Mais, dès octobre, l'augmentation mensuelle moyenne du volume des importations parallèles atteignait 18 % (20 % en valeur). Début mars 2023, Bloomberg, citant une source haut placée de l'Union européenne, a constaté que les importations russes étaient pratiquement revenues à leur niveau de 2020.

Certes, le facteur chance a joué. Même si les premières sanctions ont été lourdes, elles ont pénalisé avant tout les importations et les activités des entreprises étrangères, tandis que les exportations étaient relativement peu affectées. Par conséquent, pendant presque toute l'année, l'argent a continué à affluer dans les caisses de l'État, ce qui, venant s'ajouter

à la baisse des importations (d'environ 40 %), a assuré un solde fortement excédentaire des balances commerciales et des paiements. Cela a eu pour effet de soutenir le cours du rouble et les liquidités bancaires, tout en empêchant l'inflation de s'envoler : en moyenne annuelle, cette dernière s'est maintenue à 11,94 % [à titre de comparaison, dans la zone euro, elle était de 6,9 % en mars dernier et de 8,4 % sur l'ensemble de 2022].

Une croissance à coups de dépenses publiques revient à un simulacre de développement.

Par ailleurs, au cours de l'année, les prix élevés des principaux produits d'exportation russe, le pétrole et le gaz, se sont maintenus. Ainsi, la baisse en volume des ventes n'a pas fait diminuer les recettes, elles se sont au contraire accrues.

Enfin, la forte augmentation des dépenses de l'État a joué un rôle essentiel, même si elle s'est faite au prix d'une aggravation du déficit budgétaire. Au dire de Vladimir Kovaliov, les commandes publiques ont contribué à soutenir la production dans divers secteurs, ainsi qu'à préserver les chaînes d'approvisionnement. Fixées dans un premier temps à 29 000 milliards de roubles, les dépenses budgétaires ont atteint 31 000 milliards de roubles [344 milliards d'euros] à la fin de l'année.

Les sanctions à grande échelle contre le secteur pétrolier ne sont entrées en vigueur que fin 2022-début 2023. Il s'agit d'un embargo européen sur les livraisons maritimes ainsi que d'un plafonnement du prix du pétrole [fixé en décembre 2022 à 60 dollars le baril]. Force est de reconnaître que les résultats ne se sont pas fait attendre. D'après l'Agence internationale de l'énergie (AIE), en janvier 2023 les recettes russes liées aux exportations de pétrole et de gaz ont baissé de 38 %, passant à 18,5 milliards de dollars, contre 30 milliards en janvier 2022.

En février, selon une évaluation de Bloomberg, les recettes pétrolières et gazières ont diminué presque de moitié par rapport à l'année précédente. Les

↳ Dessin de Kichka

paru dans *i24News*, Tel-Aviv.

recettes budgétaires provenant des taxes sur le pétrole et les produits pétroliers ont diminué de 48 % : en raison des sanctions, les exportateurs ont dû proposer à leurs partenaires des remises très importantes. Et la forte baisse des volumes de ventes a entraîné une diminution de 42 % des recettes des exportations de gaz.

Toutefois, là encore, les autorités ont pris des mesures adaptées. Moscou non seulement a trouvé de nouveaux acheteurs en Asie, mais encore a formé une “flotte de l'ombre” dans un délai extrêmement court. Constituée de centaines de pétroliers, cette flotte transporte l'or noir en contournant les sanctions. En conséquence, début mars, le prix du pétrole russe se rapprochait du plafond fixé, et même, d'après certains chiffres, l'avait dépassé.

Cela étant, tout a un prix. Le Kremlin finance l'activité économique en aggravant le déficit budgétaire, qui pour l'année 2022 s'est établi à 2,3 % du PIB, ou 3300 milliards de roubles [36 milliards d'euros]. Cette année et les deux suivantes seront également déficitaires. Alors avec quel argent combler ce trou ? Comme l'a observé sur sa chaîne Telegram Natalia Zoubarevitch, professeure à l'université d'État de Moscou, pour l'instant les instances économiques s'attaquent à ce problème de manière avisée : elles puisent dans le Fonds de prospérité nationale (FNB) [fonds souverain] et procèdent à une émission de titres prudente qui “ne perturbe pas les équilibres macroéconomiques”. Des emprunts intérieurs sont lancés et des fonds complémentaires sont collectés sous divers prétextes auprès des grandes entreprises russes.

Optimisme excessif. On a toutefois l'impression que les autorités russes envisagent l'avenir avec un optimisme excessif. Les prévisions officielles de croissance du PIB sont révisées à la hausse mensuellement. Dans sa dernière évaluation “*Que nous disent les tendances ?*”, la Banque centrale table sur une hausse de 1 % du PIB pour 2024 et estime que cette prévision pourrait être revue à la hausse. Le ministère du Développement économique, lui, nous promet 2 %. De son côté, le Fonds monétaire international (FMI) prévoit 0,3 % cette année

[un chiffre porté à 0,7 % en avril. Le FMI attend 1,3 % pour 2024].

Pour la Banque centrale, un généreux soutien budgétaire à l'économie doit constituer le principal outil de stimulation de la croissance. Des fonds qui iront à l'opération spéciale [la guerre] et à l'adaptation de notre économie aux sanctions internationales.

Igor Nikolaïev fait valoir qu'une croissance à coups de dépenses publiques revient à un simulacre de développement. Parler de croissance est prématuré, car on ne sait pas très bien de quelle manière l'obtenir. Elle dépend de dizaines de facteurs, mais en ce qui concerne la Russie on peut en distinguer essentiellement trois : les investissements, la consommation intérieure et les exportations.

L'année dernière, les investissements ont effectivement augmenté de plus de 5 % – les entreprises devaient terminer les projets entamés. Par ailleurs, les

La stratégie juste supposerait de ne pas rechercher la croissance à tout prix.

investissements intensifs dans la substitution aux importations ont empêché l'arrêt de certains secteurs. Mais à l'heure actuelle il n'est pas prévu de hausse des investissements, au contraire on s'attend à une petite diminution, si bien que ce facteur de croissance n'est plus d'actualité.

Qu'en est-il de la consommation ? Selon les prévisions pour 2023 et pour la période planifiée allant jusqu'à 2025, c'est elle qui doit constituer la principale source de croissance. Mais l'année dernière les revenus réels disponibles de la population ont baissé de 1 %. Et ce malgré les efforts importants consentis par l'État (hausse des retraites et du salaire minimum). En 2022, d'après Rosstat, le chiffre d'affaires du commerce de détail a diminué de 6,7 %, avec un record à 11 % pour décembre, sur un an. Une consommation si atone pourra-t-elle tirer l'économie vers le haut ?

Venons-en enfin aux exportations. Elles ne pourront pas tirer la croissance, étant donné

que les sanctions occidentales sont spécifiquement dirigées contre elles. “*Dans les mois qui viennent, nous nous attendons à une baisse des recettes pétrolières et gazières plus brutale*”, a déclaré à Reuters Fatih Birol, directeur de l'AIE. En outre, à moyen terme, la tendance à la baisse devrait se renforcer à cause du manque d'accès aux technologies et aux investissements.

D'après Igor Nikolaïev, le gouvernement a su réagir au coup par coup, mais il pêche par manque de mesures stratégiques. La stratégie juste supposerait de ne pas rechercher la croissance à tout prix – ce qui maintenant est sans doute impossible – mais de soutenir et stabiliser l'économie. D'autant plus que les pressions extérieures sur la Russie peuvent encore se renforcer, et que l'État ne pourra pas perpétuellement puiser dans ses caisses et combler le déficit budgétaire. Les liquidités du FNB s'amointrissent, le taux des obligations d'État augmente (à la dernière émission, il a dépassé 10 %). On ne peut pas s'empêcher de penser à ce qui s'est passé en 1998 avec les GKO [obligations à court terme émises par l'État russe en 1993]. Les taux de plus en plus élevés ont conduit ce dernier à la cessation de paiement et à la crise financière russe de 1998].

En 2023, nous avons suffisamment de ressources disponibles, conclut le chercheur, mais les perspectives pour 2024 et les années suivantes n'en sont pas moins préoccupantes.

—Vladislav Grinkevitch, publié le 14 mars

SOURCE



PROFIL

Moscou, Russie
Hebdomadaire
profil.ru
Fondé en 1996, le magazine Profil est un “journal d'affaires” qui traite de l'actualité politique et économique et se destine à un public de “décideurs et d'hommes d'affaires”. Il appartient au holding russe de radiodiffusion EMG (Evropeïskaïa mediagruppa).

LA LETTRE TECH



Tous les quinze jours, l'actualité de la Silicon Valley vue des États-Unis

PHILIPPE COSTE, à New York

Un espion sur Discord et des robots-chiens policiers

On n'avait pas vu une telle anxiété au Pentagone depuis 2013, l'époque où un consultant en informatique nommé Edward Snowden avait divulgué le plan d'écoutes ultrasecrètes de la National Security Agency avant de trouver refuge en Russie, en passant par Hong Kong. Mais que dire de son émule Jack Teixeira, arrêté le 13 avril par le FBI pour avoir publié des documents top secret sur le réseau social Discord ? Selon le **Washington Post**, son crime est plus inquiétant encore. Snowden comme Chelsea Manning et Reality Winner, elles aussi condamnées pour possession et publication de documents confidentiels, étaient apparemment mus par des motifs idéologiques et s'érigeaient en lanceurs d'alerte face aux atteintes aux libertés publiques.

Jack Teixeira, lui, un employé âgé de 21 ans des services technologiques d'une base de réservistes, aurait voulu épater ses copains des réseaux sociaux en leur offrant à volonté des photos de tous les dossiers confidentiels visibles sur son écran d'ordinateur. Cette indifférence immature au contenu même des informations divulguées autant que cette incapacité à envisager que ces révélations puissent échapper à son groupe sur Discord pourraient entraîner des conséquences désastreuses. L'incident en dit long sur les étonnantes vulnérabilités des renseignements américains, où, technologie oblige, un simple chargé de la maintenance d'un réseau interne de l'armée peut, à 21 ans, être accrédité “top secret”.

Toujours dans le *Washington Post*, on découvre qu'un million d'Américains, souvent des consultants extérieurs, disposent légalement d'un

accès de ce niveau, le plus souvent parce qu'ils travaillent dans les systèmes informatiques, remplis d'informations ultrasecrètes.

Les robots du NYPD

L'ancien maire de New York, Bill de Blasio, avait un temps pensé doter le NYPD, la police de la ville de New York, de robots-chiens policiers capables d'assurer le repérage de lieux dangereux lors d'opérations délicates. Le tollé avait été tel, à l'époque, que les quadrupèdes high-tech avaient été renvoyés à la niche. Mais son successeur à la mairie, Eric Adams, entend répondre à une augmentation du nombre de crimes violents dans la ville par quelques innovations spectaculaires. Le **New York Magazine** confirme que la police a reçu deux “Digidogs” aussi malsains qu'effrayants facturés en tout 750 000 dollars (environ 687 000 euros) par leur constructeur, Boston Dynamics. Ils ne porteront pas d'armes mais des caméras et des capteurs qui devraient faciliter le travail de leurs collègues humains. Autre acquisition, un modèle “K5”, produit par la firme spécialisée Knightscope : ce robot rose truffé d'électronique, au look d'œuf de Pâques grotesque, patrouillera dans les espaces publics en compagnie d'officiers en uniforme. Reste à savoir si l'image du NYPD s'en remettra.—



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi **La lettre tech.**

ENVIRONNEMENT



L'Allemagne sort du nucléaire : et maintenant ?

Énergie. Après la fermeture des trois derniers réacteurs, le pays manque toujours de solutions durables pour subvenir à ses besoins, selon cet hebdomadaire de gauche.



↳ Dessin de Cécile Bertrand, Belgique.

du continent, sans nécessité pressante, et sans avoir vraiment consulté ses partenaires – comme autrefois pour les projets de gazoducs [Nord Stream] reliant la Russie à l'Allemagne via la mer Baltique.

Mais surtout, rien ne prouve pour l'instant que cette stratégie soit vraiment la bonne : car si de nombreux Allemands disent non au nucléaire, ils refusent également à peu près tout le reste. Le charbon? Non merci! Le gaz? Non merci! Des éoliennes devant chez nous, des lignes à haute tension, la fracturation hydraulique, le stockage géologique du CO₂, l'interdiction du chauffage au gaz et au mazout, du moteur à combustion, la hausse des prix de l'énergie, les limitations de vitesse? Non merci, non merci, non merci!

Dans le même temps, il faut réduire drastiquement nos émissions de CO₂ et préserver autant que possible les emplois industriels qui n'entravent pas la protection du climat – le tout sans trop peser financièrement sur les ménages ni sur les entreprises. “Les émissions de CO₂ doivent diminuer [...], mais ce n'est pas avec des interdictions, des restrictions ou l'augmentation des prix que nous y parviendrons, affirmait récemment Volker Wissing, le ministre libéral des Transports. Nous perdrons la plupart des gens en route.”

Mais alors comment Volker Wissing compte-t-il le faire? Avec plusieurs millions de véhicules roulant à l'électro-carburant? La production durable de tout ce carburant de synthèse nécessiterait la construction de beaucoup, beaucoup plus d'éoliennes que prévu. Or le gouvernement a déjà pris du retard sur ses projets : alors que le chancelier social-démocrate Olaf Scholz avait annoncé la mise en service de 4 à 5 nouvelles éoliennes par jour jusqu'en 2030, on ne dépasse pas les 1,5 pour le moment.

Il paraît encore plus improbable d'imaginer que plusieurs millions d'Allemands se tournent vers l'hydrogène vert pour se chauffer dans un avenir proche. Et où trouverions-nous tout l'hydrogène nécessaire? En l'état actuel des choses, la production annuelle du plus grand électrolyseur allemand ne pourrait pas

remplacer la consommation de gaz des ménages, des usines et des centrales du pays pendant plus d'une demi-heure.

Et la situation ne risque pas de s'améliorer tant que les exploitants d'éoliennes devront continuer à fournir 160 dossiers de 74 000 pages au total pour construire 10 nouvelles installations, ou que les responsables politiques continueront à priver le secteur de vastes parcelles de terrains en votant des lois qui imposent le respect d'une distance minimale entre les habitations et les parcs éoliens.

Hypocrisie. Il serait temps que les Allemands fassent preuve d'honnêteté – et redescendent un peu sur terre. Qu'ils se rendent compte de l'hypocrisie de certains de leurs arguments.

Tout en fermant nos centrales les unes après les autres, nous continuons d'importer de l'énergie nucléaire de France et de République tchèque. Nous ne nous salissons pas les mains avec la fracturation hydraulique, mais achetons sans sourciller du gaz de schiste américain extrait grâce à cette technique [très controversée] pour remplacer le gaz russe. Nous interdisons le stockage du CO₂ dans le sous-sol allemand, mais prévoyons d'acheminer bientôt notre CO₂ vers la Norvège, qui se chargera de l'enfouir.

Ces décisions compromettent notre indépendance et notre crédibilité. Combien de temps cela fonctionnera-t-il? Comment être sûr que nos partenaires continueront à nous livrer?

Les responsables politiques dont le courage vacille dès que le mécontentement se fait sentir dans leur pays finissent toujours par se retrouver en difficulté sur la scène internationale. Les décideurs qui veulent se montrer responsables doivent expliquer clairement aux acteurs économiques et à la population la façon dont ils comptent mener à bien la transition énergétique. Ils doivent présenter rapidement et en toute transparence les avantages et les inconvénients de leurs décisions – puis les réexpliquer, encore et toujours.

Quant aux citoyens qui sont persuadés que l'État doit accompagner chaque changement afin

“Personne ne veut des déchets”

●●● “On vous souhaite bien du plaisir.”

C'est avec ironie que la **Süddeutsche Zeitung** s'adresse aux autorités chargées de fermer les trois dernières centrales d'outre-Rhin. Pour le journal munichois, le dossier du nucléaire allemand est loin d'être bouclé. Au contraire, “ça ne fait que commencer”. Le démantèlement d'Isar (Bavière), Neckarwestheim (Bade-Wurtemberg) et Emsland (Basse-Saxe) prendra une quinzaine d'années au minimum. Des installations similaires et à l'arrêt depuis 2011 n'ont pas encore été entièrement démontées. Autre problème : “personne ne veut des déchets” issus de l'exploitation des centrales allemandes. “Les aires de stockage définitif des déchets hautement radioactifs doivent garantir leur sûreté pendant un million d'années.” Or la création de tels lieux fait l'objet de discussions depuis les années 1970 en Allemagne. “À l'époque, on espérait réussir à déterminer l'emplacement du site de stockage d'ici à 2031”, précise le quotidien. Mais le processus a pris bien plus de temps que prévu. “On parle désormais de 2046... si tout se passe bien.”

d'adoucir la transition énergétique au maximum, ils tomberont de haut lorsqu'il ne restera plus rien à adoucir.

Et si l'on commençait à jouer le jeu, même si tout ne nous plaît pas? Fini le “Non merci!”, place au “oui!?”.

— Claus Hecking, publié le 7 avril

—Der Spiegel (Hambourg)

Nucléaire? Non merci! Le mouvement antinucléaire a triomphé, les trois derniers réacteurs d'Allemagne sont mis à l'arrêt [le samedi 15 avril]. C'est ce que réclamait le peuple : ces dernières années, la plupart des Allemands souhaitaient la sortie du nucléaire. Et leurs responsables politiques aussi : les sociaux-démocrates du SPD et les Verts mettent aujourd'hui en œuvre une décision prise en 2011 [après l'accident japonais de Fukushima] par leurs prédécesseurs conservateurs et libéraux de la CDU, du FDP et de la GSU. [Depuis, les trois partis ont changé de position sur le sujet, et les derniers sondages indiquent que la population

est loin d'être unanime concernant l'atome.] Mais la sortie du nucléaire est un acte courageux et une étape historique, dont les militants de Greenpeace ne seront pas les seuls à se féliciter. Pour autant, les Allemands ne doivent pas se laisser aller à penser que la sortie du nucléaire est la seule méthode valable pour s'orienter vers un monde plus sûr et neutre en carbone. Ni se poser en donneurs de leçons.

Crise énergétique. Car, vu de l'extérieur, le renoncement à l'atome est une stratégie risquée, qui déconcerte nombre de nos voisins européens. Au beau milieu d'une crise énergétique historique, la première puissance industrielle d'Europe vient restreindre l'offre énergétique

Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Le délicieux goût de crevette du criquet

Les insectes sont au moins aussi nourrissants que les viandes communément consommées.

Tenebrio molitor (Coléoptère)

{Ténébrion meunier - imago} 1



Arômes intenses de céréale, noisette et bois, saveur secondaire de légume et produits de glycation [goût du grillé]. Texture cassante.

{Ténébrion meunier - larve} 2



Goût acide, notes de fromage et de gras.

Alphitobius diaperinus (Coléoptère) 3

{Petit ténébrion mat - imago}

Saveur intense d'umami*. Arôme prononcé de céréale et de noisette. Notes secondaires de légume et produits de glycation. Texture friable.

Zophobas morio (Coléoptère) 4

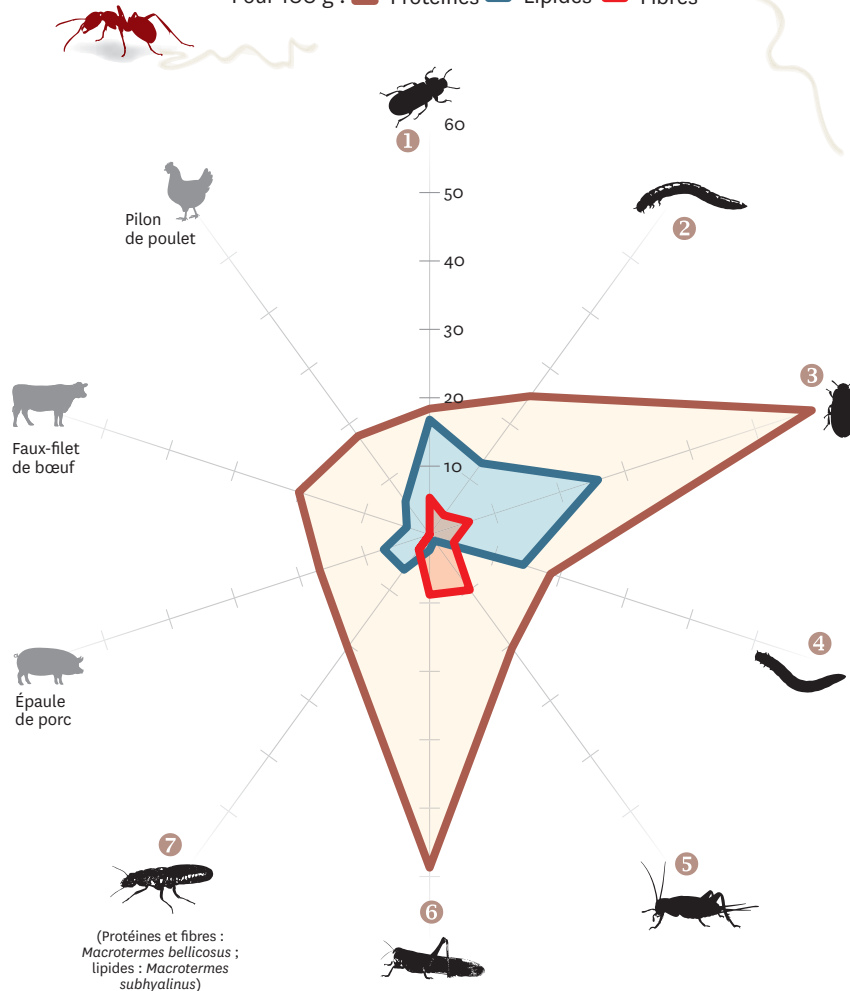
{Ver de farine géant - larve}



Saveur de fruit, feuille, café, haricot, noix, noisette grillée, amande.

Valeur nutritionnelle et goût d'une sélection d'insectes

Pour 100 g : — Protéines — Lipides — Fibres



* Terme japonais qui désigne la cinquième saveur, après le sucré, le salé, l'acide et l'amer.

Acheta domesticus (Orthoptère) 5

Grillon domestique [imago]



Saveur d'umami, de popcorn et de poulet. Arôme prononcé de bouillon, noisette et céréale, avec des notes boisées. Texture friable.

Locusta migratoria (Orthoptère)

Criquet migrateur [imago] 6



Goût qui rappelle la crevette. Arôme intense de céréale, bois, noix. L'umami est très présent. Texture croquante et granuleuse.

Macrotermes bellicosus/subhyalinus (Isoptères)

Termites [tous stades/imago] 7



Goût salé et gras. Arôme prononcé de noisette et de bouillon, avec des notes de céréale, bois et sauce soja. Forte saveur de produits de glycation. Texture granuleuse et cassante.

Petite recette canadienne de sablés aux grillons

Ingrédients

- 100 g de farine de blé
- 100 g de farine de grillon
- ¼ c. à c. de levure chimique
- 1/8 c. à c. de sel marin
- 2 c. à c. de gingembre moulu
- 4 c. à s. de poudre de noix de coco
- 125 g de beurre
- 2 c. à s. de mélasse
- 10 cl de sirop d'érable

Préparation

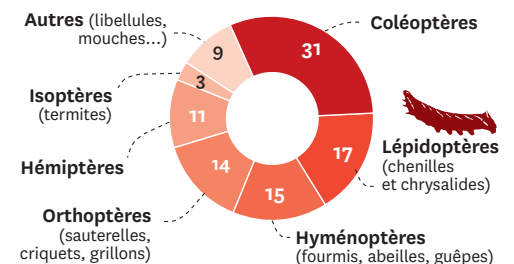
Mélanger les deux farines, la levure, le sel, le gingembre et 2 c. à s. de poudre de noix de coco. Ajouter le beurre, la mélasse et le sirop d'érable. Laisser reposer au réfrigérateur 30 minutes. Former des boules aplaties. Rouler chaque sablé dans la poudre de noix de coco restante. Cuire au four (180 °C) 15 minutes. Laisser refroidir, servir.

Possibles allergènes

Les protéines d'insectes, une réactivité croisée ou des allergènes résiduels provenant d'aliments pour insectes (gluten...) peuvent provoquer une réaction allergique.

Si vous êtes allergique aux crustacés (crabe, homard, crevette...), aux acariens ou aux mollusques, il y a des probabilités que vous soyez également allergique aux insectes.

Les plus mangés dans le monde (en %)



La source

COURRIER INTERNATIONAL. Cette illustration a été conçue et réalisée par notre infographiste, Catherine Doutey, avec Mehdi Harmi. S'appuyant sur des publications scientifiques, elle met en avant les goûts, les textures et les valeurs nutritives des insectes.

En manger permettrait de réduire notre empreinte carbone, la quantité d'eau que l'on consacre à l'élevage ainsi que les surfaces terrestres qui lui sont allouées. À ce titre, Singapour vient d'autoriser la commercialisation de 16 espèces d'insectes.

360

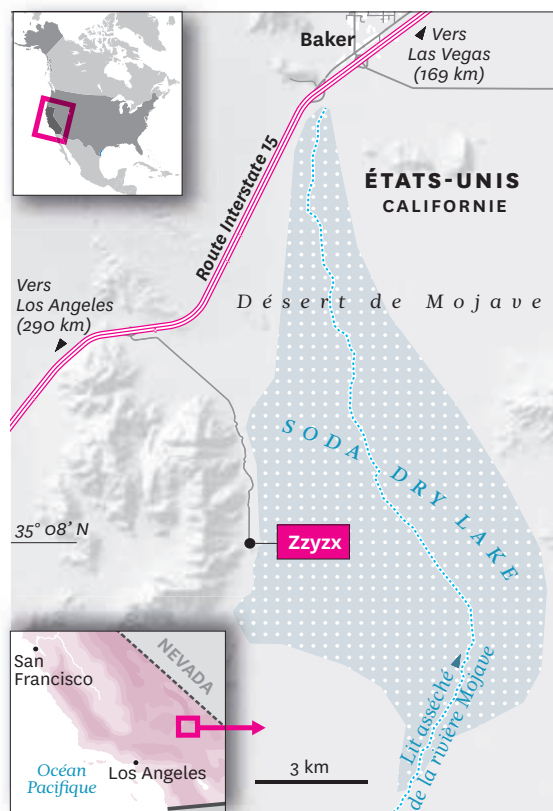
MAGAZINE

Le stand-up perd son humour en Inde • Culture42
 Les tribulations du "cajón" • Musique44
 L'indépendance belge vue de Lituanie • Histoire46

CALIFORNIE, UNE ROUTE VERS NULLE PART

Dans le désert de Mojave, se trouve un site étrangement baptisé Zzyzx. Le lieu, qui a abrité la colonie d'un charlatan, attire aujourd'hui scientifiques et marginaux.

—SFGATE [extraits]
San Francisco



SOURCE : OPENSTREETMAP AND CONTRIBUTORS

Une piscine en forme de crucifix tombe en ruine sous le soleil du désert. Elle est flanquée de cinq bassins de béton délabrés, où l'on pouvait autrefois espérer se laver de tout péché. De l'eau minérale chaude, puisée, disait-on dans une rivière souterraine sacrée, attirait les âmes désespérées en quête de salut jusqu'à ce lieu perdu dans les terres désolées de Californie.

Ici se dressait autrefois, sur près de 5 000 hectares, le rêve de Curtis Springer [1896-1985], célèbre bonimenteur et squatteur sans égal. Springer se disait médecin, homme de Dieu, professeur, mineur - mais en fait, il n'était rien de tout cela. Il a fini par être rattrapé par ses entourloupes et a dû abandonner son petit empire illégal sur les marches désertiques de la Californie.

Ce sont cette curieuse affaire, les deux films d'horreur tournés ici et le nom bizarre de l'endroit qui m'ont tout d'abord attiré jusqu'à l'embranchement de la route Zzyzx sur l'Interstate 15, à environ une heure à l'est de Barstow.

Au bout de quelque 5 kilomètres, la route se transforme en un sentier de graviers au détour d'un promontoire rocheux. Bordée de palmiers, elle conduit enfin jusqu'à ce fameux groupe de bâtiments qui en constitue le terminus. J'y suis arrivé par un beau jour d'hiver. Il n'y avait personne en vue, on se serait cru dans un autre monde, loin de l'autoroute sillonnée chaque jour par des milliers de gens entre Los Angeles et Las Vegas.

Le spectacle le plus frappant, à Zzyzx [le site qui a donné son nom à la route], est celui qu'offre le lac Tuendae, un bassin de la taille d'un terrain de football. Au-delà, derrière des palmiers, une immense étendue blanche et desséchée s'étire jusqu'aux hauteurs connues sous le nom de Devil's Playground, le "terrain de jeu du diable". "C'est un endroit à part, me dit le Dr Terry McGlynn. La nuit, il y a des scorpions, des renards, des coyotes, des lapins et des mouflons qui rôdent. C'est absolument époustoufflant." → 40



↓ L'embranchement de la route qui mène à Zzyzx, sur l'Interstate 15, en Californie. Curtis Springer, le fondateur du lieu, a choisi ce nom pour avoir le dernier mot dans le dictionnaire. *Photo Newscom/Alamy*

SOURCE



SFGATE

San Francisco, États-Unis
sfgate.com

Lancé en 1994, le site SFGATE a longtemps été la version numérique du *San Francisco Chronicle*, le principal quotidien de San Francisco. En 2019,

les deux entités se sont officiellement séparées, donnant naissance à deux rédactions indépendantes bien que faisant partie du même groupe. SFGATE couvre surtout la baie de San Francisco, mais s'intéresse aussi à d'autres parties de la Californie et à Hawaii.





↑ Le lac Tuendae. Curtis Springer assurait que les eaux de ce bassin artificiel étaient purificatrices.

Photo Carol M. Highsmith/Buyenlarge/Getty Images

38 ← McGlynn dirige le California State University Desert Studies Center (DSC), qui occupe depuis près de cinquante ans le site chargé d'histoire de Zzyzx, autrefois nommé Soda Springs. Des étudiants et des chercheurs y séjournent pendant des semaines d'affilée au bord du Soda Dry Lake – un lit de lac d'un blanc lumineux [l'étendue décrite plus haut], tout ce qui reste du lac Mojave. Des indices prouvent que les peuples indigènes auraient commencé à peupler les rives du lac il y a à peu près dix mille ans.

“Il s'agit du bassin endoréique de la Mojave, qui coule d'ouest en est depuis les montagnes de San Bernardino, m'explique Jason Wallace, directeur des opérations du DSC et herpétologiste. Ce qui est un peu à contre-courant, par rapport à la plupart des systèmes hydrographiques [qui vont vers l'océan Pacifique].” Asséchée en surface, la Mojave est toujours active en sous-sol, poursuit Wallace. “C'est toujours un peu humide, pas très loin en dessous du lit du lac.”

Les étudiants forent les roches pour découvrir des traces paléoclimatologiques, suivent les déplacements des mouffons, recensent les populations de reptiles ou encore analysent l'hydrologie des antiques sources naturelles qui attirent les gens dans la région depuis des milliers d'années. “Des géologues viennent du monde entier, dit McGlynn. C'est une fenêtre vraiment unique sur l'histoire du temps.”

Une rumeur insistante prétend que le site est une ville fantôme abandonnée, mais en réalité, Zzyzx est un centre de recherches actif, rattaché à l'université d'État de Californie à Fullerton, et dispose d'environ 60 lits pour accueillir des étudiants et des chercheurs. La somptueuse pièce maîtresse de Zzyzx, le lac Tuendae, sert d'habitat à des foulques d'Amérique, des libellules et divers oiseaux migrateurs qui y font une halte pour se désaltérer lors de leur long voyage au-dessus du désert. C'est aussi l'un des trois seuls endroits où l'on peut trouver le “Mohave tui chub” [dont le nom scientifique est *Gila bicolor mohavensis*], un poisson protégé et menacé de disparition. “On ne les voit jamais. Ils vivent au fond du lac,

écrit McGlynn. Certaines années, des groupes viennent les surveiller, vérifier qu'ils sont là et qu'ils vont bien.”

Mais il y a quelque chose d'étrange dans ce plan d'eau rectangulaire encadré de palmiers soigneusement espacés. Il est presque trop parfait. Cela s'explique par le fait que ce lac aux eaux cristallines est, en réalité, un étang construit par l'homme. Et l'homme en question est apparemment indissociable de toutes les histoires qui entourent ces lieux. “Il n'existe aucune photo pour le prouver, déclare McGlynn. Mais il semble que le lac ait été creusé par Springer.”

Né en 1896 en Alabama, Curtis Springer s'est d'abord fait un nom en tant que conférencier, puis plus tard comme prédicateur à la radio et fervent promoteur d'aliments diététiques. Se faisant passer pour un médecin, Springer empochait l'argent d'étudiants curieux qui venaient assister à ses conférences dans l'espoir de découvrir ses secrets pour mener une vie saine et dévote. En 1930, dans un YMCA de Scranton, en Pennsylvanie, Springer a organisé un cours dont il assurait qu'il était lié au “département d'extension de l'Académie nationale”, une université totalement fictive. Parmi les autres formations qu'il proposait se trouvaient “Comment chasser la maladie et goûter à la joie de vivre” et “Choisir un époux pour toujours”.

Une des arnaques que pratiquait régulièrement Springer – que ce soit en donnant des cours, en offrant des échantillons de ses aliments miracles ou en invitant des visiteurs à venir se baigner plus tard dans sa piscine dans le désert – consistait à ne pas demander de l'argent à l'avance, mais plutôt à appâter son public pour récupérer des fonds. Il avait coutume d'interrompre ses conférences en plein milieu pour pouvoir collecter des “dons”, et il proposait également des séances privées plus tard dans la journée, à 25 dollars par personne.

Un article publié en 1935 par le *Journal of the American Medical Association* [une publication renommée de la plus importante association de médecins aux États-Unis], intitulé “Curtis Howe Springer : un escroc et ses panacées”, affirmait que Springer s'était frayé un chemin à coups de mensonges dans de nombreuses villes de la

côte Est et du Midwest au début des années 1930, extorquant de l'argent pour des cours avant de filer, tout en se parant de divers titres fictifs en cours de route.

Springer avait aussi lancé une revue au nom bizarre, *Symposium Creative Psychologic*. Au sommet de sa gloire radiophonique, son émission était diffusée sous contrat par plus de 200 stations aux États-Unis, et une centaine à l'étranger. Springer prétendait avoir 14 millions d'auditeurs par semaine, et peut-être n'était-il pas si éloigné que ça de la vérité. Son émission était un mélange de prédications (il se présentait comme un révérend méthodiste, mais on a appris par la suite qu'il se serait au mieux ordonné lui-même), de chants religieux, de sermons virulents contre les méfaits de l'alcool et de témoignages enthousiastes de consommateurs de ses remèdes miracles.

Ces derniers, à cause desquels il finirait par se retrouver derrière les barreaux, comprenaient entre autres son célèbre “thé antédiluvien”, une mixture à base de laxatif dont le nom était inspiré du déluge biblique, un “cocktail d'Hollywood”, un soin contre les hémorroïdes à 25 dollars, et Mo-Hair, un remède contre la calvitie dont il s'est avéré plus tard qu'il ne s'agissait que d'une décoction à base de deux ingrédients : de la boue et du pétrole.

Dans ses diverses réclames, conférences et émissions de radio, Springer faisait suivre son nom de la mention “docteur en médecine” et se disait titulaire d'un doctorat – ce que le Conseil de l'ordre américain a démenti après une enquête, Springer n'ayant jamais été “diplômé d'une faculté sérieuse, de médecine ou autre”. Au début des années 1940, peut-être dans l'espoir d'échapper au Conseil de l'ordre, au fisc, ou à ceux qui exigeaient le remboursement de cours qui n'avaient pas eu lieu, Springer s'est installé à Los Angeles.

“CETTE PROPRIÉTÉ APPARTIENT À DIEU. JE ME BATTRAJUSQU'À CE QUE L'ENFER GÈLE ET QUE LE DERNIER CHIEN SOIT PENDU.”

**Curtis Springer (1896-1985),
FONDATEUR DE ZZYZX**

Il a raconté par la suite comment, une fois sur place, il était tombé sur un petit livre à 25 cents sur les “sources minérales de la côte Pacifique” dans une librairie d'occasion à Hollywood. À l'intérieur, il avait découvert l'existence d'un lieu baptisé “les sources thermales de Fort Soda”, dans le désert de Mojave. Ne parvenant pas à identifier le site sur une carte, il est parti dans le désert et a réussi à trouver la source qui puisait dans la rivière souterraine Mojave, en bordure de l'antique lac asséché de Soda. À l'époque, l'endroit était une brousse inhabitée, et rien ne s'y dressait en dehors de vieilles mines de bicarbonate de soude et des vestiges de Fort Soda, un ancien camp militaire espagnol, puis américain, où des dizaines d'Amérindiens avaient été tués dans les années 1860.

Springer et sa femme, Helen, ont déposé une requête pour obtenir sur place une concession minière et ont ensuite entamé la construction de ce qui rendrait le prédicateur à jamais célèbre. Pour donner corps à son projet ambitieux, Springer est revenu à Los Angeles, où il a recruté des sans-abri sur Skid Row [un quartier ayant, aujourd'hui encore, l'une des plus grandes concentrations de sans-abri du pays], qui l'ont rejoint dans le désert pour l'aider à capter la source et ériger ce qui a alors reçu le nom de Soda Springs. Springer lui-même a admis avoir

fait venir des “centaines” d’hommes de Skid Row et les avoir payés en leur assurant le gîte et le couvert.

C’est un peu par plaisanterie qu’il a baptisé les lieux “Zzyzx” – afin d’avoir toujours “le dernier mot sur la santé”. Le nom a été officiellement reconnu, non sans susciter la controverse, par le conseil de surveillance du comté de San Bernardino en 1965, et ainsi est apparu le panneau vert désormais légendaire sur l’I15. Les ouvriers de Springer ont construit l’“hôtel” – les dortoirs utilisés aujourd’hui par les étudiants – sur l’esplanade centrale du bourg, qu’il a affublée du nom de “boulevard des Rêves”.

La première publicité pour la station thermale est parue en novembre 1945 dans le *Los Angeles Times*, proposant des voyages en bus jusqu’à Zzyzx depuis des hôtels de Los Angeles, et promettant des bains de boue, de soleil, d’eau minérale, des glaces maison dans une “atmosphère décidément chrétienne”. Springer avait toujours été un fervent partisan de la prohibition, par conséquent le site n’a jamais servi une goutte d’alcool.

L’affaire a connu un énorme succès. “Nous acceptons tout paiement que Dieu vous rendra possible”, affirmait la réclame. Ce qui était faux. Springer facturait 50 dollars la semaine à la grande majorité des clients, bien qu’il lui soit arrivé d’offrir un séjour gratuit à des visiteurs qui présentaient une lettre de leur “pasteur, prêtre ou rabbin” prouvant qu’ils étaient effectivement “sans le sou”.

C’étaient surtout des retraités de Californie du Sud qui débarquaient des bus sur le site, lequel pouvait accueillir 140 clients, tous en quête de purification dans le désert en écoutant la parole divine transmise par Springer, tout en profitant de cures de santé à base d’eau minérale. Et pour quelques-uns des visiteurs, ça fonctionnait, apparemment. “Une de mes mains souffrait tellement d’arthrite que c’était tout juste si je pouvais encore la bouger”, déclarait [en juillet 1970] une cliente anonyme de 89 ans dans un article du *New York Times* intitulé “Zzyzx, une station thermale en plein essor”. “Maintenant, regardez”, ajoutait-elle, avant de “lever sans peine sa main noueuse”.

Tout au long des années 1950, les ouvriers de Zzyzx ont continué à développer le rêve de Springer dans le désert. À un moment donné, le site s’est enorgueilli d’un studio d’enregistrement, d’un atelier de métallurgie, d’une imprimerie et même de l’aérodrome privé de Springer, baptisé Zyport, d’où la star de la radio retourne chaque semaine à Hollywood pour faire la promotion de sa nouvelle attraction. La station thermale était également équipée d’un système de sonorisation et d’un haut-parleur, dans lesquels Springer beuglait deux fois par jour un sermon, quand il n’était pas occupé à enregistrer son émission de radio sur place.

De nombreuses publicités pour le site affirmaient que l’eau purificatrice qui jaillissait de la rivière souterraine dans la piscine en forme de croix était naturellement “chaude”. Mais, comme toujours avec Springer, à Zzyzx il fallait se méfier des apparences. “Il la chauffait et il disait que c’étaient des ‘sources chaudes’, rit McGlynn. Il avait un générateur diesel pour chauffer l’eau et après il disait : ‘Ooh, ce sont des sources minérales chaudes.’”

“L’idée, c’était que l’eau provenait d’une ‘source purificatrice’”, explique McGlynn, et bien que l’eau ait été assurément sans danger, elle était pour l’essentiel imbuvable en raison de sa teneur en minéraux. “L’eau vous purifiait effectivement en vous collant la diarrhée.”

Les choses ont commencé à se gâter à la fin des années 1960, quand Springer a autorisé ceux qui avaient fait des dons importants à construire des maisons sur le

terrain, qui appartenait encore techniquement à l’État de Californie. La concession de Springer, qui datait de 1944, ne prévoyait pas l’occupation ou le développement du terrain au-delà des limites de la concession, et Springer y faisait tout sauf de l’exploitation minière.

En 1967, Charles Hillinger, un journaliste du *Los Angeles Times*, a publié plusieurs articles dépeignant Springer comme un escroc et un bonimenteur qui vivait sur des terres qui ne lui appartenaient pas. En 1968, Springer a été arrêté sur le site et a purgé quarante-neuf jours d’une peine qui en comptait quatre-vingt-dix, sous le coup de 65 chefs d’accusation pour publicité mensongère et fausse déclaration. L’un des chefs d’accusation disait que son traitement contre les hémorroïdes à 25 dollars n’avait aucun effet, un autre signalait que Springer vendait des aliments simples, tels le céleri et le panais, comme des “compléments diététiques” onéreux. Springer a également été accusé d’avoir prétendu à tort que son régime “guérissait le cancer”.

Après sa condamnation, Springer est revenu à la station thermale, où il a poursuivi ses activités, bien que l’État lui ait adressé des courriers comminatoires lui rappelant qu’il devait 34 000 dollars de loyer. L’annonce de son inculpation a également braqué les projecteurs sur Zzyzx et attiré encore plus de journalistes dans ce coin perdu.

Au bout de six ans de procédures judiciaires, en 1974 l’État de Californie a fini par expulser Springer de la ville qu’il avait nommée mais qui n’avait jamais été à lui.

Deux ans plus tard, le site a été transformé en un centre de recherches universitaire qui fonctionne encore aujourd’hui. En 1976, le jour de l’inauguration du centre, alors que les journalistes étaient rassemblés et que les caméras tournaient, Springer a fait irruption en voiture sur le site, au mépris de la décision du tribunal. Devant les caméras, il a lancé : “Je crois que cette propriété appartient à Dieu. Je ne vais pas lâcher. Je me battrai jusqu’à ce que l’enfer gèle et que le dernier chien soit pendu.”

Ce sera le dernier séjour de Springer à Zzyzx, bien que le prédicateur ait protesté contre la décision d’expulsion jusqu’à la fin de ses jours. Curtis Springer est mort le 19 août 1985 à Las Vegas, à l’âge de 88 ans. “Je trouve étonnant qu’il n’y ait pas eu de biographie ou de film sur ce qu’il a fait, me confie McGlynn. Il n’y a pas beaucoup de gens qui ont entendu parler de lui.”

Deux films d’épouvante ringards – l’un d’eux, avec Katherine Heigl, détient le titre peu enviable de film le moins rentable jamais réalisé – ont Zzyzx Road pour décor. Les deux sont sortis en 2006, si bien que l’un d’entre eux [celui avec Katherine Heigl] a été contraint de mal orthographier le nom, *Zzyzyx Road*, ce qui n’a fait qu’accroître la confusion autour de celui-ci.

Il paraît logique de choisir les lieux comme environnement pour un film d’horreur. Le paysage cinématique et la désolation sont propices aux westerns modernes, avec leurs histoires de sang et de terreur. D’ailleurs, dans le cadre de mes recherches pour cet article, j’ai découvert deux événements tragiques qui se sont produits sur le

site, bien réels mais oubliés, et impliquant tous deux les fils de Curtis Springer, alors adolescents.

Le premier a eu lieu en décembre 1952, quand un des fils de Springer, Terry Foster Springer, âgé de 16 ans, a été réveillé au milieu de la nuit par un vacarme dans un enclos à chèvres. Le jeune Springer a déclaré qu’il pensait qu’un chat sauvage rôdait parmi le bétail et il a tiré avec sa carabine 22 LR dans la direction du bruit. Il a ainsi tué un homme du nom de Roberto De La Armendariz. Le fils de Springer n’a jamais été arrêté ni inculpé pour cet incident.

Quelques mois plus tard, en 1953, le fils plus âgé de Springer, Charles, âgé de 19 ans, est mort dans un accident bizarre, alors qu’il chassait le lapin avec des amis. Selon une nécrologie publiée dans le *Daily American*, Springer aurait sauté du camion dans lequel il se trouvait pour achever un lapin blessé avec la crosse de son fusil. “Le canon du fusil s’est détaché de la crosse et a fait feu, la balle a pénétré dans le poumon du malheureux jeune homme.”

En près de cinquante ans, la piscine en forme de croix est restée presque intacte. McGlynn considère sa présence au milieu du centre de recherche comme une “nuisance séduisante”. Peut-être en raison de son histoire ou de son isolement, le site a parfois attiré, ces dernières années, des gens qui cherchent à fuir le système.

“C’est comme un aimant ; on est au bout d’une route au nom bizarre, ce qui éveille l’intérêt de tout le monde. Nous sommes régulièrement victimes de vandalisme. Des gens viennent fouiner là où ils ne sont pas censés se trouver, explique Wallace. Ils croient que c’est abandonné. Ils repartent avec des trucs en disant : ‘Oh, je suis désolé. Je n’avais pas compris qu’il y avait quelqu’un ici. Je prends juste cette tronçonneuse.’ C’est dingue.”

Wallace précise que, pendant la pandémie, le site est

devenu une destination pour certains. “Ils ne savaient pas où aller. Ils se disaient ‘Il faut que je parte. Je vais aller dans le désert’, et là, les ennuis commençaient, racontait-il. Les gens errent dans le coin en plein été, avec une demi-bouteille d’eau, sans savoir où ils vont ni ce qu’ils font. Or le désert aura toujours le dernier mot.”

Je demande à McGlynn si l’ambiance n’est pas un peu angoissante à Zzyzx, la nuit. “Pas pour moi, mais je pense que, pour certains visiteurs, c’est le cas. Il règne un calme incroyable, dit-il. Pour moi, c’est incroyablement paisible.”

Le paysage au bout de la route Zzyzx a indéniablement quelque chose d’étrange. Alors que je m’éloigne en voiture, les membres d’un groupe punk, l’air perdu, descendent d’une Ford Mustang ornée nom du groupe. Depuis les palmiers, ils scrutent les structures poussiéreuses construites par Springer, à la recherche d’un endroit idéal pour une photo.

“Dieu y pourvoira, avait déclaré Springer à un journaliste quelques années avant d’être expulsé de la petite ville qu’il avait bâtie. Si vous jouez le jeu honnêtement, je crois que le grand patron, là-haut, remettra les choses à niveau. C’est mon credo.”

—Andrew Chamings, publié le 24 janvier



↑ La grand-rue de Zzyzx, du temps où la station thermale était encore en activité.

Photo Jason Wallace/GSU Desert Studies Center

culture. 

Le stand-up perd son sens de l'humour en Inde

Depuis l'arrivée au pouvoir de Narendra Modi et en raison de la montée du nationalisme hindou, plaisanter sur la politique ou la religion est devenu risqué. De plus en plus d'humoristes s'autocensurent.



—New Lines Magazine, extraits (Washington)

Août 2022, un soir à Hyderabad [dans l'État du Telangana, dans le sud de l'Inde]. Alors que je prends place dans la salle du théâtre, j'aperçois devant la scène une ligne de policiers portant casque et bouclier. Ils sont plusieurs dizaines, répartis entre l'allée centrale et les côtés. Il nous a pourtant déjà fallu patienter deux heures pour passer les contrôles de sécurité avant d'entrer dans le bâtiment, dont l'adresse ne nous a été communiquée que le matin même. Une fois les spectateurs installés, un policier exige que tous les téléphones portables soient éteints. Alors que mon voisin tente discrètement de sortir le sien pour prendre une photo, un agent le lui arrache des mains, restant sourd à ses supplications.

Tout ça pour un spectacle d'humoriste. La star de la soirée s'appelle Munawar Faruqui [le seul humoriste, parmi ceux cités dans cet article, à être musulman]. À 30 ans, il est dans le viseur des groupes hindous d'extrême droite depuis 2021. Le 1^{er} janvier de cette année-là, il se produisait dans une salle d'Indore [dans l'État du Madhya Pradesh], dans le centre de l'Inde, quand un nationaliste hindou a bondi sur scène, indigné par une vidéo postée par Faruqui quelques mois auparavant, dans laquelle il évoquait un dieu hindou dans une de ses blagues. L'humoriste a été arrêté le jour même et a été condamné à plus d'un mois de prison en vertu du paragraphe 295-A du Code pénal indien, interdisant l'outrage aux sentiments religieux.

Cette plainte n'a toujours pas été jugée par un tribunal. Après sa libération, Faruqui [qui avait fui avec sa famille l'État du

Gujarat, à la frontière avec le Pakistan, après les émeutes antimusulmanes de 2002] a été contraint de renoncer à plusieurs représentations à cause des menaces de nationalistes hindous. Ses spectacles à Bangalore, à Bombay et à Gurugram ont récemment été annulés pour des raisons similaires. L'humoriste a toutefois réussi à se produire à Hyderabad, sous forte protection, en dépit des manifestations et des menaces de vandaliser le théâtre – dont certaines proférées par un responsable politique local du Bharatiya Janata Party (BJP), le parti nationaliste hindou [au pouvoir à New Delhi depuis 2014].

Faruqui n'est pas le seul artiste sous le feu des critiques ces dernières années. En 2020, un monologue politique de son confrère Vir Das a provoqué un tollé et plusieurs plaintes auprès de la police. En novembre 2022, le spectacle que celui-ci devait donner à Bangalore a été annulé

après les protestations d'un groupe hindou d'extrême droite.

En septembre 2022, l'humoriste Kunal Kamra, qui n'hésite pas à se moquer du gouvernement de Narendra Modi et du parti au pouvoir, a dû renoncer à se produire à Gurugram, une banlieue de Delhi, après les menaces formulées par le Vishwa Hindu Parishad, une organisation de la droite [hindoue], contre les organisateurs de l'événement. En 2020, Kamra avait également été poursuivi pour outrage au tribunal pour avoir posté sur Twitter des messages jugés insultants à l'égard de la Cour suprême. Dans sa réponse aux juges, Kamra a dénoncé *“une intolérance croissante dans ce pays, où le fait de s'offusquer est vu comme un droit fondamental et a été élevé au statut de sport national”*.

Chez les humoristes, ces attaques contre la liberté artistique incitent régulièrement à la prudence sur certains sujets. Les blagues *“sur la religion sont hors de question”*, reconnaît Anirban Dasgupta, un humoriste qui parle abondamment des trolls sur Internet ou de la liberté d'expression en Inde. *“On peut encore parler politique, mais c'est un sujet très délicat qui vous fait repérer par les puissants. Ces dynamiques de pouvoir et l'autocensure sont très présentes aujourd'hui dans l'écriture des sketches.”*

Tempêtes en ligne. L'inquiétude s'est encore accrue après l'arrestation de Faruqui. Dasgupta se souvient du temps où ces préoccupations étaient encore marginales. À l'époque où il travaillait sur son spectacle *Take It Easy*, en 2017, il ne lui serait pas venu à l'esprit de s'autocensurer. Dasgupta y abordait des sujets politiques, notamment le nationalisme hindou et les politiques de gauche qui dominent dans son État natal du Bengale-Occidental [dont Calcutta est la capitale]. Il se moquait aussi de la propension de ses compatriotes à s'indigner de la moindre opinion avec laquelle ils ne sont pas d'accord. Il avait joué dans tout le pays [en 2017 et 2018] sans susciter la moindre objection de la part du public ou des organisateurs.

En revanche, il lui était déjà arrivé de soulever des tempêtes en ligne. Quelques années avant *Take It Easy*, il avait posté un extrait de spectacle sur YouTube où il parlait de Subhas Chandra Bose [1897-1945], une figure de la lutte pour l'indépendance qui avait organisé l'armée nationale indienne contre l'occupant britannique, et était originaire du Bengale-Occidental. Bose est mort dans des circonstances mystérieuses. Dans sa vidéo, Dasgupta ironisait sur les Bengalis qui pensent que Bose est toujours vivant. Les trolls se sont déchaînés et l'humoriste a été menacé de poursuites judiciaires pour complot. *“Les [menaces] étaient assez explicites. Je n'ai pas eu d'autre choix que de retirer la vidéo”*, explique-t-il.

✍ *Dessin de Walenta paru dans The Washington Post, États-Unis.*

En 2019, Dasgupta décide d'arrêter les sujets politiques, en partie pour explorer d'autres domaines, mais aussi pour prendre soin de soi et s'épargner des ennuis et du stress. Il en avait assez de devoir anticiper les conséquences juridiques de ses sketches. Aujourd'hui, s'il poste une vidéo en ligne, il la soumet parfois à un ami ou à un avocat pour vérifier que rien ne risque de lui attirer des problèmes. Mais cette précaution ne semble désormais plus suffire, dit-il, parce que n'importe quel sujet est potentiellement insultant pour certains. *"Il n'y a même plus besoin de faire une*

"Ce n'est pas que je ne trouve pas de blague à faire sur la politique, c'est que j'ai peur de me prendre un uppercut."

Kenny Sebastian,
HUMORISTE

blague sur la religion, il suffit de mentionner la religion pour susciter l'indignation."

Tandis que certains tentent de trouver un juste milieu entre libre expression et prise de risque personnelle, bon nombre ont fait le choix de ne plus parler du tout de politique. En 2018, le très populaire Kenny Sebastian a expliqué pourquoi il se contentait de blagues sur le thé et les gâteaux. *"Si je ne plaisante pas sur la politique, c'est parce que j'ai peur,"* déclarait-il dans un de ses spectacles. *"Ce n'est pas que je ne trouve pas de blague percutante à faire sur la politique, c'est parce que j'ai peur de me prendre un uppercut."*

La plupart des humoristes indiens se détournent des sujets politiques aujourd'hui, explique Dasgupta, ce qui est frappant vu le climat actuel hautement politisé. *"Résultat, tout le monde se retient,"* conclut Dasgupta.

Il existe pourtant une troupe qui ne retient pas ses coups. Composée de l'humoriste Sanjay Rajoura, de l'écrivain-parolier Varun Grover et du musicien Rahul Ram, le trio s'appelle Aisi Taisi Democracy, qu'on pourrait traduire par "Au diable la démocratie". Il est né en 2014 de la frustration de ses membres face à l'absence de satire politique un peu mordante en Inde. Parmi leurs thèmes de prédilection, les injustices du système de castes, la sévérité des lois antisédition, la montée de l'autoritarisme sous l'égide de Narendra Modi [Premier ministre depuis 2014] et les violences dans le Cachemire. Ces temps-ci, les humoristes s'empressent de présenter leurs excuses au moindre soupçon de protestation, explique Rajoura. Lui revendique au contraire une volonté de *"heurter les sentiments"*.

Lors de leur tournée en 2019, qui s'est déroulée en même temps que les élections législatives en Inde [qui ont vu le parti de

Modi remporter une victoire encore plus large qu'en 2014], Rajoura racontait qu'enfant son père le battait et qu'ensuite sa mère lui expliquait que c'était pour son bien. Il en concluait qu'il avait été élevé *"comme un Cachemiri"*, en référence au traitement brutal de la région par le gouvernement indien. La plupart des humoristes grand public ne prennent pas assez de risque, déplore-t-il. *"Monter sur scène, ça veut aussi dire monter au créneau."*

Que ce soit sur scène ou dans la salle, le stand-up attire essentiellement de jeunes Indiens anglophones, citadins et issus de l'élite. Les scènes ouvertes se trouvent essentiellement dans les bars et les clubs, soit autant de lieux dont la clientèle évolue relativement peu sur le plan sociopolitique. *"L'absence de politique est en soi un fait politique, elle reflète le choix que font les classes suffisamment privilégiées pour pouvoir se dire qu'elles ne sont pas concernées par ce qui arrive aux autres. C'est facile de dire : la politique ne m'intéresse pas, je suis juste là pour faire rire les gens,"* regrette Rajoura. L'humour devrait être un mode d'expression de la dissension, mais en Inde c'est un reflet de l'oppression, conclut-il.

Le problème tient à l'écosystème dans lequel évoluent les humoristes en Inde, explique Madhavi Shivaprasad, chercheuse indépendante spécialiste des études sur le genre et la culture. Pour commencer, les candidats doivent se produire gratuitement sur des scènes ouvertes. Ils doivent parfois même payer des frais d'inscription. *"On comprend pourquoi ils sont nombreux à ne pas parler de politique, cela pourrait avoir des répercussions sur leur gagne-pain,"* analyse-t-elle.

En même temps, les intéressés sont en partie responsables de la situation dans la mesure où ils n'ont pas nécessairement bien compris en quoi consistait l'humour politique, poursuit Shivaprasad. *"Le milieu a encore besoin d'un peu de temps pour intégrer que la politique ne se réduit pas au gouvernement. Il s'agit aussi de parler des aspects critiques autour du genre, des castes, de la sexualité et du racisme. Cela dépasse de loin le fait de dire qu'on n'aime pas le BJP ou le parti du Congrès [la principale formation d'opposition], ce serait trop réducteur."*

Illusoire liberté d'expression. Depuis l'arrivée au pouvoir de Narendra Modi, en 2014, les violences et les discriminations à l'encontre des minorités, notamment les musulmans, n'ont cessé d'augmenter. Depuis quelques années, plusieurs observateurs internationaux et groupes de défense des droits humains tirent la sonnette d'alarme vis-à-vis de cette dérive autoritariste. Pour certains, l'idée que l'humour puisse servir à défier le pouvoir est une conception illusoire, surtout dans un pays où la liberté d'expression n'est pas absolue.

"Il y a une erreur dans la Constitution que personne n'a pris le temps de corriger depuis le temps... Il est écrit : 'L'Inde garantit la liberté d'expression'", souligne Dasgupta dans son sketch sur les huit exceptions à la liberté d'expression en Inde.

Chercheur en sciences politiques à l'université de Goa, Rahul Tripathi reconnaît que l'autocensure est plus forte aujourd'hui, mais rappelle que ce n'est pas un fait inédit. *"Cela s'est déjà vu en Inde, où le pouvoir en place ne s'est pas toujours montré réceptif à la satire,"* explique-t-il.

Sauf qu'à présent ce ne sont même plus les plaisanteries qui semblent poser problème. Nombreux estiment que si Faruqui suscite une telle indignation aujourd'hui, c'est moins à cause de ses blagues que parce qu'il est musulman. *"Dans ces circonstances, [le fond de] mes propos eux-mêmes importe peu,"* observe Dasgupta. *"On dit qu'en matière d'humour il faut se demander si on a franchi les bornes. Mais ici, la question ne vaut pas, parce que c'est le gouvernement qui décide. S'ils veulent trouver quelque chose à vous reprocher, ils trouveront. Les preuves ? C'est le cadet de leurs soucis."*

Dans le cas de Kamra, le Vishwa Hindu Parishad a réclamé l'annulation de son

spectacle au prétexte qu'il manquerait de respect à la culture hindoue. Dans une tribune, Kamra leur a demandé de citer un spectacle ou une vidéo où ce serait le cas.

Pour sa part, Faruqui reste philosophe dans ses démêlés avec le gouvernement. Depuis son spectacle à Hyderabad, il a égratigné à plusieurs reprises la droite nationaliste et sa communauté musulmane. Dans un de ses sketches, il raconte qu'à Goa certains groupes ont menacé de s'immoler s'il était autorisé à se produire sur scène. Ayant appris la nouvelle, il raconte avoir demandé à son manager s'il pouvait faire deux dates. *"Je dois être le seul musulman qui œuvre à la baisse de la population,"* conclut-il, en référence à la théorie conspirationniste selon laquelle les musulmans feraient beaucoup d'enfants pour devenir majoritaires en Inde. Au fil de la soirée, il enchaîne les blagues qu'il qualifie lui-même de racistes, sexistes et validistes. Toutes ont fait rire le public parce que cela était acceptable dans le cadre d'un spectacle d'humour.

"Ce n'est pas le spectacle qui est outrageant, résume-t-il. C'est la réalité."

—**Sushmita Pathak,**
publié le 18 janvier





← Concert dans le village de Yapatera, au Pérou.
Photo J. Enrique Molina/Alamy/Photo12

EN ANDALOUSIE, LE FLAMENCO FAIT SA LOI

Le 12 avril, le Parlement andalou, à majorité conservatrice, a voté une loi consacrant le flamenco comme “bien d'intérêt culturel”, relate le **Diario de Sevilla**.

Dans cette région autonome du sud de l'Espagne, la protection, la conservation et la promotion du flamenco sont désormais garanties par la loi.

Son enseignement sera intégré dans les programmes scolaires, et un musée lui sera consacré à Jerez, l'un des berceaux de cette “culture musicale si propre à l'Andalousie”, note le journal.

Le 16 novembre devient “journée du flamenco” dans le calendrier local.

Du Pérou à l'Andalousie résonne le “cajón”

Depuis les années 1970, ce caisson musical est indissociable du flamenco. Mais c'est au Pérou qu'il est apparu, il y a plusieurs siècles.

—El País, extraits (Madrid)

C'est ce qu'on appelle un coup de foudre. Le guitariste Paco de Lucía [légende andalouse du flamenco, 1947-2014] a entendu pour la première fois le son d'un cajón lors d'une soirée organisée par l'ambassadeur d'Espagne au Pérou, en 1977. Il a tout de suite compris que l'instrument dont jouait le célèbre percussionniste Carlos Soto, dit Caitro [1934-2004], qui accompagnait la chanteuse Chabuca Granda [1920-1983], était la solution à un problème du flamenco. “Nous avons toujours frappé dans nos mains et personne ne peut tenir deux heures comme ça. Et le cajón était comme les pieds d'un danseur de flamenco, car il reproduit le son de la plante du pied et du talon”, a confié le guitariste.

Quarante-six ans ont passé, et l'instrument péruvien [qui est un instrument de percussion en forme de caisson, son nom espagnol signifiant “caisse”] semble avoir toujours été indissociable du flamenco. “Ce qui serait hors norme, c'est un groupe de flamenco sans cajón”, ironise Juan José Téllez, écrivain et spécialiste de Caitro.

“De Cadix, beaucoup de caisses de marchandises sont parties en Amérique, elles

ont débarqué là-bas et sont certainement devenues des objets du quotidien et les premiers cajóns. Ensuite, elles ont été transformées en instrument à proprement parler, fabriqué par un professionnel”, raconte Pepe Zapata, responsable [à Grenade] de la Cajón Expo, une initiative pour mieux connaître cet instrument de percussion et le faire connaître.

Si le lien du flamenco avec le cajón est récent, cette percussion est bien plus ancienne et courante dans la musique péruvienne. Son origine est liée à Chincha, une région au sud de Lima où vit une

MUSIQUE

importante minorité d'origine africaine. Là-bas, au début du XVII^e siècle, l'Église catholique a interdit aux esclaves l'utilisation des tambours, jugés païens et dangereux. En leur absence, tous les autres objets deviennent de potentiels instruments de percussion. “Les gens jouaient sur une table, un cageot de fruits. D'autres folklores se servent aussi d'objets du quotidien”, détaille Pepe Zapata.

Jusqu'au début du XX^e siècle, on ne situe pas les premières représentations iconographiques du cajón, et ce n'est qu'en 1969 qu'il prend sa forme et ses dimensions actuelles : 50 centimètres de haut par 30 de large et 25 de profondeur.

“Le poète et historien Nicomedes Santa Cruz (né à Lima en 1925 et mort à Madrid en 1992) a beaucoup voyagé pour chercher son origine. C'est lui qui a proposé dans un article de presse quelques normes de fabrication”, explique Pepe Zapata, adhérent de l'Association Cajonán, qui met à l'honneur les artisans qui fabriquent l'instrument.

Paco de Lucía découvre l'instrument quelques années plus tard et le rapporte en Espagne grâce à l'aide de Rubem Dantas, musicien brésilien qui, ce jour de 1977, a

“Le ‘cajón’ reproduit le son de la plante du pied et du talon d'un danseur de flamenco.”

Paco de Lucía,
GUITARISTE

partagé cette trouvaille avec le guitariste d'Algésiras [une ville d'Andalousie], qui a ensuite acheté à Caitro le cajón dont il avait joué à la soirée de l'ambassadeur.

Solo quiero caminar et *Como el agua* (1981), de Paco de Lucía et Camarón de la Isla [chanteur de flamenco, 1950-1992], respectivement, sont les deux premiers disques où Rubem Dantas a intégré le cajón aux percussions. “Ça été fulgurant. Sa sonorité remplace les doigts qui tapent sur une table, souligne Juan José Téllez, qui se souvient encore de ce qu'il a ressenti en écoutant Paco de Lucía et son groupe pour la première fois, dans les années 1980. C'était un monde nouveau, non seulement avec le cajón, mais aussi l'association d'autres instruments au flamenco, comme la basse. C'était incroyable.”

Pepe Zapata préfère employer le mot “transculturation” pour définir la symbiose qui s'est produite entre le flamenco

espagnol et le cajón péruvien : “Une culture s'adapte ou supplante l'autre, comme des strates. Tout naît des mélanges.”

Au Pérou, l'instrument a officiellement été désigné patrimoine culturel national en 2001, une mesure visant manifestement à réaffirmer ses origines. Pendant ce temps, en Espagne, il a fait son chemin et marqué la vie des percussionnistes, notamment Carlos Merino, de Jerez [une autre ville andalouse], qui entend les subtilités espagnoles et péruviennes dans la façon de jouer du cajón : “Il y a de nombreux rythmes de flamenco qui, même s'ils sont différents, peuvent cohabiter avec les cadences péruviennes. Il y a parfois des dénominations différentes ici et là-bas, mais parfois pour dire la même chose.”

Le cajón est arrivé entre les mains de Carlos Merino lors d'une fête dans les années 1990, quand il avait à peine “7 ou 8 ans”. Il a tout de suite senti cette affinité qu'avaient dû vivre Rubem Dantas et Paco de Lucía à la soirée de Lima. Aujourd'hui, il est l'un des spécialistes de l'instrument à Jerez, berceau du flamenco et l'une des écoles – avec celles de Madrid, Séville et Barcelone – que cite le percussionniste comme centre d'apprentissage et des styles de l'instrument.

Le cajón a une santé si éclatante que Carlos Merino entrevoit déjà d'autres voyages pour lui, vers d'autres musiques : “Il est déjà en tournée avec [la star de la pop espagnole] Alejandro Sanz. Il y a des formats acoustiques où le cajón remplace la batterie. Il est présent dans tous les genres musicaux.”

Qui aurait pu dire à ces commerçants de Cadix que, des siècles plus tard, leurs caisses de marchandises auraient un destin si rythmé.

—Jesús A. Cañas,
publié le 24 mars

histoire. 

Comment les nobles lituaniens ont contribué à l'indépendance belge

1830 — Belgique

En 1815, la carte de l'Europe est redessinée sans prendre en compte les aspirations des peuples. Quinze ans plus tard, le soulèvement des Polonais et des Lituaniens permet aux Belges de se libérer des Pays-Bas.



—IQ, extraits (Vilnius)

C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai lu la riche histoire de la Lituanie, autrefois le plus grand pays d'Europe, s'étendant de la mer Baltique jusqu'à la mer Noire. L'histoire n'a pas toujours été tendre avec vous, mais elle témoigne d'une incroyable résilience de votre pays, sans équivalent en Europe. Bien que pendant de nombreux siècles la Lituanie ait dû subir l'ingérence des puissances environnantes, elle a continué à lutter sans peur et avec conviction pour son indépendance et pour sa préservation", a déclaré le roi des Belges, Philippe, lors d'un dîner officiel dans le palais des Grands-Ducs (à Vilnius) en octobre 2022. Il n'a pas mentionné que les Lituaniens n'avaient pas uniquement lutté pour leur indépendance, mais aussi pour celle de la Belgique. Et pour cause.

➤ Révolution de 1830 contre l'intégration de la Belgique au royaume des Pays-Bas et l'absolutisme de Guillaume I^{er} d'Orange-Nassau. Episode des Journées de septembre 1830, huile sur toile (esquisse), av. 1835, de Gustav Wappers (1803-1874). Photo AKG-Images

Au Musée royal de l'armée et de l'histoire militaire de Bruxelles, une salle évoque la période des luttes de la Belgique pour son indépendance et, dans un petit coin, se trouve un panneau intitulé : "Officiers polonais en service dans l'armée belge".

"En 1830, Nicolas I^{er}, tsar de Russie, donna ordre aux troupes polonaises du royaume de Pologne de marcher sur Bruxelles afin d'étouffer l'insurrection belge triomphante. Ils refusèrent d'obéir aux ordres et se soulevèrent en disant : 'Nous ne marcherons pas contre un peuple qui lutte pour sa liberté.' La révolution fut noyée dans le sang, elle n'en avait pas moins retenu sur la Vistule les troupes russes qui se préparaient à envahir la Belgique. Après la défaite de la Pologne, des officiers polonais émigrés ont été cordialement accueillis par la Belgique et incorporés dans les rangs de sa jeune armée", lit-on sur le présentoir sur lequel sont inscrits les noms de plus de 50 officiers qui ont rejoint l'armée de Belgique depuis 1830.

Au début du XIX^e siècle, le Printemps des peuples en est à ses prémices, et les Belges qui étaient sujets du royaume uni des Pays-Bas [les provinces

belges et néerlandaises ont été réunies en un seul État lors du congrès de Vienne de 1815] ne veulent pas rester à l'écart. Peu de temps après la révolution de juillet 1830 en France, les Bruxellois se soulèvent à leur tour. Les impôts, la politique centralisée de Guillaume I^{er}, monarque des Pays-Bas, les discriminations et la persécution de l'Église catholique mécontentaient les Belges. Les forces néerlandaises envoyées en septembre ne réussissent pas à réprimer le soulèvement et, le 4 octobre, l'indépendance de la Belgique est déclarée.

La nation sans nom. Les grandes puissances qui dirigeaient alors le monde - l'Autriche, le Royaume-Uni, la France, la Prusse et la Russie - n'étaient pourtant pas enclines à soutenir les révolutions et les changements. Le mot "liberté" déplaisait plutôt au tsar Nicolas I^{er}, pour qui ce soulèvement était aussi une "affaire de famille". Le prince Guillaume, l'héritier du trône des Pays-Bas (devenu le roi Guillaume II en 1840), avait épousé sa sœur, Anna Pavlovna.

"Comme la Russie voulait envoyer l'armée polonaise pour réprimer le soulèvement belge contre les Pays-Bas, cela a été l'étincelle, car les Polonais souhaitaient rétablir leur souveraineté. Et au lieu de partir en Belgique, ils ont retourné leurs armes contre les Russes", explique l'historien Karolis Zikaras. Rapidement, le soulèvement gagne la Lituanie et de nombreux nobles s'y rallient. "Comme le soulèvement a échoué, de nombreux insurgés ont fui. Or la Belgique avait besoin d'officiers. Elle avait des soldats mais pas d'officiers [qui étaient restés fidèles aux Pays-Bas]", explique Karolis Zikaras. "On a identifié environ 80 émigrés liés à la Lituanie en Belgique, mais il devait y en avoir beaucoup plus", estime Algimantas Daugirdas, ancien conservateur au musée de la guerre de Kaunas [Lituanie].

Il ne faut pas reprocher au roi des Belges Philippe de ne pas avoir mentionné le rôle des Lituaniens

dans l'indépendance de la Belgique. Le nom "Lituanie" avait en effet été effacé de la carte de l'Europe politique en 1791. La république des Deux Nations (composée du royaume de Pologne et du grand-duché de Lituanie) se faisait appeler "Pologne". Les Deux Nations avaient pourtant signé un engagement pour indiquer que la Lituanie n'avait pas disparu. "Cependant, les nobles ne parlaient plus lituanien déjà depuis le début du XVI^e siècle", explique l'historien. Quand la Russie occupe une grande partie de la république, la Pologne et la Lituanie obtiennent des statuts différents. La partie polonaise conserve son autonomie, tandis que la Lituanie disparaît. "À l'époque, nous avions une double identité : d'un côté nous étions lituaniens, mais dans un sens plus large, politique, nous étions considérés comme des Polonais", affirme l'historien Karolis Zikaras.

—Evaldas Labanauskas, publié le 20 décembre 2022

SOURCE



IQ
Vilnius, Lituanie
Mensuel, 10 000 ex.
iq.lt

Appelé à ses débuts IQ The Economist, le titre est publié depuis avril 2010 en collaboration avec l'hebdomadaire britannique The Economist. Il propose des articles traduits mais aussi des papiers de la rédaction et des commentaires rédigés par des personnalités lituaniennes.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier
international**

Hors-série Avril-mai 2023
8,90 €



GÉOPOLITIQUE LE MONDE DE DEMAIN

*Comment la guerre
en Ukraine
bouleverse les
alliances, renforce
les autocraties,
soudé l'Occident
et fait émerger
un Sud global.*



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier
international**

CARON

PARIS 1904

POUR UN HOMME GÉNÉREUX LIVRE

